

# La Prochaine Révolution en Afrique du Nord : la lutte pour la justice climatique

Hamza Hamouchene et Mika Minio-Paluello (dir.)

### La collection Passerelle

La collection Passerelle réalisée dans le cadre de la Coredem (Communauté des sites de Ressources documentaire pour une Démocratie Mondiale) a pour objectif de traiter des sujets d'actualité qui font débat, à travers des analyses, des réflexions et des propositions issues de travail de terrain et de recherche.

Chaque numéro rassemble et fait dialoguer des contributions d'associations et d'ONG, de médias, de syndicats, de citoyens, de chercheurs, etc. Les numéros de la collection Passerelle sont habituellement publiés à l'occasion de rencontres appelées « Mercredis de la Coredem », qui poursuivent le même objectif : la création d'espaces libres de débats, de convergences et de propositions.

Tous les numéros sont téléchargeables gratuitement sur le site [www.coredem.info](http://www.coredem.info)

### La Coredem, une initiative collective

La Coredem (Communauté des sites de Ressources documentaires pour une Démocratie Mondiale) est un espace de partage de savoirs et de pratiques par et pour les acteurs de changement. Plus de trente organisations et réseaux militants mutualisent en ligne leurs informations et analyses autour du moteur de recherche Scrutari. La Coredem est ouverte aux organisations, réseaux, mouvements et médias qui font de leurs expériences, de leurs propositions et de leurs analyses des outils au service des société solidaires, durables et responsables.

[www.coredem.info](http://www.coredem.info)

### Ritimo

L'association Ritimo anime la Coredem et est éditeur de la Collection Passerelle. Ritimo est un réseau d'information et de documentation pour la solidarité internationale et le développement durable. Dans 90 lieux en France, Ritimo accueille le public, relaie des campagnes citoyennes, propose des animations et des formations. Ritimo s'engage dans la production et la diffusion d'une information plurielle et critique.

[www.ritimo.org](http://www.ritimo.org)

### Environmental Justice North Africa (EJNA)

EJNA est une organisation à but non lucratif qui milite autour des questions de justice climatique et écologique ainsi que la démocratie énergétique en Afrique du Nord. Notre objectif est de promouvoir des idées et des arguments progressistes autour de plusieurs thèmes comme le changement climatique et la souveraineté énergétique.

<http://ejnafrica.org/>

### Platform London

Platform London est une plateforme collective qui fusionne l'art, la recherche et les campagnes politiques pour créer des projets orientés vers la justice sociale et écologique. Les campagnes de Platform en cours se focalisent sur les impacts sociaux, économiques et environnementaux de l'industrie pétrolière dans le monde.

[www.platformlondon.org](http://www.platformlondon.org)

# **La Prochaine Révolution en Afrique du Nord : la lutte pour la justice climatique**

Edité par Hamza Hamouchene et Mika Minio-Paluello

Traduit par Hamza Hamouchene

# Sommaire

## PROLOGUE

|                                                                            |          |
|----------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>La lutte pour la survie et la justice climatique en Afrique du Nord</b> | <b>7</b> |
| PAR HAMZA HAMOUCHENE ET MIKA MINIO-PALUELLO                                |          |

## SECTION 1. LA VIOLENCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

20

|                                                                                                                                                                            |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Extraits de Santé et pérennité écologique dans le monde arabe :<br/>Une question de survie</b>                                                                          | <b>21</b> |
| PAR ABBAS EL-ZEIN, SAMER JABBOUR, BELGIN TEKCE, HUDA ZURAYK,<br>IMAN NUWAYHID, MARWAN KHAWAJA, TARIQ TELL, YUSUF AL MOOJI,<br>JOCELYN DE-JONG, NASSER YASSIN, DENNIS HOGAN |           |
| <b>La violence du changement climatique en Egypte</b>                                                                                                                      | <b>30</b> |
| PAR MIKA MINIO-PALUELLO                                                                                                                                                    |           |
| <b>Un million de mutineries</b>                                                                                                                                            | <b>41</b> |
| PAR SUNITA NARAIN                                                                                                                                                          |           |
| <b>Les Etats-Unis nous sont redevables d'une dette écologique</b>                                                                                                          | <b>46</b> |
| PAR PIA RANADA                                                                                                                                                             |           |

## SECTION 2. CHANGER LE SYSTEME PAS LE CLIMAT

50

|                                                                                        |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Le capitalisme survivra-t-il au changement climatique ?</b>                         | <b>51</b> |
| PAR WALDEN BELLO                                                                       |           |
| <b>L'arme secrète du changement climatique : Les îles des paradis fiscaux</b>          | <b>55</b> |
| PAR KHADIJA SHARIFE                                                                    |           |
| <b>L'extractivisme et ses pathologies</b>                                              | <b>59</b> |
| PAR ALBERTO ACOSTA                                                                     |           |
| <b>Le sol, pas le pétrole : La justice écologique à une époque de crise climatique</b> | <b>68</b> |
| PAR VANDANA SHIVA                                                                      |           |
| <b>Le changement climatique : Toute action n'est pas utile</b>                         | <b>71</b> |
| PAR PABLO SOLON                                                                        |           |



|                                                                                                                                                                                          |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>SECTION 3. ATTENTION AUX « FAUSSES SOLUTIONS »</b>                                                                                                                                    | <b>74</b>  |
| Desertec : accaparement des sources d'énergie renouvelable ?<br>PAR HAMZA HAMOUCHENE                                                                                                     | 75         |
| Projets de développement durable au Maroc : Protéger l'environnement ou protéger les profits ?<br>PAR JAWAD. M                                                                           | 83         |
| La mascarade du commerce de carbone : Pourquoi les échanges de carbone ne sauveront pas la planète du changement climatique<br>PAR PATRICK BOND ET KHADIJA SHARIFE                       | 90         |
| À la croisée des chemins entre l'économie verte et les droits de la nature<br>PAR PABLO SOLON                                                                                            | 97         |
| <b>SECTION 4. S'ORGANISER POUR SURVIVRE</b>                                                                                                                                              | <b>102</b> |
| La révolution et le changement climatique en Egypte<br>UN ENTRETIEN AVEC MAHIENOUR EL-MASSRY                                                                                             | 103        |
| L'exploitation du gaz de schiste et le mécontentement grandissant en Algérie<br>UN ENTRETIEN AVEC MEHDI BSIKRI                                                                           | 106        |
| Le défi pour l'Équateur : Les droits de la Terre-Mère ou la poursuite de la colonisation de la Nature<br>PAR ALBERTO ACOSTA                                                              | 109        |
| Le changement climatique et la lutte des classes<br>LA DÉCLARATION DU NATIONAL UNION OF METAL WORKERS OF SOUTH AFRICA (NUMSA - SYNDICAT NATIONAL SUD-AFRICAIN DE LA MÉTALLURGIE) EN 2012 | 112        |
| Déclaration de Margarita sur le changement climatique                                                                                                                                    | 116        |
| A la conférence de Cocoyoc, le Sud liait écologie et égalité<br>PAR AURÉLIEN BERNIER                                                                                                     | 127        |
| Glossaire                                                                                                                                                                                | 132        |
| Présentation des auteurs                                                                                                                                                                 | 135        |

# PROLOGUE

La lutte pour la survie  
et la justice climatique  
en Afrique du Nord



# La lutte pour la survie et la justice climatique en Afrique du Nord

PAR HAMZA HAMOUCHENE ET MIKA MINIO-PALUELLO

Le changement climatique aura des effets dévastateurs sur l'Afrique du Nord. Il y aura des morts et des millions de personnes seront forcées de migrer. Le désert ne cesse de s'étendre. Les récoltes sont mauvaises et les pêcheurs sont entrain de perdre leurs moyens de subsistance. Les pluies deviendront de plus en plus irrégulières, les ressources en eaux diminueront et les tempêtes seront plus violentes. Les étés seront très chauds et les hivers très froids. La sécheresse contraint déjà les villageois à abandonner leurs foyers et l'élévation du niveau de la mer est en train de détruire les terres fertiles. La chute de la production alimentaire et le tarissement des ressources en eau menaceront même les mégapoles comme le Caire, Casablanca et Alger. Les prochaines vingt années vont transformer fondamentalement la région.

**C**eci n'est pas un fait naturel. Le changement climatique est une guerre de classe, une guerre érigée par les riches contre les classes ouvrières, les petits paysans et les pauvres. Ces derniers portent le fardeau à la place des privilégiés. La violence du changement climatique est causée par le choix de l'exploitation continue des combustibles fossiles, une décision prise par les multinationales et les gouvernements occidentaux avec les élites et militaires locaux. C'est le résultat de plus d'un siècle de capitalisme et de colonialisme. Mais ces décisions sont constamment renouvelées à Bruxelles, Washington DC et Dubaï et plus localement à Héliopolis, Lazoghly et Kattameya, Ben Aknoun, Hydra et La Marsa.

La survie des générations futures dépendra de l'abandon de l'exploitation des combustibles fossiles et de l'adaptation au climat qui est d'ores et déjà en train de changer. Des milliards de dollars seront dépensés pour essayer de s'adapter : trouver de nouvelles sources en eau, restructurer l'agriculture et réorienter la production vers de nouvelles cultures, construire des digues pour repousser les eaux salées et changer la forme et le style d'urbanisme des villes. Mais, cette adaptation serait dans l'intérêt de quelle catégorie de population ? Les mêmes structures autoritaires des pouvoirs qui ont, en premier lieu, causé ces changements climatiques sont en train de préconiser une stratégie pour assurer leur protection et faire davantage de profits. Les institutions néolibérales se prononcent clairement sur leur transition climatique tandis que la gauche et les mou-

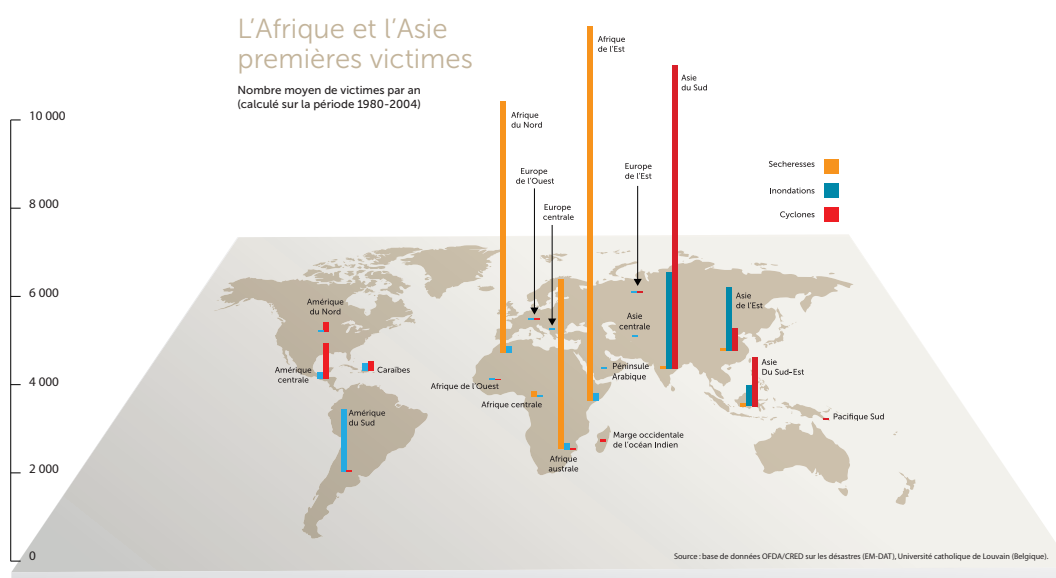
vements démocratiques restent pour la plus part muets sur ce sujet. La question qui se pose : quelles seront les communautés exclues des cercles fermés et bien protégés de ces changements climatiques durs et pénibles?

### Comment le changement climatique transformera-t-il l'Afrique du Nord ?

Le changement climatique provoqué par l'être humain est déjà bien une réalité en Afrique du Nord. Cette réalité est en train de saper et d'affaiblir les bases socio-économiques et écologiques de la vie dans la région et finira par imposer un changement des systèmes politiques.

Les récentes sécheresses prolongées en Algérie et en Syrie ont constitué des événements climatiques chaotiques qui ont dépassé et submergé la capacité des Etats et de leurs structures sociales et institutionnelles actuelles, pourtant conçues pour s'en occuper. Les sécheresses sévères à l'est de la Syrie ont détruit les moyens de subsistance de 800 000 personnes et ont décimé 85% du bétail. 160 villages entiers ont été abandonnés avant 2011. Les changements dans le cycle hydrologique réduiront l'approvisionnement en eau douce ainsi que la production agricole. Cela signifie avoir recours à davantage d'importations alimentaires de denrées de base et des prix plus élevés dans les pays qui en sont déjà dépendants, comme l'Egypte. De plus en plus nombreux seront ceux qui connaîtront la faim et la famine.

Le désert est en progression croissante, s'étalant de plus en plus sur les terres avoisinantes. Une pression immense s'exercera sur les rares ressources en eau, étant donné que la demande augmente plus rapidement que la croissance démographique. L'approvisionnement chutera à cause des changements dans les précipitations des pluies et l'intrusion de l'eau de mer dans les réserves d'eaux potables souterraines. Ces phénomènes sont les résultats du changement climatique ainsi que de l'usage excessif des eaux souterraines. Cette situation risque de mettre les pays du monde arabe au-dessous du niveau de pauvreté absolue en eau, qui se situe à l'échelle de 500 m<sup>3</sup> par personne.







La montée des niveaux de mers est actuellement en train de forcer les paysans à quitter leurs terres en Tunisie, au Maroc et en Egypte. L'eau salée détruit les champs fertiles du Delta du Nil en Egypte et du Delta de la Moulouya au Maroc, menaçant d'inonder et d'éroder de vastes étendues de peuplements côtiers, y compris des villes comme Alexandrie et Tripoli. Les mers elles-mêmes sont touchées par ce changement climatique. En effet, l'absorption de quantités de plus en plus importantes de dioxyde de carbone les rend plus acides, tuant ainsi les récifs coralliens. Cela va influencer négativement sur la biodiversité dans la mer Rouge, détruisant ainsi les moyens de subsistance de dizaines de milliers de personnes qui travaillent dans les secteurs de la pêche et du tourisme.

La chaleur estivale s'intensifiera. L'augmentation des températures et leurs effets « stressants » vont faire des milliers de morts, particulièrement les travailleurs ruraux qui ne peuvent pas éviter les travaux lourds et les activités d'extérieur. La fréquence et l'intensité des événements météorologiques seront extrêmes et plus importantes. Les tempêtes de poussière et les inondations dues au froid glacial menacent les citadins les plus pauvres, surtout les millions de migrants qui vivent dans des zones d'habitation informelle aux alentours des villes. Les réfugiés seront les moins bien-protégés, y compris les Soudanais en Egypte, les Maliens en Algérie, les Libyens en Tunisie et les Syriens au Liban. Faute d'améliorations majeures, les traditions et l'infrastructure urbaine actuelles qui comprennent les systèmes de drainage, les services d'urgence et les structures qui assurent le partage des ressources d'eaux, ne pourront pas être en mesure de faire face à tous ces problèmes.

Le réchauffement climatique induit plus de maladies à cause des pathogènes d'origine hydrique qui sont propagés par des insectes venant des régions tropicales, atteignant ainsi des millions de gens qui n'ont été jamais exposés. Le paludisme (malaria) et autres maladies se déplaceront vers le Nord, menaçant et les humains et le bétail. Les parasites qui sont déjà présents en Afrique du Nord élargiront leur zone d'action, par exemple, les « leishmanies » risquent de doubler leur aire géographique au Maroc dans les prochaines années.

Le chaos climatique coûte déjà des millions de vies et des milliards de dollars. La revue médicale « The Lancet » soutient que « la survie de collectivités entières est en jeu » dans le monde arabe.

### L'échec des dirigeants politiques

Le changement climatique est attribuable à la combustion des carburants fossiles, à la déforestation et à des pratiques agricoles non-durables et insoutenables, encouragées par l'industrie agro-alimentaire. Le dioxyde de carbone et le méthane, qui sont rejetés dans l'atmosphère, sont des produits dérivés de l'activité industrielle des hydrocarbures. Le pétrole comme le gaz, le charbon et les minéraux sont extraits et consommés à grande échelle pour dégager des profits qui serviront les pouvoirs d'État. C'est le capitalisme extractiviste sous lequel nous vivons.

Les émanations des dioxydes de carbone CO<sub>2</sub> proviennent de la combustion des hydrocarbures - que ce soit en voiture, dans la cuisine ou au sein d'une usine - et du dioxyde



de carbone (CO<sub>2</sub>) est relâché dans l'atmosphère. L'accumulation du CO<sub>2</sub> réchauffe notre planète. Il existe maintenant un consensus solide au sein de la communauté scientifique qui soutient que si la température moyenne mondiale augmente de plus de 2 degrés Celsius au cours du 21<sup>ème</sup> siècle, les changements du climat sur notre planète seront à grande échelle, irréversibles et catastrophiques. Le temps presse et les possibilités d'agir se réduisent !

Selon les sciences du climat, les scientifiques attestent que si l'humanité désire préserver une planète qui ressemble à la nôtre et où la civilisation s'est développée pour y vivre paisiblement, les niveaux de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère doivent être réduits considérablement. Les niveaux actuels du CO<sub>2</sub>, estimés à 400 parties par million (ppm) doivent baisser au dessous de 350 ppm, bien que de nombreux experts soutiennent que tout niveau supérieur à 300 ppm est trop dangereux. Toute augmentation supplémentaire risque de déclencher des points de bascule climatiques comme la fonte du pergélisol (permafrost) et l'effondrement de la couche de glace du Groenland. Quand on atteindra un point de bascule (un seuil climatique), les émissions de carbone accéléreront le phénomène et le changement climatique pourrait échapper réellement à notre contrôle. Notre survie dépend de la décision de laisser 80% des réserves prouvées de combustibles fossiles dans le sol. Malheureusement, l'extraction de plus en plus forte des hydrocarbures fossiles et leurs transformations entraînent des rejets supplémentaires de deux ppm de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, chaque année.

Les dirigeants politiques du monde entier ainsi que leurs conseillers et les médias se réunissent chaque année pour une autre conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP). Mais en dépit de la menace globale, les gouvernements autorisent l'augmentation des émissions de carbone dans l'atmosphère et permettent à la crise de s'aggraver. Le pouvoir des multinationales a détourné ces pourparlers de leurs véritables objectifs en s'assurant de promouvoir davantage de fausses solutions, bien lucratives. Les nations industrialisées (l'Occident et la Chine) ne veulent pas assumer leur responsabilité alors que les puissances pétrolières comme l'Arabie saoudite essaient de manipuler le processus. Les pays développés du Sud, bien qu'ils constituent la majorité, peinent à provoquer un changement malgré tous les efforts vaillants de pays comme la Bolivie et les petits États insulaires.

La COP de Paris en décembre 2015 attirera beaucoup l'attention, mais nous savons, d'ores et déjà, que les dirigeants politiques ne permettront pas les réductions nécessaires afin d'assurer la survie de l'humanité. Il faudra que les structures des pouvoirs changent. L'action pour empêcher la crise climatique se tiendra dans un contexte parallèle à d'autres crises sociales.

### La crise et la pression d'en bas

Le système sous lequel nous vivons connaît une crise profonde qui génère plus de pauvreté, de guerres et de souffrances. La crise économique, qui a débuté en 2008, illustre parfaitement comment le capitalisme résout ses propres contradictions et échecs en dépossédant



Une manifestation contre l'exploitation du gaz de schiste à In Salah, sud de l'Algérie en février 2015.

et punissant davantage la majorité. Plusieurs gouvernements ont sauvé les banques qui ont causé des ravages à l'échelle mondiale obligeant les plus pauvres à payer le prix fort. La crise alimentaire de 2008, ayant causé une famine et provoqué des émeutes dans le Sud, démontre quant à elle que notre système alimentaire est défaillant, car monopolisé par des multinationales qui ne cessent d'œuvrer pour maximiser leurs profits à travers une production exportatrice de monocultures, par l'accaparement des terres, la production des agro-carburants et la spéculation sur les produits alimentaires de base.

L'enrichissement d'une élite qui dicte ses choix et règles sur toute la planète suscite à maintes reprises des révoltes et des rebellions. La vague de soulèvements arabes de l'année 2011 a inspiré des milliards de gens à travers le monde, s'étendant de la Tunisie et l'Egypte aux indignés en Espagne et en Grèce, aux mobilisations étudiantes au Chili, au mouvement *Occupy* contre le 1%, aux révoltes en Turquie, au Brésil et au-delà. Chaque lutte est différente et liée à un contexte spécifique mais toutes furent un défi contre le pouvoir de cette élite et contre la violence d'un monde néolibéral.

Ceci est le contexte dans lequel nous sommes confrontés au changement climatique. La crise du climat est l'incarnation de l'exploitation capitaliste et impérialiste des peuples et de la planète. Laisser le choix des décisions, destinées à faire face au changement climatique, à cette élite insolente et immorale nous engagerait sur une voie vers la disparition de la planète. La lutte pour une justice climatique doit être profondément démocratique. Elle doit impliquer les communautés les plus touchées et doit être en mesure de répondre aux besoins vitaux de tous. Cette lutte est une démarche pour bâtir un futur où chacun de nous doit avoir suffisamment d'énergie et un environnement sain et sauvegardé pour les futures



générations. Ce futur désiré serait en harmonie avec les demandes légitimes des soulèvements des populations en Afrique du Nord : souveraineté et dignité nationale, le pain, la liberté et la justice sociale.

### Les politiques du climat dans le monde arabophone sont contrôlées par les riches et les puissants

Qui sont-ils ces participants à l'élaboration d'une réponse au changement climatique dans le monde arabophone ?

Des institutions comme la Banque mondiale, l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) ainsi que les agences de l'Union européenne s'expriment avec force et se font entendre en organisant des événements et en publiant des rapports. Elles invoquent les dangers d'un monde réchauffé et soulignent la nécessité d'une action urgente avec plus d'énergies renouvelables propres et des plans d'adaptation. Etant donné le manque d'alternatives, elles semblent avoir des positions relativement radicales par rapport à la position des gouvernements locaux et particulièrement quand elles parlent des conséquences sur les pauvres.

Cependant, ces institutions sont alignées politiquement avec les puissants et leurs analyses du changement climatique n'intègrent pas les questions de classe, justice, pouvoir et histoire coloniale. Les solutions de la Banque mondiale sont axées sur le marché, sont néolibérales et adoptent une approche descendante (*top-down*). Elles redonnent le pouvoir à ceux qui possèdent déjà des fortunes sans s'attaquer aux causes profondes de la crise climatique. Au lieu de promouvoir les réductions nécessaires des émissions de gaz, elles offrent des permis pour des activités polluantes et des subventions aux multinationales et aux industries extractives.

La vision du futur défendue par la Banque mondiale, la GIZ et une grande partie de l'Union européenne est marquée par des économies conjuguées au profit privé et à des privatisations supplémentaires de l'eau, des terres et même de l'atmosphère. Aucune référence n'est faite à la responsabilité historique de l'Occident industrialisé dans la provocation du changement climatique. Un silence inquiétant est entretenu sur les crimes de compagnies pétrolières comme BP, Shell et Total ainsi que sur la dette écologique due aux pays du Sud. Les sociétés nord-africaines qui vivent dans des pays, où la démocratie est absente, continueront de souffrir de l'assujettissement à l'autoritarisme des élites et multinationales qui maintiendront le statu quo.

Le discours traitant ce sujet est très limité et extrêmement paralysant du fait que ces institutions néolibérales dominent la production du savoir sur les questions du changement climatique en Afrique du Nord. La majorité de la littérature et des écrits sur le changement climatique au Moyen-Orient et Afrique du Nord n'évoquent pas l'oppression ou la résistance des peuples. Il n'y a pas de place pour les peuples mais seulement pour les dirigeants et les experts autoproclamés. Le statu quo continuera de forcer les populations à se déplacer, de polluer les environnements et de mettre des vies en péril.



Pour s'organiser et obtenir justice, il faudrait être capable de définir et de proclamer les problèmes actuels et leurs solutions.

### Le vocabulaire de justice autour des questions climatiques

Comment peut-on combattre quelque chose si on n'est pas capable de la nommer et d'articuler ce qu'on désire à sa place ? Alors que la « justice environnementale » est en usage en arabe, la « justice climatique » ne l'est pas. Cette dénomination est largement utilisée en Amérique latine et dans les pays anglophones, mais elle sonne bizarre en arabe. Nous avons besoin de changer les systèmes énergétiques autour de nous. Pou-  
vons-nous alors parler de « justice énergétique » ou de « démocratie énergétique » ?

Il nous faudrait un vocabulaire pour parler de ces questions et pour décrire la vision d'un futur sain pour lequel nous lutterons. Simplement l'action d'importer des terminologies et des concepts d'autrui ne marchera pas et ne trouvera pas d'échos favorables de la part des populations, si ces concepts ne sont pas issus des racines et des coutumes locales. Cependant, il est important et utile d'échanger des idées et des expériences avec des mouvements qui militent ailleurs dans le monde et d'apprendre d'eux.

Ce livre évite de formuler des requêtes dans un cadre « sécuritaire » comme la « sécurité climatique » ou la « sécurité hydrique » ou bien la « sécurité alimentaire ». Un futur formulé autour de la « sécurité » soumettra nos luttes à un cadre conceptuel et imaginatif, qui, en fin de compte, renforcera le pouvoir répressif de l'État, axé sur la sécurisation et la militarisation (voire les extraits de l'article de la revue « The Lancet »).

Plusieurs articles dans ce livre réclament la justice climatique, la justice environnementale et la démocratie/justice énergétique. On ne trouve pas une seule définition pour chacun de ces concepts, ce qui ne diminue pas leurs valeurs pour autant. Dans ces articles :

- la « justice climatique » consiste généralement à reconnaître la responsabilité historique de l'Occident industrialisé dans l'avènement du réchauffement climatique, et ne perd pas de vue les vulnérabilités disproportionnées dont souffrent quelques pays et communautés. Elle admet aussi le rôle du pouvoir dans la provocation du changement climatique ainsi que dans les choix de ceux qui porteront le fardeau. La réponse aux changements climatiques doit prendre en compte les questions de classe, de race, du genre, de l'histoire des dominations coloniales et l'exploitation capitaliste qui perdure. La justice climatique signifie une rupture avec le statu quo (*business as usual*) qui protège les élites politiques mondiales, les multinationales et les régimes militaires. Son objectif est d'instaurer une transformation sociale et écologique et un processus d'adaptation radicaux.
- la « justice environnementale » est généralement centrée autour des besoins des communautés, en obligeant le secteur des combustibles fossiles et autres larges industries à rendre des comptes, et en progressant vers une relation durable et harmonieuse avec la nature. Elle reconnaît qu'on ne pourrait pas séparer les effets de la destruction de l'environnement de leur impact sur les peuples. Elle admet aussi que les communautés démunies sont exploitées dans l'intérêt des puissants.
- la « démocratie énergétique » et la « justice énergétique » signifient la construction d'un futur où l'énergie est distribuée équitablement, contrôlée et gérée démocratique-





Crise de l'eau potable à Kasserine, Tunisie en décembre 2014.

ment. Les sources d'énergie et les systèmes de transmission doivent être en équilibre avec l'environnement et les besoins des futures générations.

Il revient au lecteur de voir si ces concepts sont pertinents et utiles en Afrique du Nord. Les descriptions élémentaires fournis ci-dessus ne sont nullement exhaustives et peuvent sûrement être enrichies par des expériences locales.

### Les objectifs de cette publication

Le but de cette publication est d'introduire des perspectives nouvelles et libératrices, avancées par des intellectuels, activistes, politiciens, organisations et groupes de base progressistes et radicaux des pays du Sud. Nous avons choisi des essais, des entretiens et des déclarations dans lesquels les mouvements sociaux décrivent l'ennemi qu'ils combattent, la manière dont ils s'organisent et leurs revendications. Ils couvrent une large aire géographique, de l'Equateur jusqu'en Inde et de l'Afrique du Sud jusqu'aux Philippines. Nous avons aussi inclus six articles d'Afrique du Nord, qui concernent le Maroc, l'Algérie, l'Egypte et la région au sens large. Il est à espérer que ce livre contribue à l'économie politique naissante du changement climatique en Afrique du Nord, qui examinera les relations entre les industries des combustibles fossiles, les élites régionales et les capitaux internationaux.

Notre objectif comporte quatre volets :

- 1) Souligner l'urgence de la crise climatique en Afrique du Nord et insister sur la nécessité d'une analyse holistique et d'un changement structurel.
- 2) Souligner les dangers d'un environnementalisme (écologisme) restreint et contrecar-





- rer le discours néolibéral dominant autour du changement climatique, un discours qui est encouragé et promu par la Banque mondiale et autres institutions néolibérales.
- 3) Soutenir la gauche en Afrique du Nord dans ses efforts pour articuler une réponse locale et démocratique face au changement climatique, une réponse qui intègre des analyses d'ordre politique, économique, social, écologique et de classe aussi. Etant donné les pressions de l'autoritarisme, de la répression massive et de la pauvreté généralisée, il est parfaitement compréhensible que la question du changement climatique n'ait fait l'objet que d'une attention limitée dans le passé par les mouvements sociaux en Afrique du Nord.
  - 4) Donner de l'espoir inspiré des mouvements et luttes des pays du Sud, et réfuter l'affirmation selon laquelle il n'y a rien à faire. La crise climatique découle des actions et décisions humaines qui peuvent être changées.

Cette publication n'a pas la prétention de fournir toutes les réponses mais plutôt de soulever des questionnements et des défis. A quoi ressemble une réponse juste au changement climatique en Afrique du Nord ? Cela signifie-t-il une évacuation en masse et l'ouverture des frontières avec l'Europe ? Cela signifie-t-il le paiement de la dette écologique et une redistribution des richesses par les gouvernements européens, les multinationales et les riches élites locales ? Faudrait-il rompre radicalement avec le système capitaliste ? Qu'advient-il des ressources fossiles en Afrique du Nord, qui sont actuellement extraites en grande partie par les multinationales occidentales ? Qui devrait contrôler et posséder les énergies renouvelables ? Nous n'avons pas forcément cherché l'uniformité d'une position, et vous trouverez des perspectives différentes et même contradictoires, mais à notre avis, elles offrent des points de départ pour des discussions importantes.

## Le contenu

### *Section 1 : La violence du changement climatique*

Le livre commence par une section qui souligne l'ampleur de la menace posée par le changement climatique. Les extraits de « *Santé et pérennité écologique dans le monde arabe : Une question de survie* » soutiennent que la survie des communautés entières dans le monde arabe est en jeu. Le discours actuel sur la santé, la population et le développement dans le monde arabe a largement échoué en omettant de communiquer la gravité et le sens de l'urgence. Dans l'article de **Mika Minio-Paluello** sur la violence du changement climatique en Egypte, elle révèle le niveau brutal de la destruction que risque ce pays. Elle souligne que la violence climatique, qui est une violence de classe, est façonnée de manière à ce que les démunis paieront le prix fort et porteront le fardeau au lieu des riches et fortunés. La survie, selon elle, dépendra d'une adaptation à la transformation qui approche, mais cette adaptation est un processus profondément politique qui pourrait signifier l'émancipation ou davantage d'oppression.

Dans l'article « *Un million de mutineries* », **Sunita Narain** démontre que nous ne sommes pas tous dans le même camp de lutte pour faire face au changement climatique. Alors que les riches veulent maintenir leurs modes de vie, il est impératif d'observer le changement climatique dans les visages des millions de gens qui ont perdu leurs maisons dans les ouragans et dans les mers dont les niveaux ne cessent de s'élever. Il convient clairement de garder à l'esprit que le sort des milliers qui ont péri suite à ces change-



ments climatiques est attribuable aux riches qui ont échoué à réduire leurs émissions de gaz, dans leur poursuite de la croissance économique. Les solutions ne se trouvent pas dans les conférences des élites mais à travers de petites réponses à de grands problèmes qui viendraient de l'environnementalisme des mouvements des dépossédés. **Pia Ranada**, écrivant des Philippines, décrit un phénomène climatique extrême : le typhon qui a frappé récemment son pays. Elle soutient que les pays du Sud souffrent le plus du chaos climatique. Les pays développés qui ont brûlé une grande partie des combustibles fossiles et qui sont responsables des émissions de carbone qui en découlent, doivent indemniser les communautés et les pays touchés par le changement climatique, en leur payant une « dette écologique ».

### *Section 2 : Changer le système pas le climat.*

La deuxième section pose trois questions : Quels sont les facteurs structurels qui contribuent au changement climatique ? Comment imaginons-nous un autre système différent du présent ? Est-il possible de reformer et améliorer les systèmes politiques et économiques actuels pour s'adapter au changement climatique ? **Walden Bello**, écrivant des Philippines, dans son article « *Est ce que le capitalisme survivra au changement climatique ?* », soutient que l'expansion du capitalisme a causé l'accélération de la combustion des carburants fossiles et une déforestation rapide, conduisant au réchauffement planétaire. Pour rompre avec cette trajectoire, il nous faudrait un modèle de développement équitable et à faible consommation et croissance, qui améliore le bien-être des populations et accroît le contrôle démocratique de la production. Naturellement, les élites des pays du Nord ainsi que des pays du Sud vont s'opposer à cette réponse globale. Bello estime que nous devrions considérer le changement climatique comme une menace pour notre survie mais aussi comme une opportunité pour engendrer les réformes sociales et économiques, longtemps reportées. **Khadija Sharife** examine dans son article « *Les armes secrètes du changement climatique* » comment les paradis fiscaux à l'étranger profitent aux sociétés pétrolières multinationales, aux politiciens corrompus et aux mécanismes du commerce du carbone. Tout cela au dépend des îles comme les Seychelles et les Maldives qui pourraient disparaître complètement avec la montée des niveaux des mers et océans.

**Alberto Costa**, un économiste équatorien et un ancien ministre de l'énergie et des mines, se focalise sur le mode extractiviste d'accumulation comme un mécanisme de pillage colonial et néocolonial. Plutôt que de bénéficier des ressources naturelles, les pays qui en sont riches ont fini par souffrir de plus de pauvreté, de chômage et de pollution, d'une faible agriculture et davantage de répression. Dans l'article « *Le sol pas le pétrole* », **Vandana Shiva** défie l'idée selon laquelle l'industrialisation est du progrès et remet en cause la valeur qu'on donne à la productivité et au rendement. Elle maintient que notre dépendance envers les combustibles fossiles a « fossilisé notre réflexion ». Shiva appelle à une transition culturelle faisant partie d'une transition énergétique pour arriver à une ère au-delà du pétrole. Dans un système qu'on appelle en anglais « *Carbon Democracy* », un système ancré dans la biodiversité, tous les êtres vivants auront leurs justes parts du carbone utile et nul ne sera accablé par une part injuste des retombées du changement climatique.



REEM LABIB.

Des pêcheurs en Alexandrie se préparent pour prendre leur bateau au large. Beaucoup d'entre eux sont entrain de perdre leurs moyens de subsistance à cause du changement climatique et de la pollution.

Malgré des décennies de négociations climatiques très médiatisées, les résultats sont un échec : le statu quo en dépit de la menace. **Pablo Solon**, qui était auparavant le négociateur en chef de la Bolivie sur la question climatique, décrit dans son article « *Le changement climatique : Toute action n'est pas utile* » comment les négociations climatiques officielles des Nations Unies ont été détournées par les multinationales, empêchant la prise d'actions nécessaires, afin de garantir les profits à venir. Il avance un plan de dix points pour les mouvements sociaux, qui consiste entre autres à la création d'emplois liés au climat, des mesures pour laisser 80% des combustibles fossiles dans le sol ainsi que soumettre le secteur énergétique au contrôle public et communautaire.

### Section 3 : Attention aux « fausses solutions »

La troisième section examine comment ceux qui détiennent le pouvoir ont essayé de se servir de la crise climatique pour faire des profits et exacerber les inégalités en poussant à de fausses solutions. Dans l'article « *Desertec : Accaparement des sources d'énergie renouvelable* », **Hamza Hamouchene** plaide contre des projets solaires orientés à l'exportation qui placent les intérêts des consommateurs européens et des élites locales répressives au-dessus des intérêts des communautés locales. Il souligne la menace pour les sources d'eau et met Desertec dans le cadre d'un commerce international favorable aux entreprises et multinationales et dans le contexte d'une ruée pour plus d'influence et de ressources énergétique. L'article de **Jawad. M** sur le Maroc soulève des préoccupations sur la souveraineté nationale et le contrôle de l'énergie renouvelable par les multinationales. Jawad fait une critique du discours du « développement durable », qui a été vidé de toute signification et a été assujetti aux marchés, et se prononce contre les partenariats publics privés.



Écrivant depuis l'Afrique du Sud, **Khadija Sharife** et **Patrick Bond** révèlent l'échec du commerce du carbone et du Mécanisme du Développement Propre (MDP) à réduire les émissions. Ils exposent la réalité d'un racisme environnemental et de fausses solutions, qui permettent aux compagnies riches de continuer à polluer pendant qu'elles s'assurent de plus grands profits. Le commerce du carbone est une supercherie qui amène beaucoup à croire qu'on pourrait contrecarrer le changement climatique sans un changement structurel. Nous devons reconnaître que les mécanismes du marché ne réduiront pas suffisamment les émissions globales. **Pablo Solon** dans un article intitulé « *À la croisée des chemins entre l'économie verte et les droits de la nature* » nous prévient qu'il ne faut pas se fier à l'économie verte pour notre salut. En privatisant et en poussant la marchandisation de la nature, nous courrons à sa destruction et la nôtre avec. Solon avance spécifiquement une critique du programme de Réduction des Emissions imputables à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD) qui selon lui est une autre excuse des riches pour polluer la planète.

#### *Section 4 : S'organiser pour survivre*

La dernière section se consacre aux manières dont les peuples se mobilisent pour un avenir meilleur et différent. La révolutionnaire égyptienne **Mahienour El-Massry** nous décrit comment le changement climatique est en train de menacer Alexandrie, sa ville natale, et nous parle de ses expériences sur le Delta du Nil et son travail avec les communautés et ouvriers qui sont sur le point de mire du changement climatique et de l'exploitation des entreprises. L'entretien réalisé par **Hamza Hamouchene** avec **Mehdi Bsikri**, journaliste et militant algérien, explicite pourquoi des milliers d'Algériens ont protesté contre les plans de fracturations hydrauliques pour extraire du gaz de schiste dans le désert algérien, et décrit comment ils se sont mobilisés contre le gouvernement et les multinationales pétrolières. Cette section comprend deux articles supplémentaires par des politiciens sud-américains. Un autre petit article d'**Alberto Acosta** sous le titre « *Le défi de l'Équateur* » développe le concept sud-américain des « droits de la Terre-Mère » comme un moyen de défendre les droits des communautés et futures générations ainsi qu'une remise en cause des privilèges des puissants afin d'assurer la survie.

Les mouvements sociaux à travers le monde ont reconnu que la menace du changement climatique transforme leurs luttes. La déclaration « *Le changement climatique et la lutte de classes* » du **National Union of Metal Workers of South Africa (NUMSA - syndicat national sud-africain de la métallurgie)** prend fermement position sur une juste transition vers une économie à faible émission de carbone qui est basée sur une propriété sociale, démocratique et contrôlée par les travailleurs. Le syndicat s'oppose à l'appropriation privée de la nature et considère que le changement climatique est une lutte majeure qui va unifier les classes ouvrières dans le monde entier. Pour eux, « *nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre nos gouvernements* » pour agir. La déclaration de Margarita, **signée par plus de cent mouvements sociaux sur l'île de Margarita** au Venezuela en juillet 2014, engage à vivre en harmonie avec les écosystèmes de la terre et dans le respect des droits des futures générations à hériter d'une planète où la vie est possible. Elle appelle les mouvements à créer des fissures dans le système actuel qui n'est pas viable, à entreprendre des actions directes pour éradiquer



les énergies sales et combattre les privatisations et l'agroalimentaire. Ce radicalisme et cette conscience progressiste de l'importance de l'environnement pour les humains étaient déjà présents dans les années 1970. Nous avons inclus un article par **Aurélien Bernier** à propos de la déclaration de Cocoyoc des Nations Unies en 1974, qui a formulé une critique radicale du « développement », du « libre échange » et des relations Nord-Sud. Elle fut vite enterrée et effacée de l'histoire mais elle reste pour autant pertinente et demeure très urgente.

Les Nord-Africains dont les vies seront le plus changées, le plus sont les petits paysans sur le Delta du Nil, les pêcheurs de Djerba, les habitants d'Ain Salah et les millions qui vivent dans des habitations informelles au Caire, à Tunis et à Alger. Mais ils sont écartés et empêchés de construire leur avenir. C'est plutôt des régimes militaires avec leurs commanditaires au Riyad, Bruxelles et Washington qui formulent des plans climatiques et énergétiques. Les élites locales nanties collaborent avec les multinationales, la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Malgré toutes les promesses faites, les actions de ces institutions démontrent qu'elles sont les ennemies de la justice climatique et de la survie.

Le changement climatique est une menace mais aussi une opportunité pour instaurer les réformes sociales et économiques qui ont été longtemps différées, déraillées ou sabotées par des élites cherchant à préserver ou accroître leurs privilèges. Ce qui est différent aujourd'hui est que l'existence même de l'humanité et de la planète dépende du remplacement de systèmes économiques basés sur l'appropriation de la rente, sur l'accumulation capitaliste et l'exploitation de classes avec un système ancré sur la justice et l'égalité.

L'ampleur de la crise signifie qu'il nous faudrait rompre radicalement avec les structures existantes du pouvoir autoritaire et néolibéral. L'urgence laisse croire que nous manquons de temps pour changer le système, mais se fier à ceux qui nous gouvernent nous feraient faire deux pas en arrière pour chaque pas que nous faisons en avant. Nous devons nous inspirer plutôt des mouvements sociaux et des communautés en ligne de mire qui résistent et construisent des voies démocratiques afin de survivre dans un monde réchauffé. Ceci sera la lutte globale qui marquera le 21ème siècle.





# LA VIOLENCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



# Extraits de

## Santé et pérennité écologique dans le monde arabe : Une question de survie

PAR ABBAS EL-ZEIN, SAMER JABBOUR, BELGIN TEKCE, HUDA ZURAYK, IMAN NUWAYHID, MARWAN KHAWAJA, TARIQ TELL, YUSUF AL MOOJI, JOCELYN DE-JONG, NASSER YASSIN, DENNIS HOGAN

LANCET 2014, 383 : 458-76

En dépit du progrès constaté par les indicateurs choisis dans le cadre de la santé publique, le fardeau des maladies reste lourd et les facteurs environnementaux comme l'accès à l'énergie, à la nutrition, à l'eau propre et l'air pur sont des déterminants importants de la prévalence des maladies infectieuses et non-infectieuses. La nécessité d'avoir un nouveau cadre pour réaliser les objectifs du développement humain, sans compromettre la base écologique de la vie, est particulièrement pertinente pour le monde arabe. La déconnexion des politiques en matière de population (démographie), de l'environnement, du développement et de la santé est l'un des grands problèmes auxquels le monde arabe est confronté. Ce rapport suit deux principales pistes d'enquête. Nous soutenons que le monde arabe est confronté à de très grandes menaces qui mettent en cause sa survie et nous prôtons l'usage de «survie» comme un concept analytique dans l'étude des dynamiques qui propulsent ces menaces. Nous soulignons ainsi l'indissociabilité des dimensions biologiques et sociales de survie et la nature politique de ces dynamiques.

### **L**es menaces sur les habitations humaines

Le monde arabe connaît un déclin certain des ressources environnementales. Des menaces existent dans trois domaines clefs : l'expansion urbaine, l'eau, les terres et l'alimentation, des domaines inter-reliés par des dynamiques communes sous-jacentes. Les tendances indiquent que quelques villes et pays arabes (ou des parties substantielles de ceux-ci) sont en voie d'épuisement en matière de ressources nécessaires pour la viabilité de l'être humain. Par exemple, la récente sécheresse prolongée en Syrie a occasionné des mouvements de populations et des bouleversements majeurs. Damas, Sanaa et Amman ont toutes établi sur place



des régimes drastiques de rationnement d'eau. L'infrastructure, la détérioration environnementale et les pénuries d'eau dans la bande de Gaza et les territoires palestiniens occupés les rendront inhabitables d'ici 2020. La productivité économique dans les agglomérations côtières, au Qatar et en Egypte, est extrêmement sensible aux élévations du niveau de la mer, dont l'effet serait la disparition de vastes étendues du Delta du Nil. Les villes d'Abu Dhabi, Dubaï et Mascate envisagent toutes la construction (si elle n'a pas déjà commencé) des réservoirs d'eau géants comme réponse aux pénuries ou aux guerres. L'Arabie saoudite investit dans la production alimentaire sur des terres africaines, alors qu'elle réduit son programme d'investissement dans l'agriculture locale qui date de plusieurs décennies. Apparemment, ce n'était pas viable.

Quelles sont les dynamiques sous-jacentes de ces menaces ? Quels sont les rapports de causalité qu'entretiennent ces dynamiques avec la santé ? Comment mieux comprendre ces dynamiques et quels sont les changements à mettre en œuvre dans les pratiques discursives pour atteindre cette compréhension ? Quelle est la meilleure manière de les aborder ? Dans les sections qui suivront, nous essaieront de répondre à ces questions.

### Les dynamiques population-environnement-développement

#### *La rareté de l'eau et la « sécurité » alimentaire*

La rareté de l'eau joue un rôle multiforme dans le monde arabe. C'est une caractéristique constante de cette région aride de la planète, une difficulté immédiate dans l'approvisionnement qui serait géré par la société et aussi un déterminant important de plusieurs maladies infectieuses comme la diarrhée, le choléra, la dysenterie et le typhoïde, ainsi que d'autres maladies non-infectieuses. Par exemple, on estime que la prévalence élevée de la méthémoglobinémie chez les enfants dans la Bande de Gaza est due aux niveaux élevés du nitrate dans l'eau potable. L'approvisionnement en eau par personne est le quart de ce qu'il était en 1960 et la demande totale est supérieure de l'ordre de 16% aux ressources renouvelables en eau douce. Une augmentation de la demande - conséquence de la croissance démographique et l'accroissement de l'aisance - combinée à une baisse d'approvisionnement due au changement climatique (particulièrement les changements dans la précipitation des pluies et l'intrusion de l'eau de mer dans les réserves en eau souterraines) et à l'usage excessif des eaux souterraines, poussera ce chiffre à 51% d'ici 2050 et mettra la majorité des pays arabe au-dessous du seuil de pauvreté absolue en eau (déterminé comme étant de 500 m<sup>3</sup> par personne). La dépendance envers le dessalement s'est accélérée (79% de tout l'approvisionnement en eau au sein des pays du Conseil de Coopération du Golf, CCG), causant des effets néfastes sur l'environnement - principalement les niveaux élevés de la consommation d'énergie aboutissant à de larges émissions des gaz à effet de serre et les effluents des eaux salées et de chlorite, entraînant des effets néfastes sur la santé humaine, sur l'eau souterraine, sur les dunes de sable et les écosystèmes des zones humides.

La rareté de l'eau, perçue comme une contrainte énorme sur les (ainsi comme la conséquence de) voies de développement, le changement démographique et les politiques concernant les populations est très pertinente pour nos analyses. D'un point de vue stra-



tégique autour de la demande en eau, une forte déconnexion existe entre les tendances démographiques et l'allocation des ressources en eau, donnant lieu à des pressions contradictoires sur les politiques et les orientations du développement. 57% des Arabes vivent en ville alors que 88% de l'eau douce disponible est utilisée pour l'agriculture de façon inefficace, ne contribuant qu'à 5.4% du produit intérieur brut (PIB). Historiquement parlant, le secteur agricole a été adopté comme une voie de développement au sein de certains pays arabes (ex. l'Égypte, l'Arabie saoudite et le Soudan) afin d'assurer la « sécurité » alimentaire, la régénération rurale et la réduction de l'urbanisation, des objectifs qui n'ont pas vraiment été atteints. Malgré tous ces investissements, la productivité des cultures, surtout les céréales, est parmi les plus faibles au monde et la part croissante des importations de céréales dans le régime alimentaire arabe génère une dangereuse dépendance sur les fluctuations internationales des prix. La tendance la plus récente de certain pays du CCG à investir dans des terres agricoles dans certaines régions en Afrique pourrait être problématique, car elle met plus de pressions sur les denrées alimentaires indispensables. Cela soulève des questions sur la compétition autour des aliments et des droits relatifs à l'eau entre l'investisseur et les populations locales, crée également des conditions qui peuvent aboutir à la famine dans les pays d'accueil et laisse l'approvisionnement alimentaire des investisseurs exposé à l'incertitude géopolitique.

La question qui se pose alors est de savoir comment assurer un approvisionnement adéquat en nourriture et en eau à court et à long termes, en dépit du déclin des réserves, des menaces du changement climatique, de l'amenuisement des terres arables, des demandes grandissantes de la population et de la pollution croissante. Une grande partie des publications sur l'eau dans le monde arabe appellent à des mesures environnementales majeures comme la coopération régionale qui protège les bassins hydrographiques, l'amélioration de l'efficacité de distribution, l'introduction de stratégies de tarification pour différents usages et la mise en œuvre d'incitations à la conservation, notamment dans les villes arabes du Golf persique comme Dubaï, la ville de Koweït, Doha et Manama où la demande par habitant est parmi les plus élevées au monde. Le potentiel pour l'amélioration de l'infrastructure est effectivement important, puisque les eaux de surface proviennent généralement de l'extérieure de la région en destination des centres urbains qui sont souvent localisés à l'extrémité en aval, avec des fuites atteignant les 50%.

#### *Le changement climatique*

Le changement climatique anthropique sape, encore plus, les bases écologiques et socio-économiques de la vie dans la région. Les changements dans le cycle hydrologique mèneront au déclin de l'approvisionnement en eau douce et à la diminution de la production agricole. La montée des niveaux de mer anticipée va inonder et éroder de vastes étendues d'agglomérations côtières, et les périodes prolongées de sécheresse causent déjà des pertes des terres agricoles et de pâturage ainsi que des moyens de subsistance ruraux. Ces effets (assignés de différents niveaux de confiance par le Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat GIEC et considérés comme étant illustratifs plutôt que prédictifs) sont prévus d'avoir des répercussions



importantes sur la « sécurité » hydrique et alimentaire, ainsi que sur la santé et la propagation des maladies. L'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des événements météorologiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations, les vagues de chaleurs, rend obsolètes les traditions et les arrangements de longue date qui ont évolué à travers l'expérience de la gestion des événements météorologiques, comme les infrastructures de drainage, les services d'urgence et les systèmes de partage d'eau.

Les récents épisodes prolongés de sécheresse en Algérie et en Syrie ne peuvent pas être fermement attribués au changement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre, mais ce sont des exemples d'événements climatiques catastrophiques qui ont dépassé et submergé la capacité des structures sociales et institutionnelles actuelles, conçues pour s'en occuper, causant de la souffrance, des blessures et des décès. Une étude au Yémen prévoit un déclin considérable dans le revenu des ménages non-dépendants de l'agriculture à cause des inondations, de la perte du rendement et la hausse globale des prix des denrées alimentaires. Les résultats d'une autre étude ont démontré que les limites de la tolérance physiologique au stress thermique pourraient mener à une perte de productivité au sein des pays à revenus faibles et intermédiaires, dans lesquels le travail manuel à l'extérieur, notamment dans le secteur agricole, est répandu. Dans le cadre d'un scénario de petites réductions des émissions globales des gaz à effet de serre dans les prochaines décennies, on prévoit plus de 15% de chance d'une augmentation de la température globale moyenne de plus de 4°C d'ici 2100. Cette augmentation pourrait avoir lieu plus tôt sous des politiques de non-réduction, provoquant encore plus d'effets dévastateurs. En accentuant les perspectives de pauvreté pour cette partie de la population, le changement climatique risque de réduire à néant d'importants acquis du développement humain et économique qui ont été réalisés lors des dernières décennies.

Les projections des effets du changement climatique doivent être interprétées dans un contexte marqué par des transformations démographiques et écologiques dans la région, par un changement global dans le commerce, par les relations internationales et par un déclin des États-providence. Le processus selon lequel des populations rurales se déplacent vers les villes, vivant dans des conditions de subsistance précaires et exerçant davantage de pression sur les écosystèmes urbains, est reflété et amplifié par deux pressions climatiques : d'une part, la sécheresse et la diminution de la pluviométrie qui compromettent les moyens de subsistance ruraux et d'autre part, l'élévation du niveau de la mer, les inondations et les vagues de chaleur qui menacent les citoyen(ne)s les plus faibles. Généralement les nouveaux venu(e)s des zones rurales ou les réfugié(e)s comme les Palestiniens au Liban ou les Darfouriens au Caire, qui tentent de vivre sur des terres plus exposées au stress environnemental sont les plus exposés. Par conséquent, le changement climatique aggrave essentiellement les faiblesses et les insuffisances existantes et déjà urgentes, qui sont étroitement liées à la pauvreté et aux inconvénients. Par ailleurs, l'adaptation aux effets du changement climatique (ex. la désertification, la montée du niveau de la mer, et la gestion de l'eau) ne réussira probablement pas sans une coopération régionale entre les nations arabes, ce qui est peu probable dans les conditions politiques actuelles.





### *La guerre, le conflit et les transformations globales*

Des changements fondamentaux dans l'organisation économique et politique du monde et des modes d'interactions entre les populations au cours des dernières décennies (ex. l'effondrement du bloc soviétique de l'Europe de l'Est, la présence accrue des militaires étasuniens dans la région arabe, le déplacement du centre de gravité du secteur manufacturier mondial vers l'Asie, la montée de l'économie de l'information, le retrait de l'État-providence, les chocs financiers consécutifs des années 1990 et 2000) ont créé deux lignes de fracture bien visibles dans le monde arabe.

Premièrement, les États du CCG, appuyés par un flux régulier de devises fortes générées par les exports des produits pétrochimiques, ont maintenu une forte protection sociale et une stabilité politique, en association avec des agences étatiques, socialement conservatrices et répressives. Sur la scène internationale, ces États ont joué un rôle économique et politique de plus en plus important pour un ordre mondial dirigé par les États-Unis. Le reste du monde arabe vacille entre ses instincts répressifs et de protection sociale, entre des finances qui s'effondrent et des aspirations exprimées fortement par ses peuples aujourd'hui. Pendant que l'État-providence et sa protection sociale ont été défaits par des politiques néolibérales depuis les années 1980, des acteurs non-étatiques se sont empressés de combler le vide laissé par l'État dans la prestation des services sociaux. L'histoire de l'accès universel aux soins et tous ses aléas en Egypte, en Tunisie, au Liban et dans les territoires palestiniens occupés sont emblématiques dans ce sens.

Deuxièmement, le monde arabe a connu des guerres ainsi que des conflits intra- ou inter-étatiques, à des niveaux faibles de violence, engendrant des processus immédiats de mouvements de populations, une paralysie institutionnelle et une dégradation environnementale. Les cas bien documentés de la contamination du sol par des métaux lourds dans la bande de Gaza, l'exploitation forestière au Darfour, la contamination pétrochimique de la mer et du sol au Liban, la destruction systématique des zones humides marécageuses dans le sud de l'Iraq et la combustion des puits de pétrole au Koweït avec les conséquences dramatiques en termes de pollution de l'air, du sol et de l'eau souterraine, sont tous des exemples des effets directs des conflits militaires. Plus nuisible encore est la militarisation accrue (sous forme de dépenses en armements) et le discours sécuritaire (sous forme de domination des préoccupations sécuritaires sur les questions sociales) qui sont devenus des caractéristiques distinctives de tous ces États.

## **Le discours sur le développement durable**

### *Les populations, l'environnement et le développement*

Le discours dominant sur la population et l'environnement met l'accent sur la croissance démographique et la surconsommation des ressources en tant que problèmes, et sur le développement comme un processus de croissance de revenus. Conformément à ce discours, les politiques démographiques avaient tendance à se focaliser sur la réduction de la fécondité et l'amélioration de la santé maternelle vis-à-vis des accouchements, au lieu d'aborder la question de la santé sexuelle et reproductive d'une manière plus holistique. Des formes variables de gestion environnementale (la notion induisant que



les problèmes écologiques pourraient être résolus à travers une meilleure gestion et une meilleure politique environnementales) sont considérées comme les réponses les plus efficaces à la dégradation environnementale. On continue toujours à présenter les résultats positifs dans le domaine de la santé et de l'environnement comme étant dérivés automatiquement du développement économique, en prenant l'exemple de l'histoire du développement de l'Europe et de l'Amérique du Nord, en dépit des doutes grandissants sur cette théorie. Des universitaires ont observé que les causes des problèmes environnementaux ne pourraient pas toujours être affrontés par des ministères ou des agences de l'environnement. D'autres ont appelé à des arrangements institutionnels intégratifs qui reconnaissent la nature multidimensionnelle de ces problèmes.

Cependant, l'environnement dans ce discours est essentiellement un actif en état d'épuisement, qui nécessite une gestion réfléchie pour le protéger des populations croissantes. Les implications majeures des politiques stratégiques du développement et des choix d'extractions de ressources et d'énergie d'une part et des actions, choix et réponses domestiques par les acteurs non-gouvernementaux d'autre part, sont souvent négligées. Politiquement parlant, ce discours est reproduit et renforcé par des relations asymétriques entre donateurs et bénéficiaires qui le financent et le soutiennent parce qu'il fait écho aux croyances et opinions des industries globales de l'environnement et du management. Ce discours s'accorde bien avec l'autoritarisme social et politique dans la région, limitant le débat sur les questions stratégiques du développement qui sont laissées entre les mains d'une petite élite.

Deux chiffres montrent la réalité empirique qui n'est pas saisie par ces discours. Entre 2001 et 2011, le monde arabe est constamment classé premier dans la dépense militaire en pourcentage du PIB (5.5%, plus que le double de la moyenne globale qui est 2.5%), et occupe l'avant dernière place dans les dépenses totales de santé en pourcentage du PIB (4.2%, juste avant l'Asie du Sud avec 4,1% et moins que la moitié de la moyenne globale qui est de 10%). Le monde arabe est la seule région qui dépense beaucoup plus pour l'armement que pour la santé. Sauf pour la Tunisie, même les pays où les dépenses en terme de santé dépassent les dépenses militaires, ces ratios (dépense en santé/dépense militaire) restent considérablement inférieurs à ceux du reste du monde. Les tendances récentes sont des plus inquiétantes : le triplement des accords américains d'exportation d'armes conventionnelles de 21.4 milliards de dollars en 2010 à 66.3 milliards de dollars en 2011, en grande partie attribuable à l'augmentation de la dépense militaire arabe avec des achats par les cinq principaux importateurs - l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Oman et l'Algérie - pour un montant de 42.3 milliards de dollars. Ironiquement, ce chiffre équivaut à une fois et demie le budget américain de l'assistance étrangère qui s'élève à 30.7 milliards de dollars.

A part les effets directs de l'usage de l'armement sur la santé et le bien-être, ces données soulèvent plusieurs questions qui posent problème. Est-ce qu'une petite réorientation des dépenses publiques du militaire vers la santé, l'éducation et la protection de l'environnement aurait un effet plus important sur le développement durable que ce type d'actions généralement promues dans les rapports de développement durable, c'est-à-



dire, est-ce qu'une injection importante de capital générerait une toute nouvelle série de possibilités dans les trois secteurs ? À quel degré les menaces sécuritaires actuelles justifient-elles les budgets faramineux de défense, et où devrait-on tracer la ligne entre les différentes priorités sociales et sécuritaires ? Quel est le rôle que doit jouer l'établissement militaire dans la vie civile au sein des différents pays arabes ? Qui doit prendre ces décisions et qui les prend actuellement ? Le Fond monétaire international et la Banque mondiale sont-ils en mesure de conseiller les gouvernements arabes contre une dépense militaire excessive si ces conseils vont à l'encontre des intérêts d'un donateur important ? Toutes ces questions sont hors du champ du débat, limité par le discours dominant sur les thèmes de santé et d'environnement. En effet, la politique économique de la dépense militaire dans la région reste insuffisamment étudiée, ne serait-ce qu'à cause de la confidentialité autour des contrats et budgets militaires. Ce n'est pas, non plus, une lacune de la part d'acheteurs : les résultats d'une étude récente sur 129 fournisseurs majeurs de matériels militaires (en grande partie des Américains et Européens qui sont responsables de la majorité des ventes d'armement dans le monde) a montré que deux tiers d'entre eux n'ont pas un niveau de transparence adéquat et presque la moitié ne possèdent même pas les systèmes les plus élémentaires de lutte contre la corruption.

Les fondations de l'actuel ordre géopolitique régional ont été posées à la fin de la Première Guerre mondiale et ont été davantage façonnées par les bouleversements de la Deuxième Guerre mondiale et les renversements militaires nationalistes des années 1950 et 1960. En outre, la création de l'État d'Israël a déclenché une forte militarisation de la région, qui a été adoptée par les régimes arabes. Cette donne est clairement avantageuse pour l'industrie militaire occidentale, alliée aux régimes autoritaires arabes. Elle impose, tout de même, des coûts considérables pour les peuples de la région avec d'énormes implications pour l'environnement, le développement et la santé. [...]

Aujourd'hui, le concept de sécurité apparaît régulièrement dans la documentation sur la santé et l'environnement. D'une part, la sécurité physique et la sécurité humaine sont reconnues comme étant des déterminants importants dans les résultats de santé, d'autre part, ce concept de sécurité est approfondi au-delà de la sécurité d'État et est ainsi appliqué à d'autres secteurs pour affronter les problèmes d'environnement et de santé (d'où l'émergence de concepts comme la sécurité environnementale ou écologique et la sécurité sanitaire). Cet usage relativement nouveau de ce concept est celui qui nous intéresse ici. Dans un rapport sur le développement humain dans le mode arabe, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estime que cette extension du concept aide à détourner notre focalisation de la sécurité d'État à la sécurité individuelle, ce qui pourrait être vrai. Mais, ce concept pourrait aussi aboutir à l'inverse. Par exemple, la documentation sur la sécurité environnementale, au niveau international, comme dans le monde arabe, formule les problèmes environnementaux comme étant des questions de sûreté nationale, parce que l'eau et les terres sont généralement considérées comme faisant partie de l'intégrité territoriale de l'État. Par ailleurs, ces approches sanitaires ou environnementales sont ternies par les connotations autoritaires du terme «sécurité», ne fût-ce qu'en raison de la présence de ce mot



(*amn* en arabe) dans les titres officiels des agences répressives des États policiers arabes. Cela ne rend pas nécessairement le terme « sécurité » inutilisable mais cela appelle à la prudence dans son usage.

#### *La coopération régionale pour survivre*

Le monde arabe possède une remarquable richesse en zones climatiques, en matière de systèmes écologiques, en héritage culturel et architectural, en religions, en populations, en traditions rurales et urbaines et en histoires institutionnelles et politiques. Cette diversité pourrait s'avérer le plus important actif que la région possède afin d'affronter les redoutables défis cités plus haut. Tout dépend du choix que cette région doit faire collectivement. Ce choix est entre, d'un côté, une coopération régionale et une intégration écologique par souci de survie et de l'autre, la guerre, les divisions sectaires, la méfiance et un espoir réduit dans l'avenir.

La région a beaucoup à gagner dans le choix d'une coopération intense. En principe, l'intégration écologique rend possible la gestion rationnelle des bassins hydrologiques et permet l'instauration d'une politique alimentaire et agricole rationnelle, plus sûre que les échanges de mains-d'œuvre et d'énergies, mutuellement bénéfiques. Elle est, à tous, un moyen minimum d'introduire une flexibilité, dont on a tant besoin, au niveau des choix politiques nationaux. Et c'est précisément autour de l'eau, de l'alimentation et de l'énergie que l'intégration écologique est particulièrement urgente et aurait plus de chances de réussir. La guerre, cependant, accélère une tendance à la baisse dans la capacité des écosystèmes à subvenir aux besoins des populations actuelles et futures. Par exemple, selon une estimation, en période de conflits violents, la réduction de la pauvreté est ralentie de 2,7% tous les 3 ans. Le monde arabe est dans un état de conflit quasi-permanent et les désastres écologiques font déjà payer un lourd tribut à ces populations les plus vulnérables. Cette situation exige qu'on admette que la survie est en jeu et que l'investissement dans l'anticipation des désastres - une tâche qui dépasse généralement la capacité d'une seule nation - soulève, une fois encore, l'impératif de coopération autour des ces questions de survie.

La coopération régionale n'est, bien entendu, pas une solution universelle. Certaines ressources de l'environnement comme l'eau et la nourriture sont liées à des réseaux qui vont au-delà du monde arabe et une coopération étroite entre les pays arabes n'exclut pas d'autres formes d'échanges aux niveaux régional et international. Il existe de nombreux obstacles à la coopération régionale : l'instabilité politique, la méfiance, la divergence dans les histoires nationales, les intérêts et les trajectoires, la faiblesse des institutions, les perspectives de conflits violents, les alliances géopolitiques existantes et les puissants intérêts globaux. Chaque obstacle devrait être examiné séparément. La coopération régionale n'est pas un nouveau concept : des groupes régionaux en Europe, en Amérique et en Asie sont apparus autour des intérêts économiques et écologiques communs. Le CCG constitue une forme réussie d'un échange institutionnel et régional dans le monde arabe, même s'il n'inclut que des pays à revenus élevés.

Un appel à une intégration écologique dans le monde arabe au cours du 21<sup>ème</sup> siècle repose sur un sens de destinée largement partagé par les peuples de la région, malgré



toutes les différences qui ne cessent de s'accroître. Cette intégration ne nécessite pas une unité politique ou une abolition des frontières nationales, mais représente une invitation à capitaliser sur des dotations au niveau régional, et aussi à reconnaître que la capacité à survivre et à prospérer dans un monde en pleine mutation dépend du fait que la diversité devrait être au service du monde arabe plutôt que le contraire. Il faut aussi admettre que le respect de la diversité pousserait les pays arabes vers une réorganisation des relations État-société sur des bases démocratiques, c'est-à-dire vers une reformulation et une institutionnalisation de cette association en termes de citoyenneté. Aujourd'hui, les décisions politiques, comme par exemple autour des compromis, entre la « sécurité » hydrique ou alimentaire, la dépense militaire et les droits humains des populations sous menace, ne devraient plus être prises par une élite minoritaire qui sert ses propres intérêts. L'avènement d'un tel avenir prometteur dépend, bien évidemment, de ce que les populations du monde arabe feraient ou pas. Mais cela dépendra largement aussi de la possibilité de construire des institutions de gouvernance mondiales qui sont vraiment démocratiques, et qui reposent sur la volonté des puissants pays occidentaux d'établir des relations avec le monde arabe, des relations qui ne seront pas axées sur des intérêts étroitement liés à l'énergie et aux ventes d'armes.. Les initiatives telles que la proposition de développer une production et une transmission partagée d'énergie renouvelable entre l'Afrique du Nord et l'Europe offrent un aperçu de ce à quoi pourrait ressembler une relation sur des bases plus saines.

## Conclusion

Quel avenir le monde arabe voudrait-il ? Nous devons reconnaître que les différentes populations du monde arabe voudraient peut-être des avenir différents. Cependant, les principes fondamentaux des relations État-citoyen, des institutions responsables et réactives et la coopération par souci de survie sont, sans doute, communes à ces visions du futur. Cela est probablement le plus important message que le monde arabe pourrait avancer pour contribuer au débat mondial sur les objectifs du développement durable. Ce message n'est pas particulièrement nouveau mais il reste plus que jamais d'actualité. Cela est l'avenir que le monde arabe mérite, ou devrait désirer, un avenir que demandent déjà les populations, d'une façon ou d'une autre, partout dans le monde arabe.



# La violence du changement climatique en Egypte

PAR MIKA MINIO-PALUELLO

Quand on est en pleines luttes révolutionnaires, comme celles de ces dernières années, il nous apparaît moins facile de remarquer que le changement climatique est en train de modifier fondamentalement le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, les régions où nous vivons. Cette transformation graduelle, en grande partie déjà inévitable, menace de déplacer des millions, voire des dizaines de millions de personnes et changera la région d'une façon spectaculaire. Le statu quo permettra aux classes des élites de bénéficier de ce désastre aux dépens de la majorité. Mais un avenir juste est très possible si on se bat pour y arriver.

**L'**arrivée précoce de l'été en 2014 a amené avec lui un rappel de la violence du changement climatique. Les températures croissantes tuent, même si un climat chaud semble normal pour la région. Les vagues de chaleur comme celle du mois de mai 2014, quand les températures au Caire ont atteint 43°C, peuvent apparaître anodines malgré leurs effets irritants. Pourtant, une canicule en Grande-Bretagne a tué 760 personnes en neuf jours lors de l'été de 2013. La température la plus élevée à Londres était de l'ordre de 33°C seulement. Combien mourront chaque été en Egypte où il fait plus chaud et où le système de santé est plus faible ? Il n'existe pas de chiffres et on ne connaît pas les noms de ceux qui ont perdu la vie car beaucoup vivent dans les rues et viennent des sous-classes égyptiennes.

Il ne s'agit pas simplement d'événements climatiques extrêmes. Entre 2006 et 2010, des sécheresses graves à l'est de la Syrie ont détruit les moyens de subsistance de 800.000 personnes et ont tué 85% du bétail. 160 villages entiers ont été abandonnés avant 2011. L'élévation du niveau de la mer sur le Delta du Nil a forcé les familles de producteurs agricoles à abandonner leurs foyers à maintes reprises ces dernières années. Les habitants d'un village côtier que j'ai visité près de Rasheed au mois d'avril 2014 nous ont appris qu'ils ont déménagé à trois reprises quand leurs terres étaient dévastées par les eaux.

Cela n'est pas un « acte de vengeance » par la nature. La violence du changement climatique est façonnée de manière à ce que les démunis payeront le prix et porteront le fardeau au lieu des riches et fortunés. On ne reconnaît pas qu'il existe une brutalité sous-jacente parce qu'elle est rendue invisible par les récits dominants. La responsabilité est détournée sur les désastres « naturels » et sur le paysage naturel. Pourtant, personne n'a dû mourir au Caire quand les températures ont baissé en décembre ou





D.R.

Les gens d'Idkou sur la plage, protestants les plans de BP pour construire une grande nouvelle usine à gaz sur leurs terres. Sur l'arrière plan de la photo, on peut apercevoir une usine existante de gaz naturel liquéfié.

quand elles ont augmenté en mai. Les pertes de vies furent le résultat de décisions prises à Londres et Bruxelles, Washington et Dubaï et plus localement à Héliopolis, Lazoghly et Kattameya. Celles-ci furent des choix faits pour continuer à brûler les combustibles fossiles et à protéger les riches au lieu des pauvres.

En Egypte, ainsi que dans les États voisins, la survie repose sur l'adaptation aux nouvelles sécheresses, tempêtes, inondations et pertes de récoltes. Les plans et les solutions sont prônés par des universitaires, des institutions intergouvernementales et par l'administration officielle mais en grande partie, ce qu'ils offrent est trop peu, arrive trop tard, quand ils ne causent pas davantage de bouleversements. Les interventions ne sont pas neutres, politiquement ou socialement parlant. La construction des digues pour protéger les complexes touristiques ainsi que l'expansion d'une agriculture à haute intensité et de grand capital, réaffirment les intérêts des compagnies et multinationales. Ces voies d'adaptations créent de nouveaux espaces pour une accumulation et un contrôle, par l'élite, des terres, de l'eau et de l'énergie. Les solutions basées sur le marché renforcent davantage la même exploitation qui déjà nuit aux pauvres. Pourtant, la majorité des documentations et publications à ce sujet ne remettent pas en cause les structures du pouvoir et de l'économie qui façonnent la manière avec laquelle on s'adapte.

Cet article plaide pour un réexamen attentif de la notion de classe et la façon dont elle conditionne, en même temps, les conséquences du changement climatique et la façon dont on s'adapte à ce dernier. Nous devons repérer les tentatives de bénéficier du changement climatique et les reconnaître pour ce qu'elles sont : des tentatives pour



réaliser plus de profits et pour renforcer les inégalités. L'envergure de la crise signifie qu'il nous faudrait rompre radicalement avec les structures existantes du pouvoir autoritaire et néolibéral. L'urgence laisse croire que nous manquons de temps pour changer le système mais se fier à ceux qui nous gouvernent nous ferait aller deux pas en arrière pour chaque pas que nous faisons en avant. Nous devons nous inspirer plutôt des mouvements sociaux et des communautés en ligne de mire qui résistent et construisent des voies démocratiques afin de survivre dans un monde réchauffé.

### Le Delta du Nil dévasté

Le changement climatique va radicalement remodeler notre planète. Des sommes considérables vont être dépensées pour essayer de s'adapter, en restructurant les paysages physiques et les relations sociales et économiques. A quoi ressemblerait cette transformation en Egypte ?

Les propositions et analyses actuelles sont trop limitées, trop lentes et trop conservatrices pour s'en sortir. À part quelques exceptions importantes, les écrits existants prennent une approche descendante (*top-down*) et mettent l'accent sur l'angle de la « sécurité ». Les pénuries de l'eau, constituent-elles une menace pour l'État ? Les migrations perturberont-elles la sécurité ? Quelles sont les solutions technologiques qui assureront une culture continue des terres agricoles ? Combien d'argent l'industrie touristique perdrait-elle ? Tout comme les consultants en développement ont fait durant des décennies, les « experts » d'aujourd'hui désignent la géographie physique de l'Egypte comme responsable de sa vulnérabilité : un pays désertique avec une seule source majeure d'eau douce, un delta plat qui est en train de se noyer et une large population. Cela laisse entendre que la menace pourrait être évitée en utilisant les nouvelles technologies sans passer par des changements au sein de l'ordre social.

Par exemple, l'un des premiers textes de grande notoriété explorant le contexte politique du changement climatique dans la région arabophone nous suggère de faire confiance aux élites et aux institutions néolibérales dans la définition et la détermination des formes que devrait prendre l'adaptation au changement climatique. L'article de John Waterbury intitulé « The Political Economy of Climate Change in the Arab Region » (l'économie politique du changement climatique dans la région arabe) a été publié par les rapports du PNUD sur le développement dans les pays arabes.

### L'adaptation, pour qui ?

Certains sont plus vulnérables au changement climatique que d'autres. Cela est largement reconnu mais les raisons sous-jacentes ne sont pas prises en compte par ceux qui élaborent les politiques en Egypte. La vulnérabilité et la résilience ne sont ni aléatoires ni naturelles mais sont socialement produites pendant des décennies et des siècles de contestation et d'interaction au sein et entre les populations locales, les différents États, les forces coloniales et capitalistes ainsi que la géographie physique.



Dans le Delta du Nil, la façon dont les gens sont affectés est modelée par les expériences héritées de dépossession, de vols de terres et de répression. Celles-ci ont été appliquées pendant l'expansion des cultures de coton et la création d'une classe d'ouvriers agricoles sans terres lors de l'occupation britannique ou même après les réformes agraires de 1992, promulguées par le président déchu Hosni Moubarak, donnant contrôle aux grands propriétaires terriens et expulsant des centaines de milliers de petits paysans de leurs terres. Les deux processus ont été accomplis au nom du « développement » et de la « modernité » par des coalitions différentes d'entreprises locales, de la bureaucratie et des dirigeants militaires. Ces coalitions ont opéré en s'alliant avec les capitaux internationaux et le pouvoir (néo) colonial, à savoir l'empire britannique au 19<sup>ème</sup> siècle et les Etats-Unis et les agences de l'Union européenne (UE) à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle.

Les décideurs qui élaborent des plans de réponses au réchauffement climatique global n'admettent pas les racines historiques de l'injustice. La leçon tirée de l'histoire, par les représentants des gouvernements et par certains universitaires, est plutôt que les politiques d'ajustement structurel des années 1980 et 1990 ont démontré l'usage effectif des pressions extérieures. L'idée serait de reproduire cette opération. Les élites nationales élargiront une agriculture à forte intensité de capital et destinée à l'exportation, ainsi qu'un commerce régional de carbone, et seront guidés et contraints par des experts de l'UE, la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement. Mais ces mêmes banques financent des placements privés échappant à l'impôt, promeuvent des programmes de privatisation de services essentiels comme l'eau et le transport et subventionnent des projets pour extraire des combustibles fossiles polluants, comme l'exploitation pétrolière en Egypte et l'éventuelle fracturation hydraulique en Tunisie. Entretemps, l'UE est en train d'accaparer du gaz en étendant les gazoducs à l'Asie centrale à travers le Sahara, tandis qu'elle empêche les gens de suivre les mêmes routes. Elle militarise les mers avoisinantes, causant ainsi les noyades de milliers de migrants en Méditerranée chaque année.

Les institutions égyptiennes font partie de ce processus. Le Coastal Research Institute (CORI, l'institut de recherche côtière) basé à Alexandrie accorde la priorité aux propositions d'adaptation qui protègent les intérêts de l'industrie du tourisme et des grandes entreprises. Le flux des capitaux est considéré comme étant essentiel jusqu'au point où le personnel du CORI minimise la menace du changement climatique : *« Si nous disons que nous avons un grand problème, les investisseurs retireront leur argent et le mettront ailleurs. Ils ne développeront pas la zone côtière, ce qui est contre nos politiques. Nous avons besoin de développer ces zones et de faire en sorte que les gens s'y intéressent et n'aient pas peur continuellement. »*

Cette approche d'adaptation en Egypte correspond à l'orthodoxie dominante dans les rangs des conseillers en politiques climatiques bien rémunérés, qui soutiennent l'idée d'affronter le réchauffement global en renforçant les politiques existantes. Ils disent que les solutions « gagnant-gagnant » devront permettre une croissance continue et minimiseront le risque politique. Les nouvelles les plus mauvaises sont mises à l'écart et considérées comme étant trop alarmistes, en faisant croire ainsi aux citoyens qu'un



Une marche contre BP à Idkou

avenir caractérisé par de faibles émissions en carbone serait simplement le résultat d'un changement à étapes graduelles. Selon eux, les solutions technologiques et les instruments du marché peuvent neutraliser la menace. Cela est une nouvelle étape dans ce que Ray Bush appelle « l'assaut idéologique contre les gouvernements africains, assurant une soumission à des réformes politiques et une libéralisation économique externes. »

Ceux qui élaborent les politiques d'adaptation aux changements climatiques dans la région ne posent guère la question : « Adaptation, pour qui ? » Les plans d'adaptation ne sont pas des interventions technologiques politiquement ou socialement neutres. Les mesures destinées à s'adapter à l'élévation du niveau de la mer dans le Delta du Nil pourraient comprendre la redistribution des terres dans l'intérêt de ceux qui en ont le plus besoin ou des expulsions forcées de masse, en ciblant les petits paysans qui seraient remplacés par l'*agrobusiness* censé être hyper-efficace. Ces mesures pourraient inclure aussi la construction de digues pour protéger les centres touristiques et l'infrastructure pétrolière ou bien des digues pour protéger les populations et la production alimentaire locale; donner la priorité dans l'approvisionnement en eau à ceux qui paieraient le plus ou privilégier une provision plus équitable dans la distribution de l'eau. En fonction de l'idéologie des institutions qui formulent des propositions, l'adaptation peut varier de l'introduction des mécanismes de « marché » qui donnent la priorité aux grandes entreprises aux programmes collectifs de soutien mutuel. L'adaptation peut entraîner une réussite d'une classe sociale ou bien un échec d'une autre. Cette adaptation serait-elle juste ? Rentable ? Démocratique ? Fasciste ?





## Des bouleversements majeurs pour la civilisation

Les écrivains appartenant au courant dominant maintiennent que nous ne devrions pas défier les structures sociales et économiques existantes dans notre lutte contre le changement climatique. Ils nous disent d'accepter simplement le présent autoritaire et néolibéral car il n'y a pas d'autres alternatives. En réalité, des ruptures radicales des relations avec le pouvoir actuel ne sont pas seulement nécessaires mais elles sont inévitables. Selon un récent papier publié par Nature Climate Change, empêcher une augmentation de température de deux degrés Celsius n'est plus possible « dans un contexte de contraintes politiques et économiques orthodoxes. » Deux degrés Celsius est considéré par la majorité des gouvernements comme étant le seuil qui, une fois dépassé, provoquerait inévitablement un emballement dangereux du climat. Même à ce niveau, des « bouleversements majeurs pour la civilisation » sont un risque possible. Les auteurs Kevin Anderson et Alice Bows, du Tyndall Centre for Climate Change Research, avancent que le silence sur les dangers de la croissance continue est dû aux « vrilles des sciences économiques infiltrant les sciences du climat. » Les deux chercheurs soutiennent qu'une rhétorique agréable basée sur des sciences et des politiques naïvement optimistes empêche de discerner la « discontinuité entre l'hégémonie économique et les sciences (physiques et sociales) du changement climatique. » Ils maintiennent que c'est impossible de réduire adéquatement les émissions dans le système économique actuel, et que c'est également difficile d'arriver à une adaptation juste avec les décideurs actuels en place.

Aujourd'hui, le changement climatique dévaste des communautés partout dans le monde, tuant 300.000 personnes chaque année avec 99% des victimes venant des pays du Sud. En Egypte, le réchauffement climatique signifie plus de maladies à cause des pathogènes d'origine hydrique qui sont propagés par des insectes venant des régions tropicales, atteignant ainsi des millions de gens qui n'ont jamais été exposés. Les Egyptiens pourraient être exposés à une famine sévère car les récoltes seront détruites et le bétail décimé. Les grandes villes côtières, comme Alexandrie, envisagent les possibilités d'inondations. Même si les sécheresses et les inondations se produisent à l'étranger, les populations urbaines qui comptent sur les importations des aliments de base comme le blé et le riz sont exposées à la volatilité des prix qui les rendront incapables de se nourrir eux-mêmes. L'augmentation des températures et les contraintes de la chaleur vont faire des milliers de morts, particulièrement les travailleurs ruraux qui ne peuvent pas éviter les travaux lourds et les activités d'extérieur. Une infrastructure faible signifie une plus grande exposition aux sécheresses, tempêtes et inondations avec des possibilités d'évacuation limitées.

Bref, les désastres tuent beaucoup plus de pauvres gens et beaucoup moins de riches. Les classes ouvrières des zones rurales et urbaines manquent de ressources qui aident à survivre, y compris des logements sûrs, une eau potable et la capacité de voyager. Par contre, les classes dirigeantes, non seulement survivent mais elles tirent profits des désastres, des déplacements de populations et de la reconstruction qui s'ensuit pour imposer des systèmes conformes à leurs intérêts. Depuis leurs communautés fermées (*gated communities*) et leurs bureaux climatisés, ces classes d'élites versent dans le commerce de carbone, accaparent les terres et l'eau en les détournant à leur profit pour accroître le contrôle privé sur des ressources auparavant publiques : l'air, l'eau et la terre. Il existe, néanmoins, des



Un graffiti avec un message contre BP à Idkou: « Lève ta tête, tu es Egyptien. Non à BP. »

alternatives qui permettent une adaptation juste au-delà du diktat du profit.

### Lutter pour une adaptation juste

La grande majorité des écrits sur le changement climatique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ne comportent aucune référence à l'oppression ou à la résistance populaire. Cela masque les luttes populaires qui existent sur le terrain. La pauvreté et le désenchantement populaire sont sévères depuis longtemps en Egypte et furent le principal moteur de la révolution du 25 janvier. De la place Tahrir à Port Saïd et Assouan, les chants « Le Pain, la Liberté et la Justice Sociale » ont résonné pendant trois ans. Personne ne pensait au climat lors des affrontements avec les forces de sécurité mais le pain, la liberté et la justice sociale constituent un bon point de départ pour une adaptation juste.

S'adapter au changement climatique signifie survivre face à l'adversité. Malgré une oppression terrible, les paysans en Egypte sont déterminés depuis longtemps à survivre. Cela s'est traduit par des résistances clandestines ou déclarées contre les grands propriétaires terriens et des luttes contre des tentatives de l'État d'accaparer leurs terres. La loi de réforme agraire de 1992 promulguée par Moubarak a engendré une opposition d'envergure dans les zones rurales dans les années 1990, puisque les locataires ont essayé de défendre leurs moyens de subsistance. Le Comité des Paysans pour la Résistance à la Loi 96 a organisé plus de deux cents conférences rurales pour défier les autorités en dépit de la répression d'État qui a causé plus d'une centaine de morts. Durant cette période, les paysans du nord du Delta ont refusé de se conformer aux directives croissantes du gouvernement. En limitant la plantation des cultures vivrières locales comme le riz, l'État voulait détourner l'approvisionnement de l'eau au profit des cultures industrielles, destinées à l'exportation. Mais les paysans ont planté tellement





de riz que l'État s'est senti obligé d'émettre 250.000 amendes et menaces d'emprisonnement contre ces mêmes paysans.

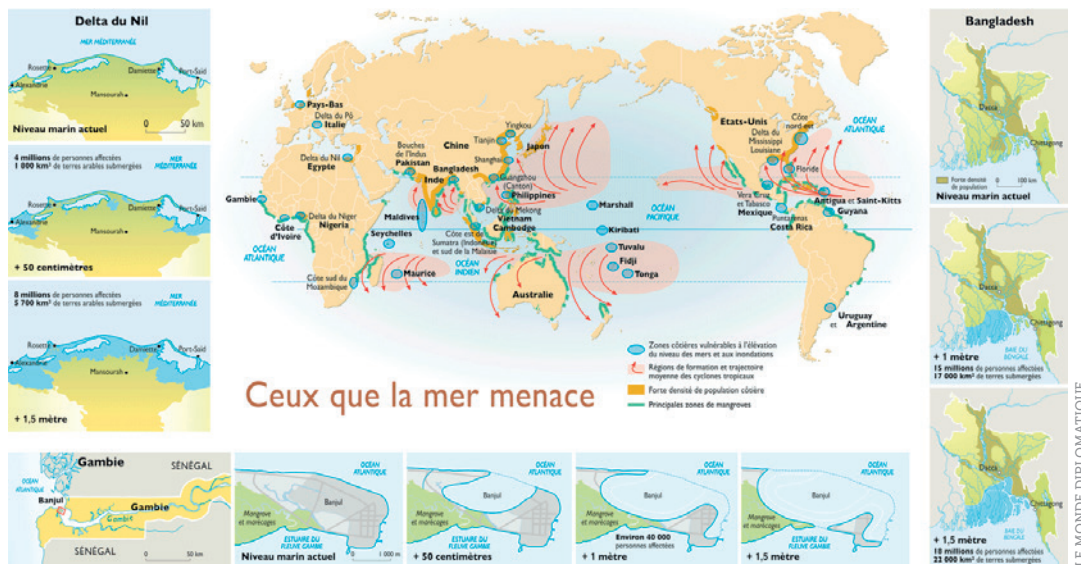
Heureusement que les batailles n'étaient pas toutes perdues. Les pêcheurs et les paysans de l'île de Qursaya au Caire ont empêché les militaires égyptiens de confisquer leurs terres. En première instance, l'armée a pris d'assaut l'île par des bulldozers et une centaine de soldats en 2007, dans une tentative d'expulser tout le village. Les résidents locaux ont résisté à cette tentative et aux incursions répétées au cours des années suivantes et ont refusé de quitter leurs maisons. Ils ont érigé des barrages routiers le long de la rue Bahr Al-Azam et se sont heurtés avec la police après que des soldats aient tué un pêcheur de vingt ans, Mohamed Abd Al-Mawgoud, lors d'une incursion brutale en novembre 2012. Les militants de « Pas de Procès Militaires pour les Civils », du « Mouvement de la Jeunesse du 6 Avril » et du « Mosireen » rejoignirent rapidement les luttes de l'île, à la suite de l'emprisonnement de quelques résidents sur des accusations fabriquées de toutes pièces. La population de Qursaya est parvenue jusqu'à présent à retenir ses terres comme l'avaient fait les paysans de l'île voisine de Dahab qui ont résisté, depuis 2001, à des tentatives similaires par l'État de voler leurs terres.

Nous assistons aussi à des résistances, les unes après les autres, contre les projets d'infrastructure qui propulsent l'extraction et la consommation des combustibles fossiles. En 2011 et 2012, une vaste coalition de pêcheurs et de résidents s'est mobilisée contre une usine MOPCO d'engrais à Damietta, se heurtant avec la police, fermant l'usine et imposant des enquêtes officielles. Des villageois ont bloqué la route du désert et ont envahi un site de forage à la suite de la dégradation ou de l'effondrement de 70 maisons dans le village de Farés à côté d'Assouan causés par la fracturation hydraulique utilisée par Dana Gas dans ses opérations de forage pour le pétrole, tout près du village. Des *sit-in*, des réunions en pleine rue et des manifestations à Idkou en 2011 et 2012 ont poussé la compagnie pétrolière BP à geler la construction d'un terminal gazier pour plus d'une année, avant de concéder leur défaite en décidant de ne plus construire auprès du village. En 2014, la campagne nationale « les Égyptiens Contre le Charbon » a joint ses forces à celles de la communauté de Wadi Al-Qamar en Alexandrie dans leur bataille en cours contre la pollution causée par la cimenterie de Lafarge. En mars, le Comité Populaire local a menacé de tenir un *sit-in* après une annonce faite par le ministre de l'Industrie, déclarant que les cimenteries seront autorisées à utiliser le charbon.

En Égypte, les populations sont déjà en première ligne dans la lutte contre le changement climatique. Quand on refuse de voir comment ces luttes influencent les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, il peut paraître que le changement ne viendrait que des « experts » ou des échelons supérieurs.

### Imaginer et construire un nouvel avenir

Notre incapacité collective à empêcher et à s'adapter aux changements climatiques catastrophiques a de nombreuses causes. Les facteurs clés incluent des relations de pouvoir inégales et une pauvreté d'imagination. Une grande partie des écrits sur ce sujet



Ceux que la mer menace. Une carte qui montre les pays et régions menacés par l'élévation des niveaux de mers, y compris le Delta du Nil en Egypte.

dans les pays arabes incarne cet échec en restant inféodée à l'économie néolibérale, dominée par une approche géophysique qui ignore les luttes. Avec quelques exceptions, le « réalisme politique » offre une analyse lucrative pour les entreprises multinationales. Anderson et Bows nous exhortent à « laisser les économistes du marché se disputer entre eux sur le juste prix du carbone - laissez-les revivre leur « jour sans fin » s'ils le souhaitent. Le monde bouge et nous avons besoin d'avoir l'audace de réfléchir différemment et de concevoir d'autres avenir. » L'imagination d'un futur, qui dépasse le cadre néolibéral et autoritaire, nécessite la compréhension des intersections entre le climat, la classe et le pouvoir.

Cela exige une économie politique réfléchie du changement climatique dans la région arabe, une économie qui examine les relations entre les industries des combustibles fossiles, les élites régionales et les capitaux internationaux. Esmailian et Malm ont déjà commencé cette tâche en remettant en cause l'encadrement géophysique limité de la majorité des publications académiques sur les impacts climatiques en Egypte. Alors que les plans d'adaptation sont développés et que l'argent est investi dans de grands projets d'ingénierie, il convient de se demander quels sont les intérêts défendus par ces projets et à qui profite tout cela. Comment le contrôle sur la distribution de l'eau et des terres est-il appliqué dans un contexte de réchauffement global ?

Le changement climatique entrainera la transformation la plus profonde de l'histoire de l'Egypte, probablement d'ici la prochaine génération. Si la bataille pour définir et formuler une adaptation en Egypte se tenait entre les forces militaires et néolibérales, le reste de la population aurait alors perdu. Mais la fuite en avant afin d'accentuer encore la dépendance de nos sociétés envers davantage de combustibles fossiles peut être empêchée car il existe une bonne raison de croire qu'une adaptation juste soit possible. En dépit de la remontée en puissance des militaires, de la contre-révolution et des *fe-loul* en ce moment, les révolutions arabes ont montré que des ruptures sont possibles.



Les mouvements sociaux égyptiens qui luttent pour la redistribution, la coopération et la justice sont capables d'articuler des stratégies transformatrices pour affronter le changement climatique. Cet autre avenir ne sera pas conçu dans les tours de la Nile City, ou dans les conférences parrainées par la Banque mondiale ou dans les sommets des Nations unies. Des discours locaux autour d'une adaptation juste pourraient plutôt émerger des millions qui vivent dans les bidonvilles et les petits villages, où les questions du pouvoir sont viscérales et impossibles à ignorer. Ces discours viendront des espaces comme les assemblées populaires qui ont rempli les rues d'Idkou, discutant d'un avenir énergétique sans BP.

Les groupes communautaires de base, dans d'autres parties du monde, élaborent aussi des solutions : en 2013, les comités de quartiers de l'Association Mangrove du Salvador, formés pour répondre à l'ouragan, étaient plus effectifs que les plans d'évacuation du gouvernement étasunien. La même année, l'association des retraités de la région de Londres a joint les militants autour du changement climatique pour demander des maisons bien chauffées et pour s'opposer à la nouvelle infrastructure gazière. Les membres du National Union of Metal Workers of South Africa (NUMSA - syndicat national sud-africain de la métallurgie) créent constamment des réseaux internationaux de travailleurs appelant à une juste transition.

C'est au sein de ces groupes qu'on devrait chercher des voies de survie pour l'Egypte. S'adapter d'une manière démocratique et juste sera très difficile. Il y aura des réactions hostiles et violentes de la part des grandes entreprises et de militaires qui essaieront d'imposer leurs visions d'avenir, basées sur le profit et l'exploitation. Mais cette vision juste et démocratique est la seule alternative possible à la catastrophe.

## BIBLIOGRAPHIE

- Kevin Anderson and Alice Bows, *A new paradigm for climate change* (Nature Climate Change, 2012).
- Ray Bush, *Poverty and Neoliberalism: Persistence and Reproduction in the Global South* (London, UK: Pluto Press, 2007).
- Balgis Osman Elasha, *Mapping of Climate Change Threats and Human Development Impacts in the Arab Region* (Arab Human Development Report, UNDP, 2010).
- James E. Hansen and Makiko Sato, "Paleoclimate Implications for Human - Made Climate Change," *Climate Change at the Eve of the Second Decade of the Century: Inferences from Paleoclimate and Regional Aspects: Proceedings of Milutin Milankovitch 130th Anniversary Symposium*, (Springer 2011).
- Andreas Malm and Shora Esmailian, "Doubly Dispossessed by Accumulation: Egyptian fishing Communities between Enclosed Lakes and a Rising Sea," *Review of African Political Economy* 39, no. 133 (2012), 408-426.
- Andreas Malm and Shora Esmailian, "Ways In and Out of Vulnerability to Climate Change: Abandoning the Mubarak Project in the Northern Nile Delta, Egypt," *Antipode* 45, no. 2 (2012), 474-492.
- Andreas Malm, "Sea Wall Politics: Uneven and Combined Protection of the Nile Delta Coastline in the Face of Sea Level Rise," *Critical Sociology* 39, no. 6, (2012), 803-832.
- Timothy Mitchell, *Rule of Experts*, (Berkeley, CA: University of California Press, 2002).
- Timothy Mitchell, *Colonising Egypt*, (Berkeley, CA: University of California Press, 1991).
- John Waterbury, *The Political Economy of Climate Change in the Arab Region*, (Arab Human Development Report, UNDP, 2013),
- World Bank, *WDR 2010: Development and Climate Change*, (Washington DC, 2010).
- World Bank, *Making the Most of Scarcity: Accountability for Better Water Management Results in the Middle East and North Africa*, (Washington DC 2007).
- Dorte Verner, *Adaptation to a Changing Climate in the Arab Countries: A Case for Adaptation Governance and Leadership in Building Climate Resilience*, (Washington, DC: World Bank, 2012).



# Un million de mutineries

PAR SUNITA NARAIN

L'économiste britannique Nicholas Stern a dit que « le changement climatique est le plus grand échec du marché qu'ait connu l'humanité. » Pourtant, d'éminents économistes et des décideurs politiques cherchent de grandes réponses dans ce même marché dysfonctionnel. Soyons clairs : la crise financière mondiale et le changement climatique sont des crises étroitement liées. Elles sont connectées par la manière dont nous avons poursuivi la croissance économique. Aujourd'hui, le monde doit trouver de nouveaux modèles économiques.

**L**a solution réside-t-elle dans l'activisme des pauvres qui dépendent de l'environnement pour leur survie ou dans les prescriptions des classes moyennes consommatrices ? Les mouvements des pauvres et des démunis demandent plus que de simples changements technologiques pour satisfaire leurs besoins. Ils veulent que les questions difficiles et les problèmes délicats autour de leur accès aux ressources naturelles soient résolus. Ils veulent que l'équité et la justice soient le fondement du mouvement climatique de l'avenir.

Ces mouvements qui émergent du bas de la pyramide mondiale de la richesse, dans des pays comme l'Inde, sont souvent dirigés par des communautés villageoises et par des individus remarquables. Ils sont le produit de la démocratie car le changement dans n'importe quelle société provient de la négociation et de l'innovation. Aujourd'hui, ils nous montrent le chemin.

## Les éco-guerriers du monde pauvre

A la même époque que la célèbre affirmation de l'ancien Premier ministre Indira Gandhi (à la conférence de Stockholm sur l'environnement de 1972) qui stipule que « la pauvreté est le plus grand pollueur », les femmes du mouvement Chipko au Himalaya montraient déjà comment les pauvres prenaient soins de leur environnement. En 1974, des années avant que l'écologisme ne devienne à la mode, les femmes de ce village isolé ont empêché des entrepreneurs forestiers d'abattre leurs forêts. Ceci n'était pas un mouvement de protection de la nature en soi mais un mouvement pour demander des droits sur les ressources locales. Ces femmes ont fait valoir leurs droits primaires sur les arbres qui étaient la base de leur survie au quotidien. Elles ont prouvé au peuple indien que ce n'est pas la pauvreté mais les économies d'extraction basées sur l'exploitation qui sont le plus grand pollueur.





© WAGING NONVIOLENCE

Le mouvement Chipko (le mot signifie s'accrocher à) a débuté dans les années 1970, quand un groupe de paysannes, au nord de l'Inde, ont serré dans leurs bras des arbres qui étaient destinés à être coupés.

Aujourd'hui, dans tous les coins et recoins de l'Inde où les terres sont conquises et l'eau est détournée au profit de l'industrie, les gens se battent, risquant leur vie. Dans l'État de Sikkim dans l'Himalaya, le gouvernement a cédé aux manifestations locales et a annulé 11 projets hydroélectriques. Dans l'Himachal Pradesh, les barrages sont devenus très controversés à tel point que les élections ont été remportées par des candidats qui déclaraient qu'ils (elles) ne permettraient pas leur construction. D'autres projets comme les centrales thermiques et l'exploitation minière « verte » rencontrent de la résistance. La mine de fer, l'aciérie et le port indiens du géant sud-coréen POSCO sont fustigés par les populations locales qui ne veulent pas perdre leurs terres et leurs moyens de subsistance et qui ne croient pas aux compensations. Dans le Maharashtra, les cultivateurs de mangues se sont insurgés contre la centrale thermique proposée à Ratnagiri.

Au sein de la population, il y a des blessés, de la violence et aussi du désespoir. Il y a un million de mutineries dans le pays aujourd'hui car les villageois pauvres savent qu'ils ne possèdent pas les compétences nécessaires pour survivre dans ce monde moderne. Ils ont constaté de visu l'expulsion de leurs voisins, de leurs maisons et leurs terres et comment les promesses d'emplois et d'argent ne se matérialisent jamais. Ils savent qu'ils sont pauvres mais ils savent aussi que le développement moderne les rendrait plus pauvres encore. Dans le riche État de Goa, les gens luttent contre un puissant lobby minier, village après village. Ils manifestent leur exaspération car le secteur minier a détruit leur agriculture et a asséché leurs ruisseaux. Ils sont éduqués et talentueux mais ils ne veulent pas conduire les camions des mineurs. Ils veulent labourer leurs terres, gagner de l'argent et bien vivre, voire devenir riche.

Dans de vastes régions du monde pauvre où les voix des démunis deviennent des cris, les éco-guerriers ont une relation différente avec l'environnement dans lequel ils vivent à partir de ses richesses, de ses terres et de ses forêts. Ils utilisent ses ressources - les plantes médicinales, les matériaux de construction, du bois pour cuire et du fourrage pour nourrir leurs animaux et obtiennent leur eau de ses ruisseaux, rivières et bassins. La destruction de l'environnement nuit aux vies et aux moyens de subsistance et pas seulement aux modes de vie. Une forte pression démographique signifie qu'il n'existe pas de parcelles de terrain inutilisées (au contraire, elles sont souvent fortement uti-



ORIN LANGELE/GLOBAL JUSTICE ECOLOGY PROJECT

Journée mondiale d'action contre la Conférence des Pollueurs (COP) des Nations unies, le 3 décembre 2011 à Durban en Afrique du Sud. Les messages sur les pancartes sont les suivants : « Halte à la violence climatique contre les femmes pauvres » et « Arrêtez d'exclure les femmes pauvres des politiques du changement climatique ».

pauvreté. Dans cet écologisme des gens relativement pauvres, les réponses au changement sont inextricables et impossibles à moins qu'on invente la question de nouveau.

Il n'existe pas de solutions technologiques rapides qui pourraient être proposées aux populations qui se battent pour leur survie. Dans cet écologisme, il n'y a qu'une seule réponse : nous devons réduire nos besoins et augmenter l'efficacité de chaque parcelle de terre, des quantités d'engrais et de chaque goutte d'eau utilisée. Cela nécessiterait de nouvelles dispositions pour partager les bénéfices avec les communautés locales pour qu'elles soient convaincues de l'idée de se séparer de leurs ressources pour un développement commun. Cela exigerait aussi de nouvelles voies de croissance.

Je dis ça parce que le mouvement écologique des riches souligne haut et fort qu'on peut « affronter » le changement climatique en adoptant des mesures comme l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies. Leur message est simple : la gestion du changement climatique ne compromettra pas les modes de vie et ne touchera pas à la croissance économique. C'est une situation avantageuse pour tous, qui nous permettra de profiter des technologies vertes et du nouveau business.

La production des agro-carburants, qui consiste à exploiter des bio-fuels pour faire marcher les voitures des riches, est un bel exemple de ces mesures technologiques rapides. Ces agro-carburants sont en concurrence avec les aliments de base dans l'ex-

lisées) pour survivre au quotidien. Dans ces circonstances, si l'environnement est dégradé et si les moyens de subsistance sont par ailleurs menacés, le conflit est inévitable. C'est pourquoi la dissidence et le dialogue devraient faire partie du modèle économique alternatif.

### Des petites réponses à de grandes questions

Il y a une différence fondamentale entre les réponses des pauvres et celles des riches au changement climatique. Les mouvements écologiques du monde riche ont émergé à la suite des périodes de création de la richesse et durant la période de production de déchets. Ils ont plaidé alors pour le confinement de ces déchets mais ils n'étaient pas capables d'argumenter pour la réinvention du paradigme de la production des déchets en tant que telle. Cependant, le mouvement écologique en Inde a évolué au milieu de l'inégalité et la



exploitation des terres, épuisant ainsi les ressources en eau et augmentant les prix, alors que le nombre de voitures ne cesse d'accroître. Le monde riche (dans les pays du Nord et du Sud) compte garder ses voitures et même en acquérir davantage et il faudrait tout simplement augmenter la production des biocarburants.

Bien que la science nous exhorte à faire des réductions draconiennes dans la consommation d'hydrocarbures, trop peu de pays envisagent de la limiter. Pourtant, l'efficacité n'a aucun sens sans satisfaction. Les voitures sont devenues plus économes en carburants mais les émissions continuent de grimper car les gens conduisent plus longtemps qu'auparavant et possèdent plus de voitures. La transition vers une économie à faibles émissions de carbone n'est pas simplement une affaire de technologie mais il s'agit d'une redistribution des espaces économiques et écologiques. Ce changement fera du tort, tout comme le changement climatique lui-même.

Il faut qu'on commence à mettre un visage humain sur les changements climatiques qu'on observe autour de nous. Il faut voir le changement climatique sur les visages des millions qui ont perdu leurs maisons lors des ouragans dévastateurs aux Philippines, au Bangladesh et en Birmanie ; sur les visages de ceux qui ont tout perdu pendant les inondations causées par des précipitations diluviennes. Il convient clairement de garder à l'esprit que le sort des milliers qui ont péri est attribuable aux riches qui ont échoué dans la réduction de leurs émissions, en poursuivant la croissance économique.

### Payer la dette écologique

Aujourd'hui, on ne cesse de parler mais rien de concret ne se réalise. Il est clairement temps de proposer un nouveau cadre pour un accord climatique efficace pour le monde entier. Ce cadre doit être basé sur deux impératifs. Le premier consiste à partager le patrimoine commun de l'humanité équitablement car nous savons que la coopération n'est pas possible sans justice. Le deuxième consiste à créer les conditions nécessaires pour que le monde (notamment le monde dérivé des énergies) puisse réaliser une transition vers une économie à faibles émissions en carbone. Voilà précisément où réside l'opportunité dont nous devons nous saisir.

La tragédie du patrimoine commun qu'est l'atmosphère réside dans l'absence de droits pour cet espace écologique global dont les pays industrialisés se sont accaparé lourdement et sans contrôle. Ils ont émis des quantités de gaz à effet de serre bien supérieures à ce que la planète peut supporter, parasitant ainsi son capital naturel. Certains ont appelé cela la dette écologique des pays du Nord qui constituerait un contrepoids à la dette financière des pays du Sud.

Dans ce cas-là, réduire globalement les émissions ne pourrait être réalisé qu'à travers la création des avantages et des droits à la nature pour chaque nation. Notre monde doit adopter le concept des droits d'émissions équitables par habitant. Cela doit faire l'objet d'un accord entre les nations et aussi au sein de chacune d'elles.



Prenons l'exemple de l'Inde : ce ne sont pas les riches qui émettent des quantités inférieures à leur part dans notre quota global, c'est plutôt les pauvres qui n'ont pas accès à l'énergie qui polluent moins, nous permettant ainsi d'avoir une bouffée d'air. Selon les estimations actuelles, seulement 31% des ménages ruraux utilisent l'électricité. Relier tous les villages indiens au réseau électrique sera très coûteux et difficile à réaliser et donnera lieu à des émissions en carbone plus élevées. Cependant, si l'Inde se voyait assigner ses droits d'émissions nationaux selon un montant égal par habitant, l'option de s'orienter vers des solutions hors réseau, basées sur les technologies d'énergies renouvelables deviendrait économiquement viable. De cette manière, un cadre fondé sur les droits stimulera une forte demande d'investissements dans les nouvelles technologies d'énergies renouvelables.

Les réponses sont évidentes, mais le défi est de trouver des moyens pour apprendre de l'écologisme des pauvres et qu'on puisse partager un avenir commun.



# Les Etats-Unis nous sont redevables d'une dette écologique

PAR PIA RANADA

Pour avoir été responsables du réchauffement climatique, les pays développés doivent financer des programmes de résistance aux effets du changement climatique, destinés aux pays pauvres qui sont plus exposés aux catastrophes.

**L**es pays développés responsables du réchauffement climatique doivent payer pour les pertes et les dégâts subis par les pays en voie de développement à cause des désastres liés au changement climatique. Ceci est une demande avancée par des militants écologistes philippins lors d'un rassemblement à Manille en novembre 2013, qui s'est tenu en même temps que l'ouverture des pourparlers climatiques des Nations-unies à Varsovie, Pologne. Le rassemblement a eu lieu deux jours seulement après que le super-typhon Yolanda (aussi connu sous le nom Haiyan) ait quitté le territoire philippin, causant la mort de plus de 1800 personnes, des millions de sinistrés et affectant 41 provinces. « Le message est simple : les pays développés nous doivent des réparations pour leur responsabilité dans les émissions excessives de gaz à effet de serre, qui causent des tempêtes plus intenses et plus désastreuses » a déclaré Gerry Arances, le coordinateur national du groupe écologique « Philippine Movement for Climate Justice (Mouvement philippin pour la justice climatique, le PMCJ) en ajoutant : « Nous sommes les premiers à en souffrir. Yolanda est une sonnette d'alarme, pas seulement pour les Philippines mais aussi pour le reste des pays en voie de développement ».

Cette demande pour rendre des comptes a été appuyée par le président philippin Benigno Aquino III en personne, qui a déclaré dans un entretien avec CNN que les pays les plus développés qui contribuent énormément au réchauffement climatique devraient avoir un sens de responsabilité morale devant les ravages qu'ils causent et qui nuisent aux vies de nombreux individus, incapables de se défendre.

## 100 milliards de dollars : Pas assez !

Les Etats-Unis et les autres pays développés doivent aux pays comme les Philippines « une dette écologique énorme » selon Lidy Nacpil, une militante écologique qui s'est déplacée en Pologne pour assister aux pourparlers climatiques des Nations unies.





De hautes vagues, provoquées par les puissants vents du super-typhon «Yolanda» (ou Haiyan), se heurtent violemment aux digues de la ville de Legazpi, Philippines.

La dette écologique est basée sur l'idée des « patrimoines naturels » qui stipule que l'atmosphère de la planète est la propriété collective de tous les humains. Cela signifie que ses avantages devraient être partagés équitablement entre tous et que la responsabilité de protéger cette atmosphère est aussi collective. Comme les pays développés sont à l'origine de la réduction de la capacité de l'atmosphère à absorber les gaz à effet de serre et à ralentir le réchauffement climatique, en raison de leurs émissions excessives de carbone, ils doivent verser des dommages et intérêts aux pays en voie de développement qui souffrent des conséquences de ce phénomène. La dette payée pourrait être utilisée pour aider les pays en voie de développement à améliorer leur résistance au changement climatique.

« A l'heure actuelle, ces pays développés s'engagent à verser 100 milliards de dollars au fonds vert pour le climat. Mais ce n'est pas assez pour les pays en voie de développement » a déclaré Arances du PMCJ. Le fonds vert pour le climat, en vertu de la convention des Nations unies sur les changements climatiques, est destiné à aider les pays en voie de développement face au changement climatique. Jusqu'à présent, seulement 54 millions de dollars ont été versés. Selon le gouverneur d'Albay, Joey Sarte Salceda, qui préside le conseil d'administration du fonds, ce chiffre est très éloigné de l'impact économique sur les Philippines qui est évalué à 13.7 milliards de dollars, l'équivalent de 5% du PIB.

Le Fonds est opérationnel depuis 2014. Il s'engage à « fournir un accès simplifié et amélioré au financement, y compris un accès direct, adoptant une approche menée



par les pays pour ses activités et encourageant l'implication des acteurs concernés, y compris les groupes vulnérables ».

### Les responsabilités des pays industrialisés

Le réchauffement global pourrait changer radicalement le système climatique de la planète. Quand ce système perd son équilibre, des tempêtes, des vagues de chaleurs, des inondations, des sécheresses et d'autres conditions météorologiques extrêmes s'annoncent. Ces événements extrêmes deviennent de plus en plus une « nouvelle norme ».

Qui sont les responsables des émissions de carbone ? Alors que tous les pays du monde obtiennent une partie de leur énergie des combustibles fossiles, leurs parts en émissions ne sont nullement égales. Historiquement, ce sont les pays développés et industrialisés comme les Etats-Unis et les États de l'Union européenne qui ont toujours brûlé la plus grande quantité des combustibles fossiles. Ne représentant que 20% de la population mondiale, les pays développés ont produit plus de 70% des émissions historiques depuis 1850.

Les Etats-Unis sont parmi les grands coupables. « Autour de 44% de l'approvisionnement électrique des Etats-Unis provient du charbon. Ils ont la plus grande industrie du charbon avec 1 400 centrales électriques. Imaginez les niveaux de combustion » martèle Arances qui a initialement prévu de tenir le rassemblement devant l'ambassade étasunienne à Manille mais les agents de police ont bloqué leur passage car ils n'avaient pas d'autorisation.

Dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les pays de l'annexe I - ceux qui produisent de grandes quantités d'émissions de dioxyde de carbone - sont légalement tenus par les accords climatiques des Nations unies de réduire leurs émissions à leurs niveaux de 1990. L'objectif est de maintenir l'augmentation des températures globales à moins de 2°C. Selon le Cinquième Rapport d'Évaluation (2014) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, une augmentation supérieure à ce seuil serait « catastrophique ».

La CCNUCC oblige aussi les pays de l'annexe I à fournir un soutien financier aux activités liées aux changements climatiques, effectuées par les pays en voie de développement « en plus de l'assistance financière qu'ils octroient déjà à ces pays ».

### Davantage d'énergies renouvelables

La concentration actuelle des gaz à effet de serre a atteint 398 parties par million (ppm). Pour maintenir l'augmentation de la température moyenne de la planète en deçà de 1,5°C, cette concentration doit être réduite à 350ppm. Les Philippines, mises à mal par environ 20 tempêtes chaque année, sont encore plus vulnérables à l'augmentation des températures car, quelle que soit la moyenne globale, il ferait plus chaud dans les pays tropicaux. Une stratégie, jugée efficace par les écologistes, est de se tourner vers les énergies renouvelables ou les énergies dérivées des sources qui se régénèrent continuellement



comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne, la chaleur géothermique, les marées et les vagues. Ces sources d'énergie produisent beaucoup moins de gaz à effet de serre. Seulement 16% du bouquet énergétique mondial vient des énergies renouvelables, un chiffre que les militants écologistes espèrent voir augmenter, comme les technologies vertes qui deviennent de plus en plus abordables. Mais beaucoup d'intérêts sont en jeu. Plusieurs pays développés ainsi que des puissances économiques émergentes comme la Chine considèrent que le développement économique ne serait qu'entravé avec le renoncement aux combustibles fossiles qui sont des sources d'énergie bon marché.

Aux Philippines, la perspective du ministère de l'Energie est toujours très orientée vers le charbon en contradiction avec l'« Acte des énergies renouvelables » qui demande au gouvernement de développer les énergies renouvelables et réduire la dépendance aux combustibles fossiles.



# CHANGER LE SYSTEME PAS LE CLIMAT



# Le capitalisme survivra-t-il au changement climatique ?

PAR WALDEN BELLO

Il existe maintenant un consensus solide au sein de la communauté scientifique sur le fait qu'un changement de température moyenne mondiale au 21<sup>e</sup> siècle, dépassant les deux degrés Celsius, entraînera des changements climatiques à grande échelle, qui seront irréversibles et catastrophiques. Le temps presse et les chances d'agir pour apporter une correction s'amenuisent rapidement.

Cependant, il existe une forte résistance, partout dans les pays du Nord, au changement des systèmes de consommation et de production qui sont à l'origine du problème, et on trouve une préférence aux « solutions technologiques rapides » comme le charbon « propre », la séquestration et le stockage du carbone, les agro-carburants à l'échelle industrielle et l'énergie nucléaire.

Globalement, les entreprises multinationales et les autres acteurs privés résistent aux mesures imposées par les gouvernements comme les plafonds obligatoires, en préférant utiliser les mécanismes de marché tels que les achats et les ventes de « crédits de carbone » qui, selon les critiques, ne sont qu'une simple autorisation aux pollueurs industriels de continuer à polluer.

Au Sud, les élites sont peu enclines à rompre avec un modèle, hérité des pays du Nord et caractérisé par une forte croissance et une haute consommation ; elles sont convaincues, par intérêt personnel, que les pays du Nord doivent d'abord porter des ajustements et porter le plus lourd fardeau de l'adaptation avant que les pays du Sud ne prennent le relais pour une initiative sérieuse pour la limitation de leurs émissions de gaz à effet de serre.

## Les contours du défi

Le principe de « responsabilité commune mais différenciée » est reconnu par toutes les parties dans les négociations climatiques, ce qui implique que les pays du Nord devraient assumer le gros de la charge liée à l'adaptation à la crise climatique, puisque c'est sa trajectoire économique qui en est responsable. Il est également reconnu que la réponse globale à cette crise ne devrait pas compromettre le droit des pays du Sud au développement.





© AP FILE PHOTO

La ville de Tacloban, dévastée par le super-typhon « Yolanda » (ou Haiyan), dans la province de Leyte au centre des Philippines.

Cependant, tout est dans les détails. Comme l'a indiqué Martin Khor du Third World Network (Réseau Tiers-monde), une réduction mondiale de 80% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à leurs niveaux de 1990 d'ici 2050 (constituant le minimum nécessaire) signifie une réduction des émissions d'au moins 150 à 200% de la part des pays du Nord si les deux principes - « responsabilité commune mais différenciée » et la reconnaissance du droit des pays du Sud au développement - étaient suivis. Mais les gouvernements et les peuples du Nord sont-ils prêts à prendre de tels engagements ?

Psychologiquement et politiquement parlant, il est douteux que le Nord ait ce qu'il faut pour relever le défi. On suppose souvent que les sociétés riches seront en mesure de tenir leurs engagements afin de réduire les émissions et en même temps assurer leurs croissances et leur niveau de vie élevé, si elles acceptent simplement de se tourner vers les sources d'énergie non fossiles. De plus, les réductions obligatoires, convenues de manière multilatérale par les gouvernements, doivent être appliquées au sein des pays en utilisant des mécanismes basés sur le marché, c'est-à-dire le commerce des permis d'émission. Un message implicite : les solutions technologiques rapides et le marché du carbone assureront une transition en douceur, voire même profitable.

Cependant, plusieurs de ces technologies pourraient prendre des dizaines d'années avant de devenir viables. Compter alors sur un passage aux alternatives non fossiles ne permettra pas de supporter les taux actuels de croissance économique. Par ailleurs, il est évident que le prix à payer est l'accroissement des terres cultivables destinées à la production d'agro-carburants et la réduction de terres pour l'agriculture vivrière, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale.



Il devient de plus en plus évident que le paradigme dominant de la croissance économique est l'un des obstacles majeurs aux efforts sérieux entrepris, au niveau mondial, pour faire face aux changements climatiques. Pourtant, ce paradigme déstabilisateur et fondamentaliste est lui-même une conséquence plutôt qu'une cause.

Il apparaît de plus en plus clair que le problème central est un mode de production dont la dynamique est de transformer la nature vivante en des marchandises « mortes », engendrant des déchets énormes dans le processus. Ce qui guide ce processus est la consommation, ou plus exactement la surconsommation ; ce qui le motive est le profit et l'accumulation du capital, en un mot le capitalisme.

La généralisation de ce mode de production dans les pays du Nord et sa propagation aux pays du Sud pendant les 300 dernières années sont responsables de la combustion accélérée des carburants fossiles (comme le charbon et le pétrole) et la déforestation rapide, deux processus clés d'origine humaine qui sont derrière le réchauffement climatique.

### Le dilemme du Sud

Une façon d'appréhender le réchauffement climatique est de le considérer comme une manifestation clé du dernier stage d'un processus historique déchirant : la privatisation du patrimoine commun de l'humanité par le capital. La crise climatique doit donc être interprétée comme une expropriation par les sociétés capitalistes avancées de l'espace écologique des sociétés les moins développées ou marginalisées.

Cette réflexion nous amène au dilemme du Sud : bien avant la déstabilisation écologique, dans toute son ampleur actuelle, provoquée par le capitalisme, on s'attendait à ce que le Sud suive les « étapes de croissance » du Nord. Il est désormais impossible de prendre cette route si on veut éviter un Armageddon écologique. La Chine est déjà en voie de dépasser les États-Unis pour devenir le plus grand émetteur de gaz à effet de serre, et pourtant les élites de ce pays comme celles de l'Inde et d'autres pays émergents ont l'intention de reproduire le capitalisme américain, basé sur la surconsommation. Pour le Sud donc, les implications d'une réponse globale efficace au réchauffement climatique incluent la participation de quelques pays au régime des réductions obligatoires des émissions. La Chine ne peut plus se désengager de ce régime au motif qu'elle est un pays en voie de développement. Les pays du Sud ne peuvent pas non plus se focaliser sur les efforts pour pousser les pays du Nord à transférer les technologies nécessaires afin d'atténuer le réchauffement climatique et à fournir des fonds pour faciliter l'adaptation.

Ces étapes sont importantes mais elles ne sont que les premières mesures d'une réorientation globale du paradigme vers le bien-être économique. Bien que l'ajustement devrait être beaucoup plus grand et plus rapide au Nord, celui du Sud serait essentiellement le même : une rupture avec le modèle à haute croissance et à haute consommation en faveur d'un autre modèle de bien commun.



Contrairement à la stratégie des élites du Nord qui consiste à dissocier la croissance de l'usage énergétique, une stratégie climatique progressiste doit réduire ceux-ci tout en améliorant la qualité de vie des larges masses des peuples. Cela signifie, entre autre, une place centrale pour la justice économique et l'égalité au sein du nouveau paradigme. La transition ne doit pas être seulement une rupture avec une économie basée sur les combustibles fossiles mais aussi avec une économie à haute consommation. L'objectif final est l'adoption d'un modèle de développement à faible consommation, à faible croissance et fortement égalitaire, qui aboutira à une amélioration du bien-être des peuples, une meilleure qualité de vie pour tous et un renforcement du contrôle démocratique de la production.

Il est peu probable que les élites du Nord et du Sud accepteraient une telle réponse globale. Le mieux qu'elles semblent pouvoir faire est de trouver les solutions technologiques rapides via un système de plafonnement et d'échange axé sur le marché. La croissance serait sacro-sainte et le système du capitalisme mondial intouchable. Pourtant, l'humanité quand elle est confrontée à l'apocalypse ne peut pas s'autodétruire. Cela peut s'avérer une tâche difficile mais nous pouvons être certains que la grande majorité ne commettra pas un suicide social et écologique pour permettre à la minorité de conserver ses privilèges. Quelle que soit la formule choisie, une réorganisation approfondie de la production, de la consommation et de la distribution sera le résultat final de la réponse de l'humanité à l'urgence climatique et à la crise écologique générale.

### Une menace et une opportunité

Dans ce sens, le changement climatique est une menace mais aussi une opportunité pour instaurer les réformes sociales et économiques qui ont été longtemps différées, déviées ou sabotées auparavant par des élites cherchant à préserver ou accroître leurs privilèges. Ce qui est différent aujourd'hui est que l'existence même de l'humanité et de la planète dépend du remplacement de systèmes économiques basés sur l'appropriation féodale de la rente, sur l'accumulation capitaliste et l'exploitation de classes par un système ancré sur la justice et l'égalité.

La question qui est souvent posée ces jours-ci est : l'humanité serait-elle en mesure de formuler une réponse efficace au changement climatique ? Bien qu'il n'y ait aucune certitude dans un monde plein de contingences, je garde espoir qu'elle le pourra. Cependant, les questions les plus intéressantes sont : pourra-t-elle accommoder le capitalisme ? Le capitalisme en tant que système de production, de consommation et de distribution survivra-t-il au défi de trouver une solution efficace à la crise climatique ?

# L'arme secrète du changement climatique : Les îles des paradis fiscaux

PAR KHADIJA SHARIFE

Les comptes offshore permettent aux économies insulaires de rester à la surface. Mais ils pourraient bien aussi les couler.

**L**'eau est cristalline, le sable est blanc et les palmiers, élégamment courbés, se balancent dans le vent. C'est ainsi que les Seychelles se mettent en valeur et se commercialisent comme étant un « autre monde ». Le tourisme est le pilier de cette île paradisiaque, constituant une moyenne de 20% du PIB et de 60 % des recettes en devises.

Mais compte-tenu de la crise climatique, les perspectives d'avenir ne sont pas brillantes pour les nations insulaires - comme les Seychelles - qui sont vulnérables au changement climatique. La moitié de sa population vit dans les régions côtières, directement exposées aux montées du niveau de la mer, à l'érosion du littoral, aux inondations et aux précipitations irrégulières. L'île est fortement dépendante de l'agriculture avec 70% des cultures situées dans les zones côtières et exposées aux intrusions des eaux salées, un phénomène qui devient de plus en plus courant. L'élévation des niveaux des mers et océans pose une menace aux moyens de subsistance du peuple seychellois et à l'existence de l'île elle-même.

Selon le Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat, plusieurs de ces nations insulaires risquent de disparaître d'ici la fin du 21<sup>e</sup> siècle. Une des raisons serait la rareté croissante des sources d'eau douce. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a révélé que « les Seychelles, en particulier, sont presque entièrement dépendantes de la présence des eaux de surface et par conséquent sont très vulnérables ». Le futur de ce paradis n'est pas immédiatement désastreux comme celui des Maldives, un autre État membre de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS en anglais), formée pendant la période précédant le Sommet sur le climat de Copenhague en 2009. Les Maldives, pays le plus bas au monde, ont une altitude maximale de sept pieds (213 cm) mais les Seychelles seront l'une des îles qui pourraient suivre les Maldives si les niveaux des eaux ne cessent de s'élever.





© D.R.

Une île qui est en train de disparaître. Les petits Etats insulaires de l'océan Indien comme les Seychelles et les Maldives sont menacés par les montées du niveau de la mer qui sont causées par le changement climatique.

Toutefois, l'ironie du sort est que, malgré les faibles émissions de carbone qu'elles ont produites, les deux nations insulaires ont probablement contribué au risque de leur disparition. Après tout, les Seychelles et les Maldives partagent le même secret sur lequel s'appuient leurs économies. Plus de 50 % des membres d'AOSIS sont des juridictions secrètes, étiquetées de façon trompeuse comme « centres de services délocalisés » ou « paradis fiscaux ». Se caractérisant par des services juridiques et financiers opaques, avec peu ou pas de divulgation, et assurant un haut niveau de confidentialité et peu d'exigences pour les activités économiques importantes, ces économies bénéficient de capitaux illicites. Ces profits blanchis ont été détournés des pays en développement, riches en ressources naturelles et artificiellement appauvris.

Les îles offrent des services financiers délocalisés, contrôlés à distance dans les quartiers généraux on-shore à la City de Londres. Des unités mobiles d'avocats, de banquiers et de comptables servent d'intermédiaires entre les multinationales et les élites politiques. L'argent qui devrait être utilisé pour réduire les émissions de carbone et pour financer le développement durable est plutôt transféré offshore et mis sur des comptes bancaires insulaires, risquant à terme de couler ces îles.

### Les îles de l'argent

Actuellement, près de 13 trillions de dollars de fortunes secrètes sont protégés et hors de portée en comptes offshore. Si ces fortunes étaient modérément taxées, ces fonds généreraient plus de 250 milliards de dollars, somme qui pourrait financer les Objectifs



de développement du millénaire et qui, selon la Banque mondiale, seraient de l'ordre de 40-60 milliards de dollars annuellement jusqu'en 2015.

La récupération de ces capitaux illicites sera difficile. Le secteur financier représente jusqu'à 11 % du PIB des Seychelles, ce qui les situe non loin des fameuses îles Caïmans : le cinquième centre financier mondial où les services financiers représentent 14 % du PIB. La Suisse, qui blanchit le tiers de tous les capitaux illicites, dépend aussi des services financiers qui constituent 15% de son PIB.

La majorité des économies insulaires sont dépendantes politiquement et économiquement des grandes économies comme le Royaume-Uni et les États-Unis. Elles rivalisent pour devenir le dépôt offshore privilégié, en offrant des services financiers et juridiques opaques et des taux d'imposition faibles ou nuls. À travers ces services confidentiels, les gouvernements des pays développés sont également une destination de flux financiers illicites provenant de l'Afrique subsaharienne qui est un créancier net des nations développées.

### L'origine des fonds

Le Nigeria est le plus grand producteur de pétrole en Afrique et le cinquième exportateur vers les États-Unis. Depuis les années 1960, l'élite politique et militaire du pays a dérobé au peuple de plus de 400 milliards de dollars de recettes pétrolières et les ont déposés dans des juridictions secrètes. En même temps et malgré toutes les promesses extravagantes des multinationales comme Chevron et Shell, les populations nigérianes sont devenues progressivement plus pauvres. Les industries extractives ont engendré une opposition forte, des abus concernant les droits humains, de la violence et une dégradation écologique massive, évaluée à 5 milliards de dollars par an.

Néanmoins, ce n'est pas tant l'Afrique qui est responsable du réchauffement climatique car le continent ne contribue que marginalement aux émissions globales de gaz à effet de serre (3 % seulement), mais plutôt les industries extractives qui opèrent en Afrique et qui sont des émetteurs majeurs. Shell, par exemple, émet à elle-seule plus de gaz à effet de serre que plusieurs pays. Ses émissions internes de 102 millions de tonnes de carbone dépassent celles de 150 pays et cela n'inclut pas les émissions dérivées de l'extraction des combustibles fossiles dont elle est responsable.

Beaucoup de discussions au sein des conférences internationales sur le changement climatique, comme celle de Copenhague, se sont concentrées sur le fait que les pays soient classés « développés » ou « en voie de développement » et sur le nouveau marché de crédits carbone. Les pays industrialisés ont créé ces permis d'émissions de carbone à partir de rien et les ont attribués aux multinationales qui ont déjà de grandes empreintes carbonées. Les architectes du système, Goldman Sachs et ses filiales étrangères, des Bermudes à Maurice, n'ont pas seulement conçu le marché gigantesque de carbone mais possèdent aussi une part de 10 % de la Chicago Climate Exchange, le projet pilote d'Al Gore pour le commerce de carbone aux États-Unis. Al Gore a plaidé pour la privatisation de l'atmosphère, remontant aussi loin que le Sommet de la Terre à Rio en 1992.



L'un des outils, très médiatisé, du nouveau commerce de carbone est le Mécanisme de développement propre (MDP), qui permet aux pollueurs de contourner les plafonds admissibles en finançant des projets qui émettent peu ou pas de carbone dans les pays en développement. Pourtant, selon des études faites par le Programme d'énergie et de développement durable de l'université de Stanford, entre « un et deux tiers » des projets MDP ne représentent pas de réelles réductions.

Entre temps, les gouvernements du G20 ont subventionné des projets d'extraction de combustibles fossiles à raison de 300 milliards de dollars en 2009. Le G20 consacre son temps à créer un marché pour le commerce de carbone qui fait peu pour réduire les émissions ; les multinationales continuent d'élargir leurs opérations extractives ; les dictateurs continuent leurs détournements d'argent ; les entreprises financières tirent profits des crédits de la pollution et tous ces capitaux illicites continuent de dériver vers des sites offshore qui sont eux-mêmes menacés par l'élévation du niveau de la mer qui est, à son tour, une conséquence du réchauffement climatique.

# L'extractivisme et ses pathologies

PAR ALBERTO ACOSTA

**Q**u'entendons-nous par extractivisme?

L'extractivisme est une modalité de l'accumulation qui a commencé à se développer de façon massive il y a environ cinq cents ans. L'économie mondiale - ou plutôt, le système capitaliste - a commencé à se restructurer avec la conquête et la colonisation de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie. Ce mode d'accumulation extractiviste a alors été amplifié par la demande des centres métropolitains du capitalisme naissant. Certaines régions se sont spécialisées dans l'extraction et la production de matières premières, c'est-à-dire de biens primaires, tandis que d'autres ont joué le rôle de producteurs manufacturiers. Les premières exportent la Nature, les secondes l'importent.

Donnons-en une définition simple : nous utiliserons le terme « extractivisme » à chaque fois que nous nous référons aux activités d'extraction, sans transformation (ou de façon très limitée), de grands volumes de ressources naturelles essentiellement destinées à l'exportation. L'extractivisme ne se réduit pas aux minerais ou au pétrole. Il existe aussi un extractivisme agricole, forestier et même halieutique.

Aujourd'hui, la question des ressources naturelles « non renouvelables » doit être abordée à la lumière des tendances les plus récentes. Étant donné la démesure du niveau d'extraction, bien des ressources « renouvelables », comme par exemple les forêts ou la fertilité des sols, sont devenues non renouvelables, car la ressource s'épuise lorsque son taux d'extraction est plus élevé que son taux écologique de renouvellement. De ce fait, au rythme actuel de l'extraction, le problème des ressources naturelles non renouvelables pourrait affecter l'ensemble des ressources, « renouvelables » ou non.

Dans la pratique, l'extractivisme a été un mécanisme de pillage et d'appropriation coloniale et néocoloniale. Il a revêtu diverses formes au cours de l'histoire et s'est construit sur l'exploitation des matières premières indispensables au développement industriel et au bien-être du Nord. Cela s'est fait sans se soucier de la durabilité des projets extractivistes ni de l'épuisement des ressources. Il faut ajouter à cela que la majeure partie de la production des entreprises extractivistes n'est pas destinée au marché intérieur des pays producteurs, mais essentiellement à l'exportation. Malgré l'échelle à laquelle cette activité économique opère, celle-ci ne génère qu'un bénéfice national très réduit. De même, les biens, les intrants et les services spécialisés intervenant dans le fonctionnement des entreprises extractivistes proviennent rarement d'entreprises nationales. Et



Deux garçons nigériens observent une torchée de gaz de Shell à Rumuekpe dans le Delta du Niger.

dans les pays concernés, la manière dont les revenus de l'extractivisme ont été utilisés ne semble pas avoir soulevé d'intérêt particulier.

L'extractivisme a été une constante dans la vie économique, sociale et politique de nombreux pays du Sud. Ainsi, à des degrés divers, tous les pays d'Amérique latine connaissent ce type de pratiques. La dépendance vis-à-vis des métropoles, par le biais de l'extraction et de l'exportation des matières premières, reste pratiquement inchangée jusqu'à aujourd'hui. Certains pays ont à peine modifié quelques éléments venus directement de l'extractivisme traditionnel et sont parvenus à instaurer une plus grande intervention de l'État dans ces domaines. Aussi, malgré certaines différences, le mode d'accumulation extractiviste se retrouve-t-il au cœur des projets productifs du continent, qu'ils soient portés par des gouvernements néolibéraux ou progressistes.

### Quelques pathologies de l'extractivisme

Vis-à-vis de cette question, trois niveaux sont essentiels : (1) la façon dont se réalise l'extraction, (2) l'utilisation des ressources extraites et (3) la manière dont les bénéfices seront distribués. Il est vrai que d'autres éléments interviennent également. À titre d'exemple, certaines activités extractivistes, comme l'extraction, prédatrice par essence, de métaux à grande échelle, ne pourront en aucune façon être durables. En effet, un processus durable exige une continuité dans le temps, sans aide extérieure et sans entraîner une raréfaction des ressources existantes. Affirmer le contraire, à l'instar de ceux qui sont aveuglés par le progrès technique, revient à travestir la réalité.



L'histoire de la région nous enseigne aussi que le processus extractiviste a conduit à une généralisation de la pauvreté, a ouvert la voie à des crises économiques récurrentes et a généralisé en même temps une mentalité de rentiers. Tout cela affaiblit les institutions démocratiques, nourrit la corruption, déstructure les sociétés et les communautés locales et détériore gravement l'environnement. Les pratiques clientélistes et patrimoniales, qui contribuent à freiner la construction de la citoyenneté, compliquent encore la situation.

De plus, l'abondance de ressources naturelles qui caractérise les économies primo-exportatrices, en particulier quand il s'agit de minerais et de pétrole, tend à altérer la structure économique et l'affectation des facteurs de production. Elle provoque aussi une régression en termes de redistribution, couplée à une plus grande concentration de la richesse. Une série de processus endogènes, que l'on pourrait qualifier de « pathologiques », accompagne l'abondance de ses ressources et aggrave la situation.

Signalons en premier lieu le « mal hollandais », un processus qui affecte les pays exportateurs de matières premières quand le prix élevé de ces dernières ou la découverte de nouveaux gisements déclenche un boom de l'exportation. La distorsion de l'économie se matérialise dans la structure relative des prix. Les investissements se concentrent sur les secteurs bénéficiaires de la prospérité, parmi lesquels on compte les biens non échangeables (que l'on ne peut commercialiser sur le marché international), comme le secteur de la construction, par exemple. Il se produit parallèlement un effondrement rapide de la production des biens échangeables qui ne bénéficient pas du boom exportateur, puisqu'il devient moins cher de les importer du fait de la revalorisation de la monnaie nationale. Après une phase d'expansion due à la stagnation des prix et des salaires, les processus d'ajustements deviennent complexes et douloureux, ce qui est une autre manifestation de ce malaise.

La spécialisation dans l'exportation de biens primaires - à long terme - se révèle aussi négative à cause de la détérioration tendancielle des termes de l'échange. Un tel processus joue en faveur des biens industriels importés et au détriment des biens primaires exportés. De surcroît, le taux de profit élevé, du fait de substantielles rentes ricardiennes<sup>1</sup>, invite à la surproduction quand les prix sont élevés sur le marché mondial. Même dans les moments de crise, la tentation d'augmenter les taux d'extraction se maintient. L'excès d'offre, pour tenter de compenser la chute des prix, fait baisser le cours du produit sur le marché mondial, ce qui finit par octroyer des bénéfices aux pays industrialisés.

Tout ce qui précède explique pourquoi les pays à économie extractiviste n'ont pas pu bénéficier pleinement des gains produits par la croissance économique et le progrès technique à l'échelle mondiale. Et ceci d'autant plus que, généralement, les pays qui extraient les matières premières ne les traitent pas eux-mêmes. Il y a même des situations aberrantes comme certains pays qui exportent du pétrole et en importent les dérivés, par manque d'une capacité adéquate de raffinage. Le comble du ridicule

1 Rappelons que les rentes ricardiennes proviennent de l'exploitation de la nature plus que de l'activité des entreprises, à la différence des profits, qui proviennent du travail et de la créativité ("productivité") de la main-d'œuvre.



© D.R.

L'explosion de la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon et le grand déversement de pétrole qui a suivi, en avril 2010, dans le projet de prospection pétrolière du Golfe du Mexique, exploité par BP. L'accident a coûté 11 vies et est considéré comme étant le plus grand déversement accidentel de pétrole en mer dans l'histoire de l'industrie pétrolière.

est qu'une grande partie de ces produits raffinés importés, très coûteux, sont destinés à la production d'électricité, alors que ces pays disposent d'autres sources d'énergies renouvelables - hydrique, solaire ou géothermique - en grandes quantités, comme c'est le cas de l'Équateur.

Un autre trait caractéristique de ces économies extractivistes est l'hétérogénéité structurelle de leurs appareils productifs, c'est-à-dire la coexistence de systèmes productifs de haute productivité avec d'autres plus archaïques et de subsistance. Il faut ajouter à cela la désarticulation des structures économiques, marquées par une exportation concentrée sur quelques produits primaires, l'absence d'une diversification horizontale suffisamment dense dans l'industrie, la quasi-inexistence de complémentarité entre les différents secteurs de l'économie, et une intégration verticale pratiquement nulle. Ce type d'économie extractiviste, gourmande en capital et en technologie, fonctionne souvent selon une logique d'enclave : c'est-à-dire sans perspective d'intégration de ces activités primo-exportatrices avec le reste de l'économie et de la société. Son appareil productif, en conséquence, reste lié aux vicissitudes du marché mondial. D'où l'impasse. Il est en effet impossible de croire que tous les pays producteurs de matières premières similaires, et ils sont nombreux, puissent croître et espérer que la demande internationale sera suffisante et se maintiendra pour garantir une croissance à long terme.

Il est préoccupant de constater que les pays primo-exportateurs, qui devraient avoir accumulé des expériences similaires tout au long de leur histoire, ont été en général





incapables d'instaurer une gestion coordonnée des quantités et des prix. L'expérience de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) apparaît comme une exception, malgré ses limites et ses contradictions. Du fait de la volatilité qui caractérise les prix des matières premières sur le marché mondial, toute économie exportatrice de matières premières souffre de problèmes récurrents à la balance des paiements et à la comptabilité publique, ce qui entraîne une dépendance financière vis-à-vis de l'étranger en soumettant les activités économiques et sociopolitiques nationales à des fluctuations anormales. Tout cela est encore aggravé en cas de chute des prix internationaux ; la crise de la balance des paiements s'approfondit avec la fuite massive des « capitaux-hirondelles », qui avaient été investis dans ces économies lorsqu'elles ont connu une période de prospérité soudaine. Dans ce contexte, ils sont rapidement accompagnés par des capitaux locaux, tous aussi fuyants, ce qui accentue encore la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

L'essor des exportations de matières premières attire aussi l'activité bancaire internationale, toujours prompte à prêter de l'argent à pleines mains, comme s'il s'agissait d'un processus durable ; ce financement, par ailleurs, a été et continue d'être accueilli à bras ouverts par les gouvernements et les grands entrepreneurs, qui croient eux aussi à des splendeurs perpétuelles. Dans ces circonstances, on encourage encore plus la surproduction des ressources primaires et, en définitive, les distorsions économiques sectorielles. Mais, par-dessus tout, l'expérience nous montre que l'on hypothèque l'avenir de l'économie quand arrive le moment fatidique d'assurer le service de la dette externe contractée de manière surdimensionnée, lors de la brève euphorie exportatrice.

L'abondance des ressources externes, alimentée par les flux générés par les exportations de pétrole, conduit à une augmentation de la consommation qui peut durer, tant que dure la prospérité. On prend cette croissance de la consommation matérielle pour une amélioration de la qualité de vie. Dans ces circonstances, dans la logique de la surconsommation, qui est insoutenable sur le plan environnemental et sur le plan social, le gouvernement profite pour gagner en légitimité et continue à repousser les limites de l'extraction. Cela conduit généralement à un gaspillage des ressources. On commence à substituer les produits nationaux par des achats, souvent encouragés par la surévaluation du change. Un taux d'investissement plus élevé et une dépense croissante du secteur public, si l'on ne prend pas des dispositions nécessaires, peuvent même conduire à stimuler les importations et pas forcément la production nationale. En résumé, il est difficile de faire un usage adéquat de l'abondance des ressources disponibles.

L'expérience vécue des économies pétrolières et minières de la région illustre le fait que ces activités extractivistes, comme nous l'avons dit précédemment, ne produisent pas les enchaînements dynamiques nécessaires à un développement cohérent de l'économie. La situation présente le confirme. Celles-ci n'ont pas d'effet d'entraînement sur d'autres activités, puisqu'elles ne créent pas les liens d'intégration ou de synergie nécessaires, en aval comme en amont, et n'influent pas non plus sur la demande finale (consommation et dépenses publiques). Et ni le transfert de technologies ni la génération d'externalités en faveur d'autres branches économiques du pays ne sont



garanties. De ce constat découle une autre caractéristique classique de ces économies exportatrices de matières premières, déjà présentes à l'époque coloniale, à savoir leur caractère d'enclave : le secteur pétrolier ou le secteur minier, ainsi que de nombreuses activités agraires, forestières ou de pêche pour l'exportation, sont habituellement isolés du reste de l'économie. Il faut inclure dans cette réflexion les secteurs de l'énergie nucléaire et de la production d'agro-combustibles.

Les énormes rentes différentielles ou ricardiennes que produisent ces activités conduisent à des surprofits qui faussent l'affectation des ressources dans le pays. La concentration et la centralisation du revenu et de la richesse ainsi que du pouvoir politique découlant de l'activité d'exportation de ressources primaires se renforcent et s'approfondissent. Ces revenus massifs se concentrent dans les mains de groupes économiques peu nombreux et ceux-ci, en général, ne trouvent ni ne créent d'incitation à investir dans l'économie domestique. Ils préfèrent développer la consommation de biens importés, exportent souvent leurs bénéfices hors du pays et nombreux sont ceux qui gèrent leurs affaires avec des entreprises domiciliées dans des paradis fiscaux. En conséquence, les entreprises qui contrôlent l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables, enclavées du fait de leur localisation et de leur type d'exploitation, se transforment en de puissantes sociétés, au sein d'États nationaux relativement faibles.

Les entreprises transnationales sont donc les grandes bénéficiaires de ces activités et on leur reconnaît le mérite d'avoir pris le risque d'explorer et d'exploiter les ressources en question. Par contre, rien n'est dit sur la façon dont ces activités conduisent à une plus grande « dénationalisation » de l'économie, soit à cause du volume des financements nécessaires à l'exploitation des ressources, soit parce que cela empêche la construction d'un entrepreneuriat national solide, et soit enfin, du fait de la faible volonté gouvernementale de passer des alliances stratégiques avec leurs propres entreprises étatiques ou avec les entrepreneurs privés nationaux. Par ailleurs, certaines entreprises transnationales ont hélas profité de leur contribution à l'équilibre de la balance commerciale pour influencer sur les rapports de pouvoir dans le pays et menacer en permanence les gouvernements qui osent aller à contre-courant.

De façon générale, les entreprises étrangères ont joui et continuent dans la plupart des cas à jouir d'un cadre législatif favorable et, bien souvent, leurs propres dirigeants ou leurs avocats occupent des postes clés dans les gouvernements. Elles peuvent ainsi compter sur l'appui de puissants cabinets d'avocats et, en de nombreuses occasions, des médias, veillant ainsi directement à ce que les politiques appliquées ou les réformes législatives leur soient favorables. Cette situation, encouragée par des organismes comme la Banque interaméricaine de développement (BID) et ses grands frères, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, a été observée à maintes reprises dans les secteurs pétroliers et miniers d'Amérique latine. De tels processus, qui sont désormais pour une grande part transnationaux, ont ouvert la voie à la « déterritorialisation » de l'État. Ce dernier se désengage - dans une certaine mesure - des enclaves pétrolières et minières, laissant aux entreprises la tâche de répondre aux revendications sociales,



© REUTERS/AFOLABI SOTUNDE

Déversement de pétrole brut d'un oléoduc à Dadabili au Niger en avril 2011.

par exemple. Cela conduit à une gestion désorganisée et non planifiée de ces régions qui restent souvent, dans la pratique, coupées des lois nationales. Tout cela renforce une atmosphère de violence généralisée, de pauvreté croissante et de marginalisation, qui débouche sur des réponses maladroites et à court terme de la part d'un État policier qui ne remplit pas ses obligations sociales et économiques.

Il faut ajouter à ce qui précède le fait, plutôt évident, qu'à la différence des autres branches économiques, l'activité minière et pétrolière ne génère que peu de travail direct et indirect (même si celui-ci est bien rémunéré). Ce fait se vérifie toujours et, hélas, pour des raisons qui ne sont pas seulement technologiques. Ce sont des activités intensives en capital et en importations. Elles recrutent des cadres hautement qualifiés (et souvent étrangers) et utilisent presque exclusivement des matériaux, des technologies et des ressources importées de l'extérieur. La conséquence de ces pratiques est que le « taux interne de rentabilité » de l'activité exportatrice de produits primaires, c'est-à-dire l'équivalent de la valeur ajoutée qui reste dans le pays, est dérisoire. Dans les économies pétrolières et minières d'enclave, la structure et la dynamique politiques se caractérisent par des pratiques rentières ; l'appétit et l'autoritarisme avec lesquels se gèrent les décisions font grimper les dépenses publiques au-delà de toute proportion et entraînent une redistribution discrétionnaire. Par ailleurs, du fait de ces conditions et des caractéristiques technologiques du secteur, il n'y a pas de génération massive d'emplois, ce qui explique que dans des pays riches en matières premières, la masse de la population se voit appauvrir. En outre, les communautés qui vivent sur les territoires où se réalisent ces activités extractives ou à proximité ont souffert et continuent à souffrir des effets d'une série de problèmes socio-environnementaux liés à ce type d'exploitation.



La misère de la majorité de la population semble être, de ce fait, consubstantielle à la présence d'énormes quantités de ressources naturelles. Ce mode d'accumulation ne demande pas de marché intérieur et n'en a même pas besoin, car il fonctionne avec des salaires à la baisse. Il n'y a pas de pression sociale suffisante pour obliger à réinvestir dans des améliorations de la productivité. Le système rentier détermine l'activité productive et évidemment le reste des relations sociales. En conséquence, ces activités pétrolières ou minières créent des relations sociales clientélistes, qui profitent aux intérêts des entreprises transnationales mais empêchent la mise en œuvre de plans de développement nationaux et locaux appropriés.

### Les coûts socio-environnementaux de l'extraction

Ce type d'économies extractivistes détériore gravement et irréversiblement l'environnement naturel. L'examen de l'activité minière ou pétrolière tout autour de la planète fait apparaître un nombre incalculable de dégâts et de destructions multiples et irréversibles de la nature. De même, les tragédies humaines sont innombrables, tout comme la destruction des potentialités culturelles de nombreux peuples. Dans la sphère économique, la situation n'est pas meilleure. Les pays dont les exportations dépendent fondamentalement des ressources minérales ou pétrolières sont économiquement en retard et les problèmes environnementaux y augmentent au rythme de l'expansion des activités extractivistes. Malgré la longue histoire de déprédation de ces activités dans le monde, on enregistre aujourd'hui une pression croissante sur les pays sous-développés pour que ceux-ci concèdent leurs gisements minéraux ou pétroliers, pression due à l'épuisement des ressources naturelles, spécialement dans les pays industrialisés. La défense croissante de l'environnement dans les sociétés dites développées amplifie même ce phénomène, car elle génère une pression accrue sur les pays pauvres pour qu'ils ouvrent leurs territoires afin de satisfaire la demande en minéraux de l'économie mondiale.

Il faut aussi rappeler que les entreprises transnationales et les gouvernements complices soulignent généralement l'importance des réserves minières et pétrolières existantes en les exprimant en valeurs monétaires. Avec ces chiffres, en général largement exagérés, on cherche à sensibiliser l'opinion publique en faveur de l'extraction minière. Or cette présentation s'avère incomplète. Il faudrait y ajouter les coûts cachés environnementaux et sociaux (les externalités) en y intégrant par exemple la valeur économique de la pollution. Ce sont des pertes économiques qui n'apparaissent pas dans la formulation des projets et qui sont transférés vers la société. Il est important de se rappeler les dégâts sociaux et environnementaux provoqués dans le Nord-Est de l'Amazonie équatorienne et qui ont, par la suite, fait l'objet d'un procès contre la compagnie Chevron-Texaco. On devrait aussi inclure dans la liste des coûts de ce qu'on appelle les « subventions perverses », c'est-à-dire la mise à dispositions d'infrastructures routières et de production énergétique à bas coût, ou encore la fourniture en eau pratiquement gratuite. Aucune évaluation de ces coûts n'est présentée. Probablement parce que les prendre en compte diminuerait considérablement la rentabilité des entreprises et mettrait en évidence les faibles bénéfices de l'État.



Ces activités extractivistes engendrent de sérieuses tensions sociales, dans la mesure où très peu de personnes de la région y trouvent du travail. Cela provoque la division des communautés et des conflits entre les familles et à l'intérieur des familles elles-mêmes. La violation des droits communautaires et humains contribue à la montée de la délinquance et du trafic des terres. Après des décennies d'accumulation extractiviste, dans les économies exportatrices de matières premières de la région, des niveaux très élevés de sous-emplois, de chômage et de pauvreté ont été atteints et la répartition des revenus et des richesses est toujours de plus en plus inégale. De ce fait, rien ne favorise un élargissement du marché intérieur puisqu'il ne crée pas d'emplois et que les revenus sont insuffisants (il n'a pas et il n'y aura pas de « manne »). Les pressions se poursuivent pour orienter l'économie toujours plus vers l'extérieur, car « il n'y a personne à qui vendre sur le plan domestique », comme l'affirment inlassablement les défenseurs de ce modèle. Une telle « mono-mentalité exportatrice » inhibe la créativité et la volonté d'initiative des entrepreneurs nationaux. Au sein du gouvernement et même dans de larges segments de la société, on reproduit la mentalité « pro-exportations », quasi pathologique, fondée sur le fameux slogan « exporter ou mourir », ce qui a pour conséquence le gaspillage des capacités énormes et des potentialités disponibles à l'intérieur du pays.

Traduit de l'espagnol par Lucile Daumas.





# Le sol, pas le pétrole : La justice écologique à une époque de crise climatique

Le changement climatique et les deux économies de carbone :  
La biodiversité contre les combustibles fossiles

PAR VANDANA SHIVA

Le réductionnisme semble devenir une habitude de l'esprit humain contemporain. Nous parlons de plus en plus du changement climatique dans le cadre de « l'économie de carbone » et nous faisons référence aux termes « zéro carbone » et « pas de carbone » comme si le carbone n'existait que sous une forme fossilisée sous terre. Nous oublions que la cellulose des plantes, l'humus du sol et la végétation des forêts sont principalement faits de carbone, de carbone vivant qui fait partie du cycle de la vie.

**L**e problème n'est pas le carbone en soi mais l'usage croissant du carbone fossile qui a mis des millions d'années à se former. Le monde d'aujourd'hui brûle chaque année des quantités qui correspondent à 400 années d'accumulation de cette matière biologique et qui sont trois à quatre fois supérieures au niveau de 1956. Alors que les plantes sont une ressource renouvelable, le carbone fossile ne l'est pas pour nos besoins et cela prendra des millions d'années pour renouveler les réserves de la planète en charbon et en pétrole.

Avant la révolution industrielle, il y avait 580 milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère. On est actuellement à 750 milliards de tonnes et cette accumulation, qui est la conséquence de la combustion de carburants fossiles, est la cause de la crise climatique. L'humanité doit résoudre ce problème pour survivre et la solution se trouve dans l'autre économie de carbone : le carbone renouvelable qui s'incarne dans la biodiversité.

Du fait de notre dépendance envers les combustibles fossiles, nous avons rompu avec le cycle du carbone renouvelable et avons fossilisé nos réflexions. La biodiversité constitue l'alternative au carbone fossile et tout ce qu'on obtient de l'industrie pétrochimique est remplaçable par d'autres alternatives. Les engrais et les pesticides synthétiques, les colorants chimiques, les moyens de transport et les sources énergétiques ont tous des alternatives durables dans le monde animal et végétal. Les engrais azotés peuvent être



Un prospectus faisant la promotion de la Journée mondiale des luttes paysannes et des semences en résistances, organisée par La Via Campesina le 17 avril 2014.

remplacés par des légumineuses qui fixent l'azote et une biomasse recyclée par les vers de terre (compost vermineux) ou par des micro-organismes (compost) et à la place des colorants synthétiques, on peut utiliser des colorants végétaux.

Le changement climatique est une conséquence de la transition de la biodiversité, basée sur des économies de carbone renouvelable, vers des économies de carbone non-renouvelable, basées sur les combustibles fossiles. Alors que le changement climatique, avec le pic pétrolier et la fin de l'ère du pétrole bon marché, crée un impératif écologique pour une économie postindustrielle de l'après-pétrole et de l'après-énergie fossile, le paradigme industriel reste toujours une force directrice dans la recherche d'une voie transitionnelle. Cela est dû au fait que l'industrialisation est devenue un paradigme culturel pour mesurer le progrès humain. Nous voulons un monde au-delà du pétrole mais nous manquons de courage pour envisager un monde postin-

dustriel. Par conséquent, nous nous accrochons à l'infrastructure d'une économie énergivore, fondée sur la consommation des combustibles fossiles et nous essayons de la faire tourner en utilisant des substituts comme l'énergie nucléaire et les biocarburants. Le nucléaire polluant est redéfini comme étant une « énergie propre » et la production non durable du biodiesel et des biocarburants est accueillie et réclamée comme une option « verte ».

L'humanité est en train de jouer des tours à la planète et à elle-même car elle est prisonnière du paradigme industriel. Nos idées d'une vie agréable sont basées sur des modèles de production et de consommation engendrés par l'usage des combustibles fossiles. On s'accroche à ces modèles sans avoir d'abord réfléchi sur le fait qu'ils sont devenus une addiction seulement au cours des 50 dernières années et que maintenir ce mode de vie non-durable pour une autre cinquantaine d'années risque de faire disparaître des millions d'espèces et de détruire les conditions mêmes de la survie humaine sur la planète. On pense au bien-être, uniquement en pensant aux êtres humains et plus précisément en termes « d'êtres humains » dans les prochaines 50 années et on sacrifie ainsi les droits d'autres espèces et le bien-vivre des futures générations.

Pour aller au-delà du pétrole, il faudrait en finir avec un certain modèle du progrès et du bien-être humains ; nous devrions rétablir les relations avec les autres espèces et nous devrions aussi restaurer l'autre économie de carbone, une économie renouvelable basée sur la biodiversité.



Le carbone renouvelable et la biodiversité offrent une nouvelle définition du progrès et aussi du développement. Ils redéfinissent les termes « développés », « en développement » et « sous-développés ». Dans le cadre du paradigme des combustibles fossiles, être développé veut dire être industrialisé - avoir de la nourriture, des vêtements, un logement et des modes de transport industriels - au dépens des coûts sociaux (pertes d'emplois) et des coûts écologiques (la pollution de l'atmosphère et l'instabilité climatique). Être sous-développé, selon ce même paradigme, signifie posséder des systèmes de production alimentaire et vestimentaire qui sont non-fossiles et non-industriels et garantir notre hébergement et nos modes de transport par nos propres moyens. Par contre, être développé dans le cadre du paradigme de la biodiversité, c'est être en mesure de laisser un espace écologique aux autres espèces, à tous les êtres humains et aux futures générations. Être sous-développé donc, dans ce cadre, veut dire usurper cet espace écologique aux autres espèces et communautés, polluer l'atmosphère et menacer la planète.

Il faut changer notre manière de penser pour pouvoir changer le monde. Cette transition culturelle est au cœur de la réalisation d'une transition énergétique vers une ère post-pétrolière. Ce qui bloque cette transition est un paradigme culturel qui perçoit l'industrialisation comme un progrès avec ses fausses idées de productivité et d'efficacité. L'élite et les multinationales nous ont fait croire, à tort, que l'industrialisation de l'agriculture était nécessaire pour produire plus de nourriture. Pourtant, l'agriculture écologique et respectueuse de la biodiversité produit des denrées alimentaires en plus grande quantité et de meilleure qualité que l'agriculture énergivore, basée sur l'utilisation intensive des produits chimiques. Ils nous ont fait croire, à tort également, que des villes conçues pour les automobiles offrent une mobilité plus efficace pour la satisfaction de nos besoins quotidiens que des villes conçues pour les piétons et les cyclistes.

Des groupes avec des intérêts particuliers dans les ventes des engrais et du diesel, des voitures et des camions nous ont soumis à un lavage de cerveau, nous faisant croire que les engrais chimiques et les voitures sont synonymes de progrès. Nous avons été réduits à de simples acheteurs de leurs produits non durables au lieu de demeurer des créateurs de partenariats coopératifs et durables, avec la société humaine, avec les autres espèces et la terre dans son ensemble.

L'économie de la biodiversité constitue l'alternative durable à l'économie de combustibles fossiles. Le passage, à partir de systèmes basés sur les combustibles fossiles, à des systèmes respectueux de la biodiversité, réduira les émissions de gaz à effet de serre, en émettant moins et en absorbant plus de CO<sub>2</sub>. Puisque les impacts de la pollution atmosphérique continueront même si on réduit les émissions, il faudrait surtout créer des écosystèmes et des économies de biodiversité car ceux-ci sont les seuls à détenir un potentiel d'adaptabilité à un climat imprévisible et à des alternatives abordables pour tous. Il faut renouer avec le cycle du carbone renouvelable basé sur la biodiversité. Nous avons besoin d'une « démocratie de carbone » de manière à ce que tous les êtres aient leurs justes parts du carbone utile et que personne injustement ne soit accablé par des impacts climatiques causés par une pollution carbonique.



# Le changement climatique : Toute action n'est pas utile

PAR PABLO SOLON

Le 21 septembre 2014, des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées à New York pour l'une des plus grandes marches contre le changement climatique. L'occasion était le Sommet sur le climat, convoqué par le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, et qui a eu comme thème : "Agir et prendre des mesures". Mais il faut se demander si certaines de ces mesures ne pourraient pas causer plus de dommages à la planète.

**L**es études scientifiques sur l'environnement ont été toujours claires quant à l'urgence de prendre des mesures concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, afin de rester sur la voie d'un réchauffement global qui ne dépasserait pas les 2°C ; des augmentations des températures supérieures à celle-ci entraîneraient des conséquences catastrophiques et pourraient même modifier la vie sur terre, telle que nous la connaissons. Le rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions, réalisé par le Programme des Nations unies pour l'environnement, estime que si les engagements volontaires et relativement faibles, pris par les pays à Copenhague en 2009, sont mis en œuvre, sans des règles strictes, les émissions atteindraient les 56 gigatonnes de CO<sub>2</sub> d'ici 2020. Ce qui pousserait le monde vers une augmentation des températures de 4 à 8°C au cours du siècle actuel. Afin de maintenir l'accroissement des températures autour de 1.5-2°C, les émissions doivent être réduites à des niveaux variant de 37 à 44 gigatonnes de CO<sub>2</sub> d'ici 2020. Ceci nécessite des actions concrètes et non seulement des engagements volontaires, et implique des réductions légalement contraignantes en écartant les marchés de carbone qui ne font que déplacer les émissions d'un endroit à l'autre.

Mais cette manifestation, organisée par Ban Ki-moon à New York, fut plutôt une grande fête, rassemblant les chefs d'États et les chefs des multinationales qui sont responsables de l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre et qui continuent, pour la plupart, à se faire énormément d'argent en échangeant des crédits polluants sur les marchés de carbone. Plus précisément et selon le Climate Accountability Institute au Colorado, deux tiers de toutes les émissions de gaz à effet de serre ne proviennent que de seulement 90 entreprises pétrolières, gazières et charbonnières. Parmi celles-ci, on trouve 50 entreprises pétrolières détenues par des investisseurs comme Chevron, Exxon, BP et Shell, et des producteurs de charbon comme British Coal, Peabody Energy et BHP Billiton.





La marche des peuples pour le climat à New York, le 21 septembre 2014.

Ce Sommet pour le climat fut un grand coup médiatique car il ne faisait même pas partie des négociations officielles de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ce fut tout simplement une façon d'offrir une plateforme globale aux dirigeants afin de délivrer de beaux discours sur les mesures à prendre. Le sommet promettait également des mesures basées sur le marché ainsi que des solutions technologiques qui causeraient plus de tort que de bien pour la planète. Celles-ci comprennent la REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), l'agriculture intelligente face au climat (Climate Smart Agriculture), le carbone bleu et les compensations de la perte en biodiversité. Figurent aussi parmi ces mesures de fausses solutions technologiques, proposées par les multinationales : la géo-ingénierie, les séquestrations et le stockage du carbone, les organes génétiquement modifiés, les agro-combustibles et la bioénergie industrielle, la biologie synthétique et la nanotechnologie, la fracture hydraulique, les projets nucléaires et la génération d'énergie à travers l'incinération de déchets.

Ces fausses solutions ne sont pas conçues pour faire face au changement climatique mais sont plutôt avancées pour garantir des profits continus pour les entreprises et multinationales. Pire encore, elles servent à marchander (transformer en marchandise, commodify en anglais), à privatiser les fonctions de la nature et à détruire les écosystèmes comme les forêts, le sol, les zones humides, les rivières, les mangroves et les océans, desquels dépend la vie sur cette planète. Entre-temps, plus de 330 organisations et mouvements sociaux représentant plus de 200 millions de personnes, ont dénoncé cette prise de contrôle des pourparlers climatiques par les multinationales, et étaient également sur le terrain dans les rues de New York. Ces mouvements incluaient,





entre autres, La Via Campesina, Oil Watch International, Migrant Rights International, Global Forest Coalition, Indigenous Environment Network, Grassroots Global Justice Alliance et ATTAC. Leur message était simple : nous ne pouvons pas résoudre la crise climatique sans s'attaquer à ses causes profondes.

Bien qu'il n'existe pas de recette instantanée pour changer le système, ce qui suit est un plan d'action en dix points, promu par les mouvements sociaux et leurs alliés à New York pour nous mettre sur la bonne voie :

- Prendre immédiatement des engagements contraignants pour maintenir l'augmentation des températures globales au-dessous de 1.5°C au cours de ce siècle, à travers une réduction annuelle globale des émissions de gaz à effet de serre par 38 gigatonnes d'ici 2020.
- Laisser plus de 80% des combustibles fossiles dans le sous-sol.
- Interdire les nouvelles explorations de pétrole et de gaz et se détourner de l'extraction des ressources.
- Accélérer la transition vers les énergies renouvelables et propres et assurer une gestion publique et communautaire.
- Promouvoir la production et la consommation locales des biens.
- Passer d'une agriculture tournée vers l'exportation à une production communautaire basée sur les principes de la souveraineté alimentaire.
- Appliquer des stratégies de "Zero déchets" et améliorer et développer les transports publics.
- Créer des emplois dans le secteur climatique afin de faire chuter les émissions de CO<sub>2</sub>.
- Démanteler l'industrie militaire qui engendre des émissions de gaz à effet de serre.
- Détourner les budgets de défense alloués aux guerres afin de promouvoir une paix véritable.
- Si on veut que cette nouvelle dynamique débouche sur des résultats positifs, notre première étape serait d'interrompre la prise de contrôle des négociations climatiques officielles par les entreprises industrielles. Si nous perdons la bataille au cours de cette décennie, on ne pourra plus échapper au chaos climatique. Il est donc largement temps de prendre des mesures réelles et concrètes qui n'occasionneront pas davantage de mal à la planète.



# ATTENTION AUX « FAUSSES SOLUTIONS »

# Desertec : accaparement des sources d'énergie renouvelable ?

Des centrales solaires géantes au Sahara : une solution au changement climatique ou un néocolonialisme déguisé ?

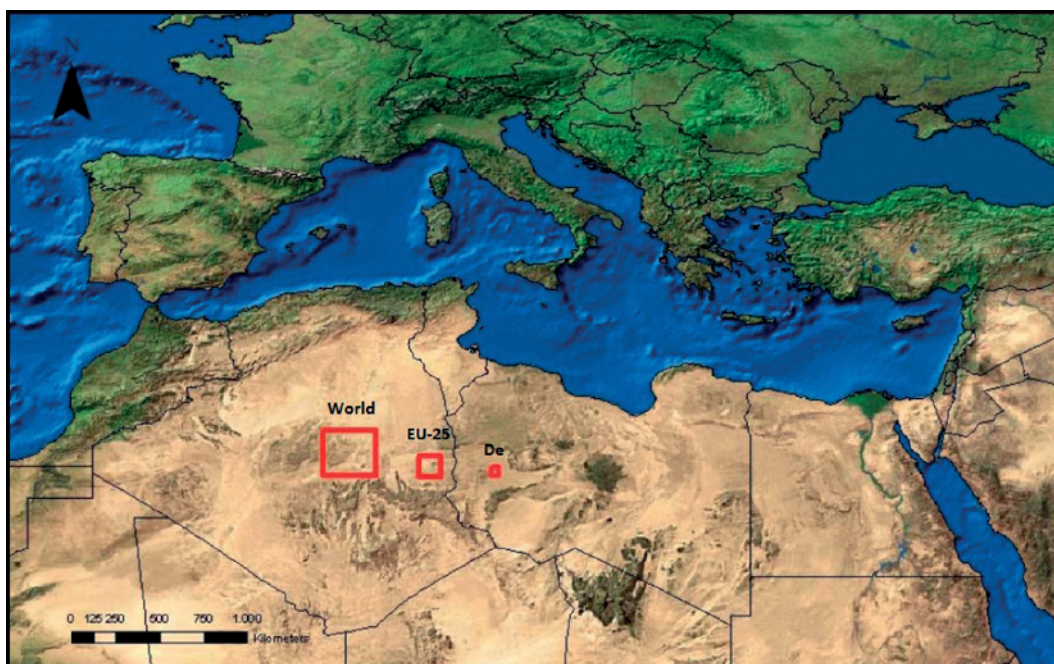
PAR HAMZA HAMOUCHENE

Le méga projet Desertec consiste à approvisionner toute l'Europe en électricité produite par des centrales solaires au Sahara. Lancé par des grandes entreprises allemandes, le projet semble pour l'instant au point mort. La construction de plusieurs autres centrales solaires d'envergure sont cependant encore à l'ordre du jour en Afrique du Nord, en dépit des préoccupations locales. Dans cet article, Hamza Hamouchene se penche sur les conséquences géopolitiques de tels projets et se demande dans quelle mesure et à quelles conditions l'énergie solaire du désert peut réellement jouer un rôle dans un avenir démocratique et durable des deux côtés de la Méditerranée.

**S**i vous êtes présent sur les réseaux sociaux, il se peut que vous ayez vu passer cette image (ci-dessous), qui montre une minuscule partie du Sahara avec la légende : « L'énergie solaire produite sur cette surface du Sahara fournirait assez d'énergie pour couvrir les besoins du monde entier ».

Cette affirmation se base sur des données issues d'une thèse de fin d'études rédigée en 2005 par Nadine May, de l'Université technique de Brunswick en Allemagne. Mais est-elle vraiment exacte ?

Selon Mme May, une surface de 3,49 millions de km<sup>2</sup> serait potentiellement disponible pour accueillir des centrales solaires à concentration (CSP) dans des pays d'Afrique du Nord comme le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte. D'après elle, une surface de 254 kilomètres sur 254 kilomètres (le plus grand carré sur l'image) suffirait pour répondre à la demande mondiale d'électricité. La quantité d'électricité nécessaire aux 25 États membres de l'UE pourrait être produite sur une surface de 110 kilomètres sur 110 kilomètres (avec des collecteurs solaires capables de capturer 100 % de l'énergie). Selon une estimation plus réaliste de l'initiative Land Art Generator, avec un taux de



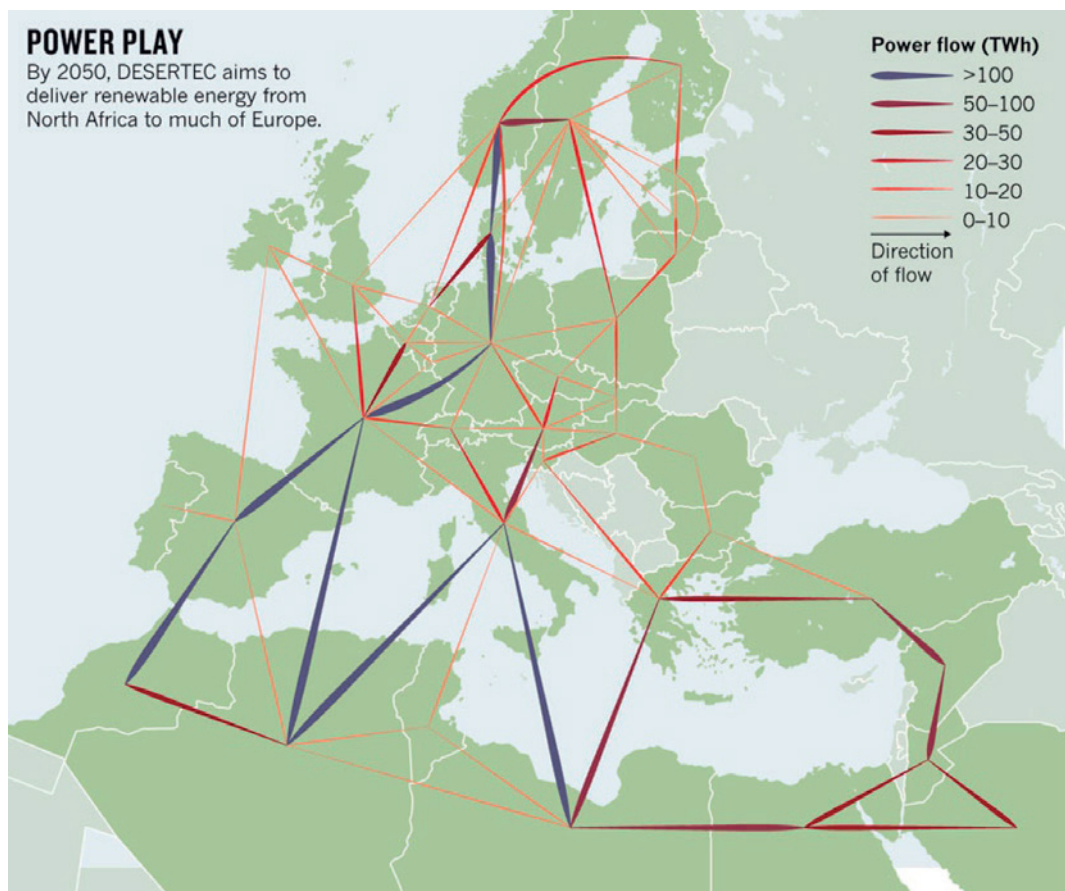
capture de 20 %, il faudrait une surface environ huit fois plus grande que celle évoquée dans l'étude de May pour répondre aux besoins du monde en énergie. Malgré tout, cette carte illustre bien le potentiel de l'énergie solaire et le fait qu'il suffirait de peu d'espace pour alimenter en électricité la planète tout entière.

Cette idée n'est pas neuve. En 1913, l'ingénieur américain Frank Shuman avait présenté les plans de la première centrale solaire thermique au monde à l'élite coloniale d'Égypte, dont Lord Kitchener, consul général britannique. La centrale aurait pompé l'eau du Nil vers les champs de coton voisins, une récolte alors extrêmement lucrative en Égypte. La Première Guerre mondiale mit abruptement fin à ce rêve.

L'idée fut reprise dans les années 1980 par Gerhard Knies, un physicien allemand qui fut le premier à estimer la quantité d'énergie solaire nécessaire pour répondre aux besoins en électricité de l'humanité. En 1986, réagissant à l'accident nucléaire de Tchernobyl, il arriva à la remarquable conclusion suivante : en six heures seulement, les déserts du monde reçoivent plus d'énergie du soleil que la quantité consommée en un an par les êtres humains. Ces idées ont ouvert la voie au projet Desertec.

### Desertec, un projet à 400 milliards d'euros

Par souci de clarté, il convient de différencier la « Fondation Desertec » de l'« Initiative industrielle Desertec ». La fondation à but non lucratif Desertec a été créée en janvier 2009 par un groupe de scientifiques, de personnalités politiques et d'économistes des pays de la Méditerranée. Son objectif est d'approvisionner autant de personnes et d'entreprises que possible en énergie renouvelable produite dans les déserts du monde entier. Ils espèrent ainsi contribuer à la prospérité et la protection du climat.



Une carte de la distribution optimale des sources d'énergie renouvelable en 2050, basée sur des simulations effectuées par le Fraunhofer Institute for Systems and Innovation Research de Karlsruhe en Allemagne.

À l'automne 2009, un consortium « international » d'entreprises a formé l'Initiative industrielle Desertec (Dii). Des acteurs puissants tels qu'E.ON, Munich Re, Siemens et Deutsche Bank en sont tous devenus « actionnaires ». C'est le secteur privé (avec majoritairement des firmes allemandes) qui a lancé cette initiative pour faire du concept Desertec un projet commercial rentable, qui fournirait environ 20 % de l'électricité de l'Europe en 2050 grâce à un vaste réseau de parcs solaires et éoliens s'étendant sur toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Ces générateurs seraient connectés à l'Europe continentale par des lignes spéciales de transmission directe à haute tension. Le coût total de ce projet a alors été estimé à 400 milliards d'euros.

Pour comprendre les fondements idéologiques du projet Desertec, un peu d'histoire est nécessaire. Entre 1998 et 2006, une série d'accords d'association euro-méditerranéens ont été conclus entre l'Union européenne d'une part et d'autre part l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, Israël, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie. Leur objectif affiché est de « libéraliser progressivement le commerce » dans la région et de créer un espace de libre-échange méditerranéen. À partir de 2008, le président français Nicolas Sarkozy s'est fait le héraut d'un projet aux visées similaires, l'Union pour la Méditerranée (UpM), afin de renforcer « l'interdépendance » entre l'UE et les pays du Sud de la Méditerranée.





Cet objectif « d'interdépendance » n'est pas sans rappeler la célèbre évocation de « *l'indépendance dans l'interdépendance* » par l'ancien Premier ministre français Edgar Faure en 1956, une stratégie poursuivie par les gouvernements français successifs pour perpétuer leur contrôle et leur domination sur les pays africains nouvellement « indépendants ». L'UpM s'inscrit dans la même continuité en cherchant à favoriser les intérêts de l'UE et à réduire ses besoins en énergie importée de Russie. La promotion d'un partenariat dans le domaine des énergies renouvelables est considérée comme une priorité pour atteindre ces objectifs.

### Solution au changement climatique ou domination occidentale ?

Pour comprendre le projet Desertec, et en particulier son bras industriel Dii, il faut garder à l'esprit ce contexte d'accords commerciaux pro-marché, de joutes d'influence et de ruée vers les ressources énergétiques. Desertec devait jouer un rôle clé dans la diversification des ressources énergétiques afin de diminuer la dépendance de l'Union européenne envers la Russie et contribuer à ses objectifs de réduction de ses émissions de carbone. La région MENA constituait une cible naturelle, étant bien pourvue en ressources naturelles, depuis les sources fossiles jusqu'à l'énergie solaire et éolienne. Un mécanisme « colonial » familier semblait se mettre en place sous nos yeux : celui où le Sud continuerait à exporter sans limite ses ressources naturelles bon marché vers le Nord riche et industrialisé, perpétuant une division internationale du travail profondément injuste.

Quand on décode le vocabulaire utilisé dans les différents articles et publications décrivant le potentiel du Sahara pour approvisionner le monde entier en énergie, il y a de quoi s'inquiéter. Le Sahara est dépeint comme une vaste surface vide, faiblement peuplée, présentant une occasion en or d'approvisionner les Européens en électricité pour leur permettre de perpétuer leur mode de vie consumériste extravagant et de continuer à dilapider l'énergie. Les pouvoirs coloniaux ont utilisé la même rhétorique pour justifier leur « *mission civilisatrice* » et, en tant qu'Africain, je ne peux m'empêcher de considérer de tels méga-projets avec grande suspicion. En effet, leurs motivations « bien intentionnées » servent souvent à faire passer la pilule de l'exploitation brutale et du pillage pur et simple. Daniel Ayuk Mbi Egbe, de l'African Network for Solar Energy (Réseau africain pour l'énergie solaire), a exprimé des doutes similaires en 2011. « Beaucoup d'Africains se montrent sceptiques par rapport au projet Desertec, a-t-il déclaré. Les Européens font des promesses mais, en fin de compte, ils font venir leurs ingénieurs, ils apportent leur matériel et ils se lancent. Il s'agit d'une nouvelle forme d'exploitation des ressources, tout comme autrefois. » Mansour Cherni, un syndicaliste tunisien, a exprimé des préoccupations semblables lors du Forum social mondial 2013 de Tunis lorsqu'il a demandé : « *Où l'énergie produite sera-t-elle utilisée ? D'où viendra l'eau qui servira au refroidissement des centrales solaires ? Et quels bénéfices les populations locales en tireront-elles ?* ».

En soi, l'idée du projet Desertec n'est pas fondamentalement mauvaise ou malhonnête. Au contraire, il est louable de chercher à produire une énergie propre et durable pour la planète afin de combattre le réchauffement climatique. Mais, comme pour n'importe quelle idée, il est important de savoir à qui elle profitera, comment elle sera mise en place, pour quel objectif et dans quel contexte elle est encouragée.



Le projet Desertec a été présenté comme une solution aux problèmes du changement climatique, aux conflits liés au gaz entre la Russie et l'Ukraine en 2006 et 2009, aux craintes d'un pic pétrolier et à la crise alimentaire mondiale de 2009. Néanmoins, si le projet Desertec était réellement destiné à résoudre ces crises, il devrait cibler leurs causes structurelles. Concept technologique et apolitique, il promet de surmonter ces problèmes sans changement fondamental, en maintenant le *statu quo* et les contradictions du système mondial qui ont causé ces crises en premier lieu. En outre, en présentant la région euro-méditerranéenne comme une communauté unifiée (nous sommes tous amis maintenant et nous devons combattre un ennemi commun !), il masque les véritables ennemis de la région MENA, à savoir l'hégémonie européenne et la domination occidentale.

Les grandes « solutions » techniques telles que Desertec tendent à présenter le changement climatique comme un problème partagé, sans contexte politique ou socio-économique. Cette perspective oblitère les responsabilités historiques de l'Occident industrialisé, les problèmes liés au modèle capitaliste d'utilisation de l'énergie, ainsi que les différences de vulnérabilité entre les pays du Nord et ceux du Sud. La région MENA est l'une des régions les plus durement touchées par le changement climatique, alors qu'elle produit moins de 5 % des émissions mondiales de carbone. Les réserves d'eau de cette région sont particulièrement affectées. L'expansion de projets de production d'énergie solaire qui viendraient piller davantage ces réserves d'eau raréfiées serait une grande injustice. Le projet Desertec jouerait également un rôle de vitrine publicitaire pour les multinationales du secteur de l'énergie et les régimes autoritaires alimentés par les revenus du gaz et du pétrole. En soutenant des grands projets d'« énergie propre », ils pourraient se poser en protecteurs de l'environnement plutôt qu'en responsables du changement climatique.

### Où en est le projet Desertec ?

Sur le site web de la Fondation (qui a eu l'idée de ce concept et lui a donné son nom), on peut lire : « Le projet Desertec n'a jamais visé à produire de l'électricité en Afrique pour l'Europe, mais veut approvisionner les entreprises des régions désertiques en énergie issue du soleil plutôt que du gaz et du pétrole ». Malgré cette affirmation, le consortium d'entreprises (principalement européennes) de Dii visait ouvertement à approvisionner l'Europe en énergie depuis l'Afrique. Pourtant, la chute des prix des panneaux solaires et turbines éoliennes dans l'Union a finalement conduit le consortium à admettre que l'Europe pouvait produire la plus grande partie de son énergie propre localement. Les tensions entre la Fondation et Dii ont culminé avec leur divorce en juillet 2013, la Fondation ayant préféré se distancier d'une mauvaise gestion et du manque de direction du consortium industriel. Suite à ces développements, Dii s'est réduit à une peau de chagrin, passant de 17 partenaires à seulement trois fin 2014 (l'entreprise allemande RWE, la saoudienne Acwa Power et la chinoise State Grid.)

Pour certains, le déclin de Dii marquait la fin du projet Desertec. Pourtant, avec ou sans Dii, la vision portée par le projet reste d'actualité avec des projets en Tunisie, au Maroc



et en Algérie. En dépit des idéaux déclarés d'approvisionner l'Afrique en électricité, la fondation Desertec soutient le projet Tunur en Tunisie, un partenariat commercial entre Nur Energy, un promoteur de projets solaires britannique et un groupe d'investisseurs tunisiens et maltais actifs dans le secteur du pétrole et du gaz. Tunur est explicitement présenté comme un grand projet d'exportation d'électricité solaire reliant le désert du Sahara à l'Europe, qui devrait commencer à fournir de l'électricité aux consommateurs européens en 2018. Alors que la Tunisie dépend de sa voisine l'Algérie pour l'énergie et qu'elle fait face à des coupures d'électricité de plus en plus fréquentes, il serait (pour le moins) outrageux d'exporter plutôt que de produire pour le marché local. Selon Med Dhia Hammami, un journaliste d'investigation tunisien spécialisé dans le secteur de l'énergie, le projet cherche à profiter de la nouvelle législation tunisienne permettant la libéralisation de la production et de la distribution d'énergie verte, brisant le monopole de la Société Tunisienne d'Électricité et de Gaz et ouvrant la voie à l'exportation directe d'électricité par des entreprises privées. Selon lui, il s'agit d'une « prostitution étatique » qui confirme que le gouvernement tunisien se soumet à des diktats commerciaux allant à l'encontre de l'intérêt national.

Entre-temps, le gouvernement marocain, assisté de certains membres du consortium Dii, a obtenu des financements de bailleurs internationaux pour développer la plus grande centrale solaire à concentration (CSP) du monde à Ouarzazate. Envisagé à l'origine comme un projet d'exportation, mais ayant échoué à obtenir le soutien financier du gouvernement espagnol pour un câble sous-marin, le projet est maintenant présenté comme un moyen pour le Maroc d'augmenter son approvisionnement en énergie renouvelable. Toutefois, le rôle des multinationales dans le projet suscite toujours des critiques. M. Jawad, un militant d'ATTAC et du CADTM Maroc, s'inquiète du contrôle croissant exercé par les sociétés transnationales sur la production d'électricité dans son pays. Il considère que les projets comme celui de Ouarzazate sont une menace pour la souveraineté nationale dans le secteur de l'énergie propre, car des décisions cruciales affectant l'ensemble de la population sont prises par une poignée de technocrates, loin de tout processus de consultation démocratique.

### Un « développement durable » sans les communautés locales

Il est absurde de présumer que la libéralisation économique et le « développement » conduisent nécessairement à la prospérité, à la stabilité et à la démocratie, comme si le néolibéralisme et les projets de (sous-)développement de l'Occident n'avaient rien à voir avec les soulèvements arabes. Tout projet visant à produire une énergie durable doit être enraciné dans les communautés locales, être destiné à répondre et à subvenir à leurs besoins, et être centré sur la justice environnementale et énergétique.

C'est d'autant plus important quand on pense au « Printemps arabe » et aux exigences soulevées lors de ces révolutions : pain, liberté, justice sociale et souveraineté nationale. Les projets impliquant de grandes multinationales tendent à adopter une approche technocratique ou « top-down », ce qui augmente les risques d'expropriations, d'acaparement des terres et de pollution locale. Sans implication des communautés, rien



ne garantit que ces projets contribueront à soulager la pauvreté, à réduire le chômage ou à préserver un environnement sain.

Voilà où a péché l'initiative Desertec. Le projet impliquait très peu d'acteurs du Sud de la Méditerranée, et ces derniers étaient majoritairement des institutions publiques et des autorités gouvernementales, non les communautés locales qui auraient été affectées. La Fondation Desertec a publié un ensemble de critères pour garantir que des projets de production d'énergie solaire à grande échelle dans les régions désertiques soient réalisés de façon socialement et environnementalement responsable. Néanmoins, en l'absence de contrôle démocratique, de transparence et de participation citoyenne dans le processus de prise de décision, ces critères resteront lettre morte.

Autre question cruciale : ces projets permettront-ils un transfert de connaissances, d'expertise et de designs de technologies renouvelables aux pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ? Cela semble peu probable, étant donné la réticence habituelle des multinationales dans ce domaine et les enjeux liés à la propriété intellectuelle de ces technologies. Par exemple, les tubes à gaz (capteurs solaires thermiques) destinés aux centrales CSP d'Afrique du Nord sont tous fabriqués en Allemagne et les brevets des récepteurs de tubes en verre sont détenus par des sociétés allemandes. Sans un accès équitable à ces technologies, les pays du Sud de la Méditerranée resteront dépendants de l'Occident et des multinationales pour tout futur développement durable.

### **L'énergie solaire, une nouvelle rente pour les régimes autoritaires ?**

Pour en revenir aux révolutions arabes, Desertec s'est présenté comme une possible voie de sortie de crise en offrant de nouvelles opportunités à la région. Voilà qui est déconcertant, quand on pense que les parties prenantes du projet ont coopéré avec des élites corrompues et des régimes autoritaires, dont certains ont été renversés depuis et les autres continuent à opprimer leurs populations.

Au lieu de permettre un développement et une émancipation vis-à-vis des gouvernements répressifs, les grandes centrales CSP, par nature centralisées, sont une source idéale de revenus pour des régimes corrompus et autoritaires (comme en Algérie, en Égypte et au Maroc) et pourraient donc contribuer à leur maintien au pouvoir. Pour illustrer ce risque, prenons l'exemple de l'Algérie.

Le pétrole et le gaz constituent une source de revenus pour le régime algérien depuis des décennies. Ces revenus sont utilisés pour acheter la paix sociale et conserver une certaine mainmise sur le pouvoir. Alors que la guerre civile (ou, plus précisément, la guerre « contre les civils ») faisait rage en Algérie, et tandis que l'État et les islamistes fondamentalistes commettaient des exactions systématiques, BP a signé un contrat d'une valeur de 3 milliards de dollars en décembre 1995, lequel l'autorisait à exploiter les gisements de gaz du Sahara pour les 30 années à venir. Un mois plus tard, Total concluait un accord semblable d'une valeur d'un milliard et demi de dollars et en novembre 1996 un nouveau pipeline était inauguré, fournissant du gaz à l'UE, le pipeline



Maghreb-Europe qui passe par l'Espagne et le Portugal. Ces contrats ont sans aucun doute conforté le régime à un moment où ce dernier commettait des violences systématiques dans tout le pays et qu'il se trouvait dans une période d'isolement international.

### « Laissez la lumière du soleil aux peuples du désert ! »

Enchaînées à l'Algérie par des investissements massifs, ces sociétés et l'Union européenne avaient tout intérêt à éviter la chute de ce régime répressif, et ils ont donc accepté la « guerre sale » du régime algérien au cours des années 1990. Un méga-projet de production d'énergie renouvelable tel que Desertec, qui lie les économies européennes à des gouvernements corrompus de la région MENA, causerait exactement le même genre de problèmes.

Qu'il s'agisse d'énergie fossile ou renouvelable, les projets qui ne profitent pas aux personnes vivant là où cette énergie est produite, qui servent à soutenir des régimes répressifs et autoritaires ou qui n'enrichissent qu'une toute petite minorité d'élites et de multinationales voraces sont scandaleux, et il faut s'y opposer.

Les partisans de projets d'exportation d'énergie propre apparemment inoffensifs comme Desertec doivent s'assurer qu'ils ne soutiennent pas une nouvelle vague d'« accaparement des sources d'énergie renouvelable ». Après le pétrole, le gaz (y compris les non-conventionnels), l'or, les diamants et le coton, l'énergie solaire servira-t-elle à son tour à maintenir la domination impérialiste de l'Occident sur le reste de la planète ? Au lieu d'adopter de tels projets gargantuesques, nous devons plutôt soutenir des projets décentralisés à petite échelle qui seront gérés et contrôlés démocratiquement par les communautés locales et qui promeuvent l'autonomie énergétique. Si nous ne voulons pas reproduire la tragédie des énergies fossiles, nous devons proclamer haut et fort : laissez la lumière du soleil aux peuples du désert !

Traduit de l'anglais par Anne-Sophie Ronvaux.



# Projets de développement durable au Maroc : Protéger l'environnement ou protéger les profits ?

PAR JAWAD. M

*« Il y a suffisamment de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous, mais il n'y en a pas assez s'il s'agit de satisfaire le désir de possession de certains »* Gandhi

*« Aucun problème ne peut être résolu avec le même niveau de conscience qui l'a créé. »* Albert Einstein

**L**a crise écologique globale est la plus importante forme de crise de civilisation que connaît le monde capitaliste contemporain. La majorité des spécialistes et scientifiques s'accordent aujourd'hui sur la relation entre cette crise et les activités humaines ou plus exactement avec le mode de production, de distribution et de consommation capitaliste imposé à l'ensemble des citoyens du monde à travers le contrôle grandissant qu'exercent les multinationales sur tous les domaines de la vie (eau, air, plantes, médias, santé, éducation...). Ces scientifiques s'accordent aussi sur la gravité de la situation écologique de notre planète et la nécessité de maintenir la température du globe qui ne cesse d'augmenter à cause de l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Leur objectif est de limiter cette augmentation de température à 2°C, au-delà desquels nous atteindrons un point de non retour dont les conséquences sont difficiles à prévoir aujourd'hui, notamment avec la fonte des glaces dans l'Arctique et la libération de l'hydrate de méthane emprisonné pendant des millions d'années principalement dans les fonds marins de l'Arctique et dans le permafrost (pergélisol) de Sibérie.

Comme c'est la doctrine libérale qui domine le monde d'aujourd'hui, les tenants de l'économie ont créé pour le climat un marché ou plus exactement des marchés : marché des crédits de carbone déjà adopté par le protocole de Kyoto ainsi que le Mécanisme de développement propre (MDP), marché de déforestation qui est présenté comme une grande nouveauté. Résultat, et avant même sa ratification, des multinationales ont déjà accaparé des milliers d'hectares de forêts en chassant des populations locales de leurs terres.



© D.R.

L'industrie minière au Maroc représente 10% du PIB et elle porte principalement sur l'extraction du phosphate.

Au Maroc, et à l'image de ses alliés occidentaux, certains décideurs et grands patrons cherchent à profiter de cette nouvelle aubaine que représentent les projets de développement propres. Ils sont en recherche de nouvelles possibilités d'enrichissement et d'accumulation de profits, cette fois sous prétexte de la protection de l'environnement et du développement durable.

Développement durable ? De quoi parle-t-on ? Quoi de neuf avec la nouvelle Charte nationale pour l'environnement et le développement durable CNEDD (2010) ? Quelle est la nature des nouveaux projets « verts » en cours au Maroc ? Qui va payer et qui en profite ? Y a-t-il des alternatives ?

### Développement durable : de quoi parle-t-on ?

« Développement durable » est l'une des expressions en vogue aujourd'hui et qu'on retrouve partout, dans tous les discours des gouvernements de droite comme ceux de gauche, des patrons d'entreprises, de défenseurs de l'environnement, etc. Tout le monde l'utilise, sans en maîtriser le vrai sens ou plutôt les vrais sens qui restent aujourd'hui insaisissables voire contradictoires. « Sustainable development », expression très mal traduite en français par « développement durable », est aujourd'hui un concept dévoyé.

Ceci dit, une des définitions qui présente un certain consensus est celle donnée par le Conseil mondial de l'environnement et le développement CMDE en 1987 (Rapport Brundtland : présidé par la ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland) :



*« Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».*

Mais depuis son apparition, ce concept a été réadapté aux exigences du « dieu » marché et des multinationales qui ont inventé et imposé leur propre définition dont celle de M. Fabiani, PDG British Petroleum (BP) France :

*« Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement. »*

Ce concept apparaît aujourd'hui davantage comme un compromis entre deux logiques pourtant contradictoires : une logique court-termiste, la logique du marché soutenue et prônée par une minorité parasitaire qui cherche à maximaliser ses profits en ayant la mainmise sur toutes les richesses et en les transformant toutes en marchandises (eau, air, rayon du soleil, santé, enseignement ; en 2009, 20% les plus riches du monde s'accaparent de 86% des richesses !) et une logique à long terme qui réclame notre responsabilité à préserver les écosystèmes, à préserver notre planète et ses richesses pour les générations futures. Cette logique est prônée par plusieurs organisations et militants pour la protection de l'environnement.

Si les défenseurs d'un tel compromis avec les multinationales et leurs patrons avancent le prétexte de les éduquer, de les influencer d'une façon progressive à adopter et s'approprier ce mode de développement responsable, le constat aujourd'hui est que ce sont eux qui se sont adaptés aux contraintes du marché et se sont même approprié la logique des financiers, se trouvant aujourd'hui perdus dans des considérations spéculatives de cours de tonnes de CO<sub>2</sub>.

### Situation environnementale au Maroc et effets du changement climatique

Le Maroc est situé dans la région MENA, une région qui, malgré le fait qu'elle soit la moins polluante au monde avec 4,5% des émissions de gaz à effet de serre, sera parmi les régions les plus touchées par l'impact de ces changements notamment en termes de ressources en eau déjà très limitées.

Pour le Maroc, une étude récente sur les effets du changement climatique en adoptant le modèle MAGIC / SCENGEN prévoit :

- L'augmentation du niveau des mers compris entre 2,6 et 15,6 cm en 2020.
- L'augmentation de la température comprise entre 0.7 et 1 degré en 2020 et entre 3 et 5 degrés en 2080.
- La baisse significative des précipitations, particulièrement dans les zones du Nord : 7 % en 2020, 20 % en 2040 et 40 % en 2080.
- Une augmentation des phénomènes extrêmes (sécheresse, inondations, etc.).
- Une chute des rendements agricoles pouvant atteindre 50% dans les années de sécheresse.
- Une régression des activités agricoles dans les zones côtières en raison de la forte salinité de l'eau.



En ce qui concerne la situation environnementale au Maroc, même les rapports officiels font état d'une dégradation manifeste dont le coût annuel est estimé par le gouvernement à 4% du PIB/an.

*Pollution des eaux de surface et des eaux souterraines et marines :*

- 90% des eaux usées sont déversés sans traitement dont 52% sont jetés dans la mer (370 m<sup>3</sup> des eaux usées urbaines et 940m<sup>3</sup> des eaux usées industrielles).
- 2% des déchets ménagers seulement sont recyclés ou jetés dans des décharges contrôlées.
- 930 000 tonnes de déchets industriels sont émis par an, dont 42% sont concentrés dans la région du Grand Casablanca.

*La dégradation des ressources naturelles et la biodiversité*

- 1670 espèces de plantes et 610 espèces animales, dont 85 espèces de poissons et 98 espèces d'oiseaux, sont menacées d'extinction (voir le rapport du Secrétariat d'État chargé de l'eau et l'environnement).
- Dégradation importante due à une absence quasi-totale de contrôle des zones d'exploitation minière et des carrières (sables, gravas...) avec des techniques d'extraction nocives pour l'environnement.

### Projets de développement durable au Maroc : qui en profite ?

Au Maroc, comme c'est le cas au niveau international, la protection de l'environnement est confiée à des sociétés qui portent une grande responsabilité dans la détérioration de la situation environnementale, tel que le groupe ONA. Ce groupe qui, à travers son bras minier « MANAGEM », a été à l'origine de la dégradation des écosystèmes dans la plupart de ses zones d'exploitations minières. L'exemple de la mine de « LBlida » dans la région de Jerrada à l'est du Maroc est éloquent. Cette région continue à souffrir des conséquences des déchets toxiques laissés par Managem après son départ en 1998.

Le groupe ONA, à travers son bras « vert » cette fois, "Nareva", se présente comme un « leader national » du secteur de l'eau et de l'environnement au Maroc. Dans son dernier rapport de conseil d'administration, le groupe ONA décrit ce secteur, aux côtés du secteur de la télécommunication, comme des « relais de croissance ».

Après avoir bénéficié d'un contrat unique dans la région – et peut-être au monde – de gestion déléguée des services d'irrigation dans la région de « SEBTEL Guerdane » au sud du Maroc pour une durée de 30 ans, NAREVA s'est dernièrement octroyé la part du lion des projets de production d'énergie éolienne avec trois grands projets d'un coût total de 3 milliards de dirhams (260 millions d'euros) :

1. A Akhfennir, à 100 km à l'est de Tarfaya au sud du Maroc, avec une capacité de production de 200 MW équivalent à la consommation d'une ville d'un million d'habitants.
2. La station « Foum laouad » à proximité de la ville de Laayoun avec une capacité de production de 100 MW.
3. La station « Alhaouma », dans la zone de Tanger.

Notons au passage que le président directeur de NAREVA « Mr Nakouch » est un ancien directeur de l'office national d'électricité, principal client de Nareva, un « *revolving door*<sup>1</sup> » à la marocaine cette fois !

Fin mars 2010, NAREVA a rejoint le grand projet « DESERTEC », aux côtés de grandes multinationales telles que Siemens, ABB, la Deutsche Bank, ABENGOA... Ce grand projet vise à couvrir 15% des besoins en énergie de l'Europe grâce à un réseau de centrales solaires dans un certain nombre de sites qui s'étendent du Maroc à l'Ouest à l'Arabie saoudite à l'Est.

Le coût total est estimé à 400 milliards d'euros dont 350 pour la réalisation des stations et 50 milliards d'euros pour les lignes de transmission nécessaires pour rejoindre l'Europe.

Cette interconnexion ainsi que l'initiative « Transgreen<sup>2</sup> » et le plan solaire méditerranéen laissent présager un nouveau transfert de ressources énergétiques du Sud vers le Nord et donc le risque d'accaparement par ces grandes multinationales de ces nouvelles formes d'énergie qui vont encore une fois être assujetties à leur logique, la seule, celle de la maximisation de leurs profits.

### Plan Maroc solaire

Un autre méga-projet a été présenté fin 2009 au Maroc devant le roi et en présence de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, à Ouarzazate au sud du Maroc. Il s'agit d'un projet de production électrique d'origine solaire. Un projet pharaonique d'un coût total estimé à 9 milliards de dollars et d'une capacité de production d'ici l'année 2020 de 2000 MW, ce qui représente 1/10<sup>e</sup> du Plan Solaire pour la Méditerranée.

Le projet se décompose en 5 sites, qui seront réalisés d'ici à 2020 à Ouarzazate (500 mégawatts), Laâyoune, Boujdour (Sahara), Tarfaya (au sud d'Agadir) et Ain Beni Mathar (à l'est de Fès, centre). L'ensemble s'étendra sur une superficie totale de 10.000 hectares. Un organisme spécial a été créé pour la gestion de ce projet, la MASEN (Moroccan Agency for Solar Energy) dont le patron n'est autre que Mustapha Bakouri, ancien patron de la caisse de dépôt et de gestion marocaine CDG. Si le texte final de la charte tarde à venir, la loi 57/09 portant sur la création de cette agence a été adoptée par les deux chambres en un temps record, une autre loi a aussi été votée, autorisant l'exportation d'énergie.

La cadre réglementaire étant mis en place, le modèle de financement est en cours de finalisation aujourd'hui. Les déclarations des différents responsables du projet laissent entendre qu'il sera aussi structuré selon le schéma dit « Build Own Operate and Transfer ». En clair, l'opérateur privé se charge de la construction de l'infrastructure nécessaire, la production de l'énergie et sa revente à l'ONE (office national de l'électricité).

1 Le terme « revolving door » désigne dans le milieu des affaires le fait qu'un haut-fonctionnaire d'État aille travailler dans une entreprise privée, faisant ainsi bénéficier cette entreprise de ses liens et connaissances.

2 TRANSGREEN est une initiative industrielle d'envergure qui a pour objectif la création d'un grand réseau de transport d'électricité entre les deux rives de la Méditerranée.





© D.R.

Des panneaux d'une centrale solaire concentrée à Ouarzazate, Maroc. La première phase du projet sera réalisée courant 2015.

Avec un engagement d'achat de l'ONE sur une période de 20 à 30 ans, ce modèle de production concessionnelle, appelé encore partenariat public-privé, a déjà coûté très cher aux Marocains dans le secteur de la production d'électricité comme dans d'autres secteurs. La production d'électricité au Maroc est assurée à plus de 50% par des sociétés privées à travers des contrats trop généreux signés dans les années 1990 qui sont à l'origine du déséquilibre financier que connaît, aujourd'hui, l'ONE.

La production de l'énergie électrique à partir de sources renouvelables sera ainsi sous le contrôle des multinationales, ce qui pose des questions par rapport à notre souveraineté nationale vis-à-vis de ce secteur stratégique pour l'ensemble de l'économie. Une autre question se pose quant à la légitimité de ces décisions politiques et stratégiques qui auront un grand impact sur l'avenir de notre pays et qui sont prises par une poignée de technocrates loin de tout processus démocratique et sans aucune consultation des populations qui auront encore une fois à payer les conséquences économiques, sociales et écologiques de tels choix.

#### *Mécanismes de financement des projets « verts »*

D'autres mécanismes financiers ont été créés pour accompagner ces différents projets dits de développement durable, des fonds alimentés par l'argent des contribuables et qui ne manquent pas d'attirer les convoitises des sociétés « vertes » de tous bords :

- Fonds de développement énergétique (FDE) doté de \$1 milliard et créé en 2008.
- Fonds de contrôle de la pollution industrielle.
- Fonds national pour la protection et la restauration de l'environnement.
- Fond Capital Carbone Maroc dont la mission principale est d'acheter des crédits



carbones générés par des projets de développement propre (MDP) au Maroc par des investisseurs locaux en attendant de les revendre dans le marché mondial du carbone. Le capital de ce fond est de 300 millions provenant à 50% de la CDG, 25% de la caisse des dépôts française et 25% de la Banque européenne d'investissement.

### Y a-t-il des alternatives ?

Pour les alternatives, il faut d'abord que les militants ainsi que les spécialistes et scientifiques honnêtes se débarrassent de l'illusion d'une protection de l'environnement à travers les mécanismes du marché. Force est de constater qu'aujourd'hui, une partie des défenseurs de l'environnement y compris des ONG s'intègrent dans cette logique en adoptant le principe du moindre mal et du fameux « There is no alternative » de Thatcher. Heureusement, d'autres organisations dont le réseau « Climate Justice Now » (Justice Climatique Maintenant) militent pour démasquer le vrai visage du capitalisme vert et l'hypocrisie des décideurs et grands patrons qui cherchent avant tout et comme toujours la maximalisation de leur profits. Ces organisations militent aussi pour de vraies alternatives dans la perspective d'une rupture totale avec le mode de production, distribution et consommation capitaliste, telles que :

- L'imposition de taxes aux grands pollueurs à la hauteur des dommages causés par leurs activités industrielles.
- La réappropriation par les populations locales de leurs ressources naturelles et leur participation effective dans la gestion de ces ressources.
- L'annulation de la dette financière des pays pauvres, une dette qui reste dérisoire face à la dette historique et écologique dont les pays du Nord leur sont redevables.
- La relocalisation en rapprochant les lieux de production et les lieux de consommation, ce qui est en totale contradiction avec la théorie des avantages comparatifs.
- Sur le plan national, nous devons exiger un débat ouvert et transparent sur l'avenir énergétique de notre pays. Nous devons aussi exiger notre souveraineté sur ce secteur stratégique, une souveraineté qui passe nécessairement par la maîtrise effective de toutes les phases de production, gestion et distribution de ces énergies. Cela nécessite une gestion publique sous contrôle populaire, une gestion à caractère éco-social qui favorise les solutions techniques les plus écologiques et qui permette en même temps l'accès de la majorité des Marocains à ces ressources.



# La mascarade du commerce de carbone : Pourquoi les échanges de carbone ne sauveront pas la planète du changement climatique

PAR PATRICK BOND ET KHADIJA SHARIFE

L'Afrique se trouve-t-elle entraînée dans un cadre de politiques climatiques et de financements de projets basés sur les marchés financiers qui enrichissent essentiellement les spéculateurs et paupérissent les masses déjà pauvres du continent ? Suite à l'échec du sommet climatique mondial organisé par l'Afrique du Sud en décembre 2011, les négociateurs représentant les élites ont une fois de plus reporté des décisions importantes pour sauver la planète du réchauffement climatique et d'événements météorologiques de plus en plus extrêmes. Les nouvelles indications des Nations unies, de la Banque mondiale et de l'Union européenne suggèrent que les craintes qui s'accroissent en Afrique par rapport aux marchés carbone et la résistance contre ces derniers sont bien fondées.

**A**vant toute investigation des mécanismes des marchés du carbone, il est important d'examiner le contexte du moment. L'Afrique sera « cuite », comme l'a écrit dans son livre Nnimmo Bassey de l'ONG Environmental Rights Action du Delta du Niger. Selon Rajendra Pachauri, le président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, « les recettes nettes tirées de l'agriculture pourraient chuter de 90 % d'ici 2100 ». Les ravages climatiques entraîneront une désertification plus rapide, davantage d'inondations et de sécheresses, des pénuries d'eau plus accrues, une multiplication des famines, d'importants flux de réfugié(e)s encombrant les bidonvilles des mégalo-poles et la propagation du paludisme et d'autres maladies. Le danger est imminent, car huit des vingt pays que les experts du Centre du développement global anticipent d'être les plus durement touchés par les événements météorologiques extrêmes en 2015 sont africains : Djibouti, le Kenya, la Somalie, le Mozambique, l'Éthiopie, Madagascar, la Zambie et le Zimbabwe. Les proportions de ceux qui seraient affectés par ces tempêtes et sécheresses dans la corne d'Afrique sont les suivants : 14 % des Djiboutiens, 8 % des Kenyans, 5 % des Éthiopiens et 4 % des Somaliens.



En 2009, l'ancien Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a publié un rapport intitulé « L'anatomie d'une crise silencieuse » qui a fourni des estimations surprenantes concernant les dégâts déjà vécus :

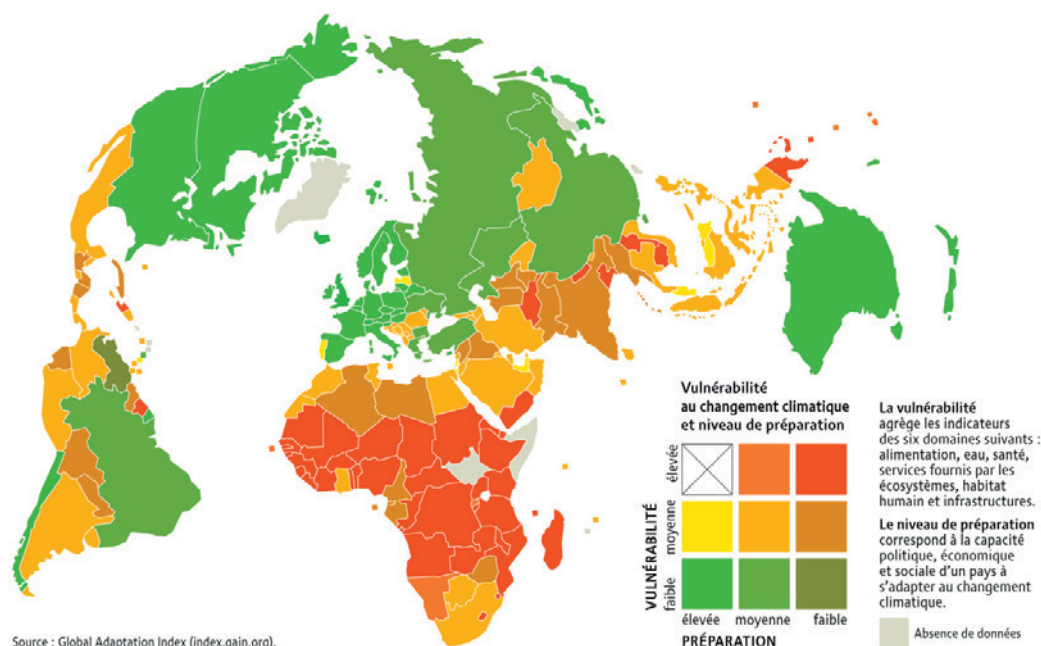
*« 325 millions d'individus sont gravement atteints par le changement climatique chaque année. Cette estimation est calculée en attribuant une proportion de 40 % relative à l'accroissement du nombre des catastrophes météorologiques dues au changement climatique, depuis 1980 jusqu'à présent, et une proportion de 4 % relative au total des personnes gravement atteintes par la dégradation environnementale, basée sur de mauvais résultats de santé. L'application de ce pourcentage estime que plus de 300 000 personnes perdent la vie chaque année à cause du changement climatique, soit à peu près l'équivalent d'un tsunami annuel dans l'océan Indien... Le changement climatique signifie une détérioration de la qualité environnementale, reflétée dans la réduction des terres arables, la désertification et l'élévation du niveau de la mer, toutes liées au changement climatique. »*

### L'Afrique est une victime du changement climatique

Que doit-on faire pour empêcher cela ? Notre propre réponse - inspirée des déclarations de la conférence de Cochabamba en Bolivie sur la justice climatique, tenue en avril 2010 - comprend le démantèlement du mécanisme de développement propre (MDP) et son remplacement par un système convenable de paiement de la dette écologique qui reversera directement les ressources financières aux victimes du changement climatique sans passer par les agences d'aide humanitaire, par des intermédiaires ou par des élites étatiques vénales.

Mais les récentes Conférences de parties (les COP de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, y compris la COP17 à Durban en décembre 2011) ont plutôt promu des solutions qui sont axées sur les marchés afin « d'attribuer un prix à la pollution » et, en même temps, de réduire les coûts associés à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. De plus, ces marchés, selon leurs défenseurs, ne sont pas seulement vitaux pour le financement de projets innovateurs dans les réductions d'émissions de carbone mais aussi pour assurer une source de revenus futurs, garantis par le Fonds vert pour le climat.

Si nous prenons cette logique au sérieux, ce qui intéresserait les Africains est une petite - mais importante - composante du marché des émissions : le Mécanisme du développement propre (MDP). Le MDP ne représente que 5 % du volume total des échanges de carbone et la grande majorité des financements a été attribuée seulement à quatre pays : le Mexique, le Brésil, la Chine et l'Inde. La stratégie a été établie dans le cadre du Protocole de Kyoto en 1997, qui vise à faciliter des solutions innovatrices de réduction des émissions de carbone ainsi que d'autres projets de développement alternatif, en attirant des fonds de la part des émetteurs des pays du Nord en échange d'autorisations pour la continuation de leur pollution. Les MDP génèrent des réductions d'émission certifiées qui agissent en tant qu'autre catégorie d'actifs à acheter, à vendre sur le marché. Le système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) est devenu le site principal pour le commerce du carbone, après qu'une tentative d'imposer une taxe sur le carbone à l'échelle européenne ait été avortée par un intense lobbying des entreprises.



(IMAGE ADAPTÉE PAR LE MONDE DIPLOMATIQUE).

### Vulnérabilité au changement climatique et niveau de préparation

#### Les marchés du carbone : échanger le carbone

Les MDP ont été créés pour permettre aux pays riches de s'engager dans des initiatives de réductions d'émissions au sein des pays à revenu faible et intermédiaire comme un moyen d'éviter les réductions directes. Pour être plus clair : le propriétaire d'un véhicule fortement polluant en Europe peut payer un pays africain pour qu'il s'abstienne de polluer d'une certaine manière, autorisant par là-même le propriétaire du véhicule à continuer ses émissions. Dans ce processus, les pays en voie de développement tirent, en principe, des avantages de projets d'énergie durables.

L'usage de telles « solutions basées sur le marché » vont, selon leurs partisans, faire baisser les coûts d'une transition à un monde post-carbone. Dans le cadre d'un système de plafonnements et d'échanges (après qu'un plafond ait été fixé pour les émissions totales), les grands pollueurs (entreprises ou gouvernements) pourraient acheter des permis de carbone encore plus chers à d'autres pollueurs qui n'en auraient pas besoin ou à ceux qui seraient disposés à vendre leurs permis pour un prix plus élevé que les profits qu'ils réalisent lors de leurs activités fortement polluantes comme la production, la génération d'énergie, l'agriculture, la consommation, le traitement des déchets et les transports.

Cependant, l'incitation à élever les prix et à accroître les volumes d'échanges disparaît sans une baisse continue du plafonnement des émissions. Le processus des COP a échoué à assurer les réductions nécessaires des émissions ainsi que le paiement de la dette climatique du Nord envers le Sud, dans le cadre du principe « le pollueur paie ». De ce fait, le processus n'a pas réussi à établir une voie de transition vers une société et une économie post-carbones. Dans un contexte de stagnation économique des pays riches





(qui figure dans l'annexe 1 du Protocole de Kyoto), d'une volatilité financière et d'une contraction de la demande pour les crédits de carbone, le monde est confronté à une hausse des sources d'offre de ces crédits dans un marché déjà sursaturé. De plus, la fraude continue, y compris dans le fameux projet pilote MDP de Durban en Afrique du Sud : la décharge de Bisasar qui convertit les émissions dangereuses du méthane en électricité.

La confiance induite du Protocole de Kyoto à l'égard des marchés financiers fait que la période 1997-2011 est considérée comme nulle pour l'action contre le réchauffement, alors qu'il était urgent que, dans cette période, l'humanité ait pris son avenir en main et assuré la survie planétaire.

### La privatisation de l'air

La frustration avec les projets MDP en Afrique a atteint un point critique en 2004 quand le Groupe de Durban pour la justice climatique s'est réuni pour une rencontre historique. Ce groupe, qui est un réseau global de sociétés civiles, a été formé pour s'opposer à la « privatisation de l'air », promue par le commerce du carbone. Une vingtaine de penseurs critiques et d'activistes dans le domaine de la justice environnementale, venant de tous les coins du monde, ont délibéré pendant plusieurs jours sur le sujet des solutions néolibérales proposées pour lutter contre le changement climatique. Nous étions concernés par le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne qui, non seulement a échoué dans le projet de réduction des quantités nettes des gaz à effet de serre en Europe, mais a aussi connu une volatilité extrême, un prix inadéquat, un potentiel pour la fraude et la corruption, et la possibilité d'une marginalisation par les marchés (un effet d'éviction) d'autres stratégies, plus appropriées à faire face à la crise climatique.

La critique peut être résumée en huit points :

- L'idée d'inventer un droit de propriété pour polluer est effectivement une « privatisation de l'air », ce qui représente un problème moral, vu l'importance grandissante des inégalités en matière de richesses.
- Les gaz à effet de serre sont complexes et leur production, en hausse, crée un impact non-linéaire qui ne peut pas être réduit à une relation d'échange de marchandises (une tonne de CO<sub>2</sub> produite dans un endroit contrebalancée par la réduction d'une tonne dans un autre, suivant le principe du commerce des émissions).
- Les entreprises qui sont en grande partie responsables de la pollution, avec les institutions financières internationales comme la Banque mondiale qui octroient des financements à l'industrie des combustibles fossiles, sont les forces motrices du marché, et il est certain qu'elles s'engageraient dans une corruption systémique pour attirer l'argent au sein du marché, même si ceci empêchait une véritable réduction des émissions.
- Un bon nombre de projets de compensation, comme les plantations d'arbres en monoculture, la protection des forêts et les projets de décharges produisant de l'électricité à partir du méthane, ont des conséquences désastreuses sur les communautés et les écologies locales ; ces projets sont fortement contestés car le carbone séquestré est beaucoup plus temporaire (puisque les arbres meurent) que le carbone émis.
- Le prix du carbone déterminé dans ces marchés est irrégulier, étant donné qu'il a



© ORIN LANGELE/GLOBAL JUSTICE ECOLOGY PROJECT

Journée mondiale d'action contre la Conférence des Pollueurs (COP) des Nations unies, le 3 décembre 2011 à Durban en Afrique du Sud. Le message sur la pancarte est le suivant : « Le changement climatique me tue. »

chuté de moitié en avril 2006, de deux tiers en 2008 et de 50 % de plus en 2011, faisant de l'idée qu'il y aurait un mécanisme de marché efficace pour faire des énergies renouvelables un investissement rentable une grosse farce.

- Les marchés de carbone risquent sérieusement de devenir incontrôlables et de se transformer en une bulle spéculative de plusieurs milliards de dollars, similaire aux instruments financiers exotiques associés à l'effondrement d'Enron en 2002 (plusieurs anciens employés d'Enron occupent les marchés de carbone).
- Étant une « fausse solution » au changement climatique, le commerce du carbone encourage simplement de petits changements marginaux et nous détourne ainsi d'un vaste éventail de changements structurels que nous devons adopter dans les domaines de l'extraction matérielle, la production, la distribution, la consommation et l'élimination des déchets.
- L'idée de solutions basées sur le marché afin de résoudre l'échec du marché (les externalités) est une idéologie qui est rarement raisonnable, particulièrement après le pire échec financier que le marché ait connu à l'échelle mondiale et certainement pas lorsque l'idée même des produits dérivés - un actif financier dont la valeur sous-jacente est dérivée à plusieurs niveaux et qui est soumise à une variabilité extrême - a été remise en cause.

### Bisasar Road : Un échec parmi d'autres

La décharge de Bisasar Road est un important projet cobaye du MDP. Le méthane, produit à partir des ordures, y est converti en électricité puis renvoyé au réseau municipal. Khadija Sharife soutient que le MDP a été établi d'une façon illégale car il ne passe pas le test décisif et nécessaire pour mobiliser des financements internationaux, voire « l'ad-



ditionalité ». Pour que les projets soient qualifiés, ils doivent prouver qu'ils ne sont pas rentables sans l'élément MDP, que ces financements rend « additionnel » au statu quo.

Les défenseurs de ce projet avancent que le coût estimé de 100 millions de rands (16 millions de dollars) ne serait pas justifié par les petites quantités d'électricité introduites dans le réseau municipal de Durban et par conséquent les 100 millions de rands devraient venir de sources externes. Mais les responsables de Durban avancent que le projet de génération d'électricité à partir du méthane à Bisasar Road aurait été réalisé, même sans les crédits extérieurs. Ce qui est scandaleux...

L'histoire de Bisasar Road est intrinsèquement liée au racisme environnemental. Déjà en 1980, la décharge - qui est la plus grande en Afrique - a été plantée au milieu de la banlieue Clare Estate qui abrite une communauté largement noire. Ceci a été possible à cause des lois de la période de l'apartheid. Les responsables de l'African National Congress ont promis de fermer le site en 1994 quand l'apartheid a pris fin. Cependant, le site a été laissé ouvert par la municipalité après qu'on lui ait fait miroiter 15 millions de dollars de financements issus des émissions. De plus, l'héritage toxique de ce site comprend le décès d'une organisatrice communautaire, Sajida Khan, à cause d'un cancer provoqué par la décharge. Peu après sa mort, Durban commençait à recueillir des fonds d'investisseurs privés (14 dollars par tonne) pour le projet.

### Un modèle européen

L'Union européenne (UE) a développé son programme-phare, les Échanges de quotas d'émissions (Emissions Trading Scheme, ETS) en le promouvant comme la solution. Toutefois en 2007, le Commissaire européen à l'énergie a admis que l'ETS était un échec. Même les analystes des banques multinationales comme Citigroup ont concédé que « l'ETS n'a rien fait pour réduire les émissions(...) [et] il représente une taxe très régressive qui touche essentiellement les pauvres. A-t-il atteint ses objectifs ? ». Les prix ont augmenté, les émissions sont en hausse et les profits s'accumulent...

Alors, la réponse n'est pas vraiment « qui sont les gagnants et qui sont les perdants ? ». Les services énergétiques : des gagnants. Les générateurs nucléaires et les centrales au charbon : de grands gagnants. Les fonds spéculatifs et les traders en énergie : des gagnants encore plus grands. Les perdants sont les consommateurs ! Déjà en 2007, le *Wall Street Journal* a écrit que les échanges d'émissions « généreraient beaucoup d'argent pour certaines grandes entreprises, mais ne croyez pas un instant que cette mascarade servira à grand chose face au réchauffement global ».

Certains projets au Sud ont été exposés à maintes reprises : le fameux projet d'arbres de monoculture au Brésil a obtenu des fonds colossaux en dépit des conséquences terribles pour les communautés et les écosystèmes locaux. Une investigation par le *Times* sur l'investissement dans la plantation d'arbres au Mozambique - un projet soutenu par des célébrités très en vue comme l'acteur Brad Pitt - a conclu qu'« il est presque impossible de garantir que les arbres survivront la période de temps nécessaire pour compenser de considérables émissions de



carbone ». Un rapport par TransNational Institute Carbon Trade Watch a remarqué que « *ces échecs ne sont pas causés par quelques difficultés initiales, mais sont par contre symptomatiques des grandes difficultés à déterminer la valeur du « carbone », une marchandise qui n'a pas de rapport avec un quelconque simple objet réel dans notre monde* ».

L'ETS a été discrédité encore une fois en décembre 2009 quand l'Europol a découvert que les échanges dans certains pays européens, pouvant atteindre les 90%, sont de flagrantes fraudes fiscales.

### Les échecs interminables du marché

Bref, le retour de cette folie du marché dans le cadre des négociations climatiques est une dangereuse déviation de la dure réalité : les États-Unis, la Chine, l'Afrique du Sud et la plupart des autres grands émetteurs veulent éviter de prendre des engagements contraignants qui sont nécessaires pour limiter l'augmentation des températures globales, idéalement en-dessous de 1.5°C, une limite sur laquelle les chercheurs insistent beaucoup. Ces pays s'efforcent de remplacer le Protocole de Kyoto, déjà faible (mais au moins contraignant) avec l'Accord de Copenhague qui est volontairement plein de failles. Et naturellement, l'échec des pays du Nord à assumer leur responsabilité et à payer leur énorme dette climatique continue. La somme totale offerte par le Nord pour le monde entier n'était que de 30 milliards de dollars entre 2010 et 2012, selon les promesses faites à Copenhague. Au moment de la COP17 à Durban, il est devenu clair qu'il n'était pas réaliste de voir le flux de 30 milliards de dollars du Nord au Sud se réaliser.

Les négociateurs des pourparlers climatiques devraient savoir que le commerce du carbone est une farce qui ne fera rien pour réduire le réchauffement climatique. Ce qui a été conçu comme un système d'incitation pour garantir une stabilité et une sécurité aux investisseurs en énergies propres est devenu totalement l'inverse. Un bas prix de carbone qui ne cesse de dégringoler (les contrats à termes étaient de 4 dollars/tonne à la mi-décembre 2011, chutant d'un pic sept fois supérieur, six ans auparavant) est inefficace pour stimuler le type d'investissements nécessaires pour trouver des alternatives énergétiques. Par exemple, une estimation de 50 dollars/tonne est nécessaire pour activer les investissements du secteur privé dans la « capture et le stockage du carbone » et dans les technologies qui n'existent pas encore (dangereuses aussi) par lesquelles des centrales de charbon pourraient théoriquement enterrer du dioxyde de carbone, émis lors de la génération d'électricité. La volatilité extrême liée aux échanges d'émissions a montré clairement qu'il ne faut pas se fier aux forces du marché pour discipliner les pollueurs.

Les seuls vrais gagnants des marchés des émissions sont les spéculateurs, les financiers, les consultants (y compris certains au niveau des ONG) et les escrocs du secteur énergétique qui ont réalisé des milliards de dollars de profits à travers des ventes de crédits notionnels de réduction des émissions. Alors que l'air même a été privatisé et transformé en marchandise, les communautés démunies ont souffert dans le monde entier. Les ressources et l'énergie ont été aussi détournées des vraies solutions.



# À la croisée des chemins entre l'économie verte et les droits de la nature

PAR PABLO SOLON

Près de mille dauphins gisent, morts, sur la plage. Cinq milles pélicans ont également été trouvés morts. Quelle est la cause de ce massacre ? Plusieurs explications sont avancées. Certains disent que c'est l'exploration pétrolière en mer alors que d'autres estiment que ces oiseaux ont péri à cause de la disparition de leur nourriture principale, c'est-à-dire les anchois, due au réchauffement soudain des eaux côtières, une conséquence du changement climatique. Quelle que soit l'explication, le fait est que pendant les derniers mois, la côte péruvienne est devenue un témoin silencieux de ce que le système capitaliste fait à la nature.

**D**urant la période de 1970 à 2008, le système planétaire a perdu 30% de sa biodiversité. Ce pourcentage s'élève à 60% dans les zones tropicales. Ceci ne se produit pas par hasard ; c'est le résultat d'un système économique qui chosifie la nature et la considère simplement comme une source de richesses naturelles. Pour les capitalistes, la nature est essentiellement un objet à posséder, à exploiter, à transformer et, plus particulièrement, dont il faut tirer profit.

## L'économie verte triche avec la nature en tirant profit de cette dernière

L'humanité est au bord d'un précipice. Au lieu de reconnaître que la nature est notre foyer et que nous devons respecter les droits de tous les êtres de la communauté terrestre, les entreprises transnationales sont en train de promouvoir plus de capitalisme sous la désignation ambiguë « d'économie verte ».

Selon les défenseurs de cette désignation, l'erreur que le capitalisme aurait commise (et qui serait à l'origine des diverses crises actuelles) est que les marchés libres ne sont pas allés assez loin. « L'économie verte » viendra donc intégrer entièrement la nature à son capital. Les promoteurs de cette économie s'empressent d'identifier les fonctions spécifiques des écosystèmes et de la biodiversité qui pourraient être tarifées et ramenées au marché mondial comme du « capital naturel ».





©AP PHOTO/NESTOR SALVATIERRA / AP2012

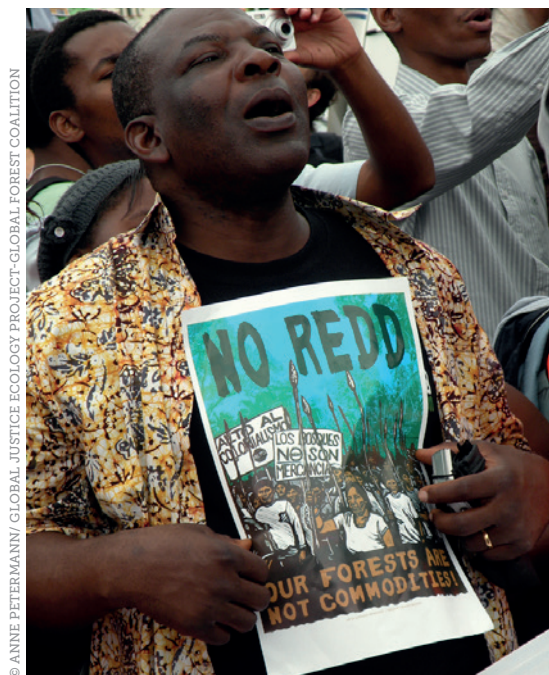
Sur cette photo, datée du 6 avril 2012, des représentants officiels se tiennent près de carcasses de dauphins, au bord de la plage Pimentel à Chiclayo au Pérou.

On peut lire dans un rapport d'Ecosystem Marketplace une description, d'une franchise brutale, des raisons qui motivent les partisans de l'économie verte :

*« Etant donné leur énorme impact sur nos vies quotidiennes, il est étonnant qu'on n'accorde pas une plus grande attention, voire plus de budget, aux services éco-systémiques. Les écosystèmes offrent des trillions de dollars autour de l'eau potable, de la protection contre les inondations, des terres fertiles, de l'air pur, de la pollinisation et du contrôle des maladies, pour ne citer que quelques exemples. Ces services sont essentiels pour maintenir des conditions de vie adéquates et sont offerts par les plus grands services publics au monde. La valeur et l'ampleur de ces services éco-systémiques sont bien supérieures à tout ce que les autres services (électricité, gaz et eau) pourraient réaliser un jour. En plus, l'infrastructure (ou bien les actifs durables) qui génèrent ces services sont simplement des écosystèmes sains. Alors, comment peut-on se procurer cette infrastructure extrêmement précieuse et obtenir ses services ? De la même façon que nous l'avons fait pour l'électricité, l'eau potable et le gaz naturel : en payant pour ces services. »*

L'objectif n'est pas seulement de privatiser des biens matériels qui proviennent de la nature, comme le bois des forêts, mais aussi de privatiser les fonctions et les processus de la nature, de les désigner en tant que services environnementaux sur lesquels on met des prix pour les intégrer au marché. Dans le même rapport, les auteurs ont déjà estimé les valeurs annuelles de ces services environnementaux.

Pour illustrer cela, prenons l'exemple phare de « l'économie verte » : la Réduction des Emissions imputables à la Déforestation et à la Dégénération des forêts (REDD). L'objectif



© ANNE PETERMANN / GLOBAL JUSTICE ECOLOGY PROJECT-GLOBAL FOREST COALITION

Journée mondiale d'action contre la Conférence des Pollueurs (COP) des Nations unies, le 3 décembre 2011 à Durban en Afrique du Sud.

de la REDD est d'isoler l'une des fonctions des forêts, voire leur capacité à capturer et à stocker le carbone, puis de mesurer les quantités de CO<sub>2</sub> qu'elles pourraient séquestrer. Une fois que la valeur du stockage potentiel du carbone de telle forêt est estimée, des crédits de carbone sont émis et vendus aux pays riches et aux grandes entreprises qui les utilisent pour compenser, ou acheter et vendre, des autorisations pour des activités polluantes dans les marchés de carbone. À titre d'exemple, si l'Indonésie, qui souffre d'un taux de déboisement de 1.700.000 hectares par an, ne déboisait que 1.500.000 hectares l'année prochaine, elle pourrait vendre sur le marché REDD des crédits de carbone pour les quantités de CO<sub>2</sub> stockées par les 200.000 hectares restants.

En théorie, la REDD offre une incitation monétaire pour ne pas déboiser. En réalité,

les entreprises qui achètent des crédits de carbone peuvent rejeter dans l'atmosphère les quantités de CO<sub>2</sub> qu'elles ont payées. En d'autres mots, les crédits de carbone sont des permis de pollution pour les riches. En outre, les pays qui réduisent leur déboisement sont les seuls à pouvoir mettre des crédits de carbone sur le marché. De ce fait, si une région a toujours préservé ses forêts, elle ne sera pas capable de vendre de crédits de carbone pour réduction de déboisement. Alors pour se préparer à la REDD, on voit aujourd'hui dans certaines parties du Brésil, par exemple, des arbres qui sont coupés dans le but d'accroître la déforestation pour que la future « réduction » de déboisement et pour que les montants des crédits de carbone sur le marché soient plus élevés.

La REDD est simplement le visage de « l'économie verte » pour les forêts. Le système entier triche avec la nature en tirant profit de celle-ci. Imaginons alors le scénario catastrophique dans lequel la même logique est appliquée à la biodiversité, à l'eau, au sol, à l'agriculture, aux océans, à la pêche et ainsi de suite. Il convient également d'ajouter la proposition d'utiliser la géo-ingénierie et d'autres technologies pour exacerber l'exploitation, la manipulation et la perturbation de la nature afin de créer de nouveaux marchés spéculatifs.

Pour encourager une telle agression de la nature, les capitalistes ont d'abord qualifié leur économie cupide « d'économie verte ». Ensuite, ils font dire aux gouvernements, à court d'argent, que le seul moyen d'obtenir les milliards de dollars nécessaires pour la préservation, entre autres, de l'eau, des forêts, de la biodiversité et l'agriculture serait d'avoir recours à des investissements privés. Mais le secteur privé n'investira pas ses



profits - accumulés à partir de l'exploitation de la main-d'œuvre et des biens matériels de la nature - sans des mesures incitatives. Les gouvernements doivent donc leur offrir ce nouveau business qui consiste à tirer profit des processus et fonctions de la nature.

La plupart des promoteurs de « l'économie verte » sont très francs à ce sujet : s'il n'y a pas de tarification (valorisation) de certaines fonctions de la nature ainsi que des nouveaux mécanismes de marché et des garanties pour leurs profits, le secteur privé n'investira pas dans la biodiversité et les services éco-systémiques.

### « On ne commande à la nature qu'en lui obéissant »

« L'économie verte » sera réellement destructive car elle est fondée sur le principe que l'application des règles du marché sauverait la nature. Comme l'a dit le philosophe Francis Bacon : « *On ne commande à la nature qu'en lui obéissant.* »

Au lieu de mettre un prix sur la nature, il faut plutôt reconnaître que les humains font partie de cette nature et qu'elle ne peut être réduite à un bien à posséder ou à un simple fournisseur de ressources. La planète est un système vivant, elle constitue notre foyer et représente une communauté d'êtres et de parties d'un système entier, qui sont interdépendants. La nature possède ses propres règles, gouvernant son intégrité, ses interactions, sa reproduction et sa transformation. Ce sont des règles qui ont bien fonctionné pendant des millions d'années, et les États et la société doivent les respecter et assurer qu'elles prévalent et qu'elles ne soient pas perturbées. Cela signifie qu'il faut admettre que la Terre-Mère a des droits.

Les scientifiques et chercheurs n'ont pas cessé de nous dire que nous faisons tous partie du système terrestre qui inclue l'atmosphère, la biosphère, la lithosphère et l'hydrosphère. Nous, humains, nous ne sommes qu'un élément de la biosphère. Alors comment se fait-il que nous soyons les seuls à avoir des droits et que tout le reste est considéré comme du matériel au service de la vie humaine ? Parler d'équilibre au sein du système terrestre veut aussi dire parler des droits de toutes les composantes de ce système, des droits qui ne sont pas les mêmes pour tous les êtres et composantes puisque ceux-ci ne sont pas identiques. L'idée que seuls les humains puissent jouir de privilèges alors que les autres êtres vivants ne seraient que des objets constitue ainsi la pire erreur.

Pourquoi devrait-on respecter les lois des êtres humains et pas celles de la nature ? Pourquoi appelle-t-on celui qui tue son voisin un criminel mais pas celui qui est responsable de l'extinction des espèces ou celui qui contamine une rivière ? Chacun de nous tous, et absolument tous, compte sur la vie du système terrestre. Il existe une contradiction reconnaissance exclusive des droits pour les humains, tandis que le reste du système terrestre est réduit à une opportunité commerciale au sein de « l'économie verte ». Dans un système interdépendant, les êtres humains ne sont qu'un élément de l'ensemble ; alors, ce n'est pas possible de reconnaître des droits seulement pour la composante humaine sans provoquer un déséquilibre du système. De ce fait, il est nécessaire de reconnaître et d'appliquer de manière effective les droits de la nature afin de garantir les droits humains et de rétablir l'harmonie avec la nature.



La nature ne pourra pas être assujettie aux volontés des marchés ou des laboratoires scientifiques. La réponse, pour notre avenir, ne réside pas dans les inventions scientifiques qui tentent de tromper la nature, mais dans notre capacité à écouter celle-ci. Les sciences et les technologies peuvent accomplir beaucoup de choses, y compris la destruction même du monde existant. Il est temps d'arrêter la géo-ingénierie et toutes les manipulations artificielles du climat, de la biodiversité et des semences. Les humains ne sont pas des dieux. Le système capitaliste est hors contrôle et, comme un virus, finira par tuer le corps qui le nourrit, ce qui endommagera le système terrestre et rendra la vie impossible pour les humains. Il faut renverser le capitalisme et développer un autre système fondé sur la Communauté de la Terre.



# S'ORGANISER POUR SURVIVRE





# La révolution et le changement climatique en Egypte

## UN ENTRETIEN AVEC MAHIENOUR EL-MASSRY

Cet entretien réalisé par Mika-Minio Paluello avec Mahienour El-Massry, une révolutionnaire égyptienne, tourne autour de la menace climatique qui pèse sur Alexandrie, sa ville natale, et le contexte plus large des luttes de justice climatique et environnementale en Egypte. El-Massry compte des années d'expérience, soutenant les communautés et les travailleurs qui se trouvent dans la ligne de mire de la pollution. Plus récemment, elle a examiné les impacts du changement climatique sur les paysans pauvres du Delta du Nil.

**E**l-Massry est une fervente opposante au régime militaire ainsi qu'aux Frères musulmans. Après le coup d'État et l'arrivée de l'armée au pouvoir durant l'été de 2014, elle a établi des structures de soutien pour les réfugié(e)s syrien(ne)s et palestinien(ne)s, confronté(e)s à la persécution. En mai 2014, elle a été emprisonnée pendant six mois pour avoir organisé une petite manifestation à l'extérieur de la salle d'audience où se tenait le procès des deux policiers qui ont tué Khaled Saïd. Après une courte remise en liberté, elle a été de nouveau condamnée à 15 mois de prison en mai 2015 pour avoir protesté contre les Frères musulmans en 2013.

*Cet entretien a été mené en avril 2014, lors d'une visite chez les cultivateurs de mangue et de goyave, près d'Idkou sur le Delta du Nil.*

**Mika :** J'ai entendu parler de vos voyages dans le Delta du Nil et de vos rencontres avec les paysans dont les champs sont devenus salants. Pouvez-vous nous parler de ce qui vous a poussé à vous engager dans les questions climatiques ?

**Mahienour :** Je suis d'Alexandrie et j'ai toujours su que notre ville pourrait être touchée par les effets du changement climatique. Nous avons grandi en voyant les blocs de béton qui protégeaient le littoral. Mais c'est seulement en faisant des recherches sur le changement climatique et la migration avec Shora Esmailian que j'ai compris à quel point ces questions sont très importantes. J'ai réalisé aussi l'ampleur de la destruction potentielle de la nature et comment la violence du changement climatique est modelée par la classe dirigeante, sans se soucier des vies des pauvres et des petits paysans les plus touchés et ruinés.



© SHORA ESMAILIAN.

Mahienour El-Massry travaillant avec les communautés qui sont dans la ligne de mire du changement climatique sur le Delta du Nil.

Alors, je me suis rendue compte que les blocs de béton à Alexandrie n'existaient pas dans les régions démunies comme Baheri. Toutes les défenses côtières ont été réalisées pour défendre les riches. On peut constater la même chose dans les autres régions comme Dumyat et Rass El-Barr. Les constructions de protection sont bâties afin de défendre les stations touristiques, les usines des entreprises, l'infrastructure pétrolière et les installations militaires. Sûrement pas là où les gens ordinaires vivent.

**Mika :** Est-ce que vous avez le sentiment que les gens sont en train de se mobiliser autour des voies justes et radicales pour faire face au changement climatique ?

**Mahienour :** J'ai entendu beaucoup de gens dire que « le changement vient de l'extérieur et on ne peut rien faire. Il faut juste faire avec ».

Mais il existe des exceptions, particulièrement près des usines, où les populations perçoivent le rôle que jouent le pouvoir et la classe dominante. La communauté de Wadi Al-Qamar, par exemple, vit à côté d'une grande usine de ciment, détenue par Lafarge et Titan, des entreprises française et grecque, respectivement.

Il y a une grande pollution, beaucoup de jeunes enfants sont atteints d'asthme et d'autres maladies bronchiales. Par conséquent, la communauté s'est battue pendant des années pour faire installer des filtres par les propriétaires. Lafarge et Titan ont refusé et ne voulaient pas, non plus, fournir un soutien médical, bien qu'elles obtiennent des subventions gouvernementales pour les combustibles et l'électricité. Alors, les travailleurs



ont fait une grève en février 2013, demandant des traitements médicaux. La police a attaqué les protestants et a lâché ses chiens ; deux ouvriers ont été jetés du deuxième étage, puis arrêtés. Ils n'ont pas été autorisés à voir un médecin en prison, en dépit de leurs fractures. On a dû lutter avec force pour obtenir leur libération.

Aujourd'hui, la cimenterie de Lafarge est en train de procéder à une transition au charbon, ce qui signifie encore plus de pollution et de maladies avec des conséquences climatiques pires, qui auront pour effet la dégradation de la santé publique, particulièrement ici en Egypte. Dès lors, les gens du Wadi Al-Qamar s'organisent pour protester.

**Mika :** L'Egypte sera profondément transformée par le changement climatique dans les prochaines vingt années. Personne ne sait exactement de quelle manière : mais il est clair que des millions de personnes souffriront, particulièrement les petits paysans, les pêcheurs et les pauvres qui vivent dans les villes. C'est facile de se sentir impuissant surtout avec toute la répression en Egypte et la loi contre les manifestations. Est-ce que vous gardez espoir pour l'avenir vis-à-vis du changement climatique ?

**Mahienour :** Ça dépendra de la manière avec laquelle nous confronterons le changement climatique. Notre réponse sera-t-elle guidée par l'élite ? Une élite qui ignore le peuple au moment où elle prétend lui parler et le représenter. Les petits pêcheurs et les fermiers seront les plus touchés parce qu'ils ne sont pas organisés dans des syndicats ou des collectivités ; ce qui rend difficile leur tâche de faire pression et d'exiger un monde meilleur. Les coopératives d'agriculteurs existent mais elles ne font que distribuer les engrais et acheter du matériel, en négligeant l'aspect organisationnel et en éliminant les espaces de dialogue sur l'économie et la politique. Un nouveau syndicat a été créé pour les agriculteurs, mais les gens du Nil, avec qui j'ai parlé, ne le connaissent pas.

La révolution du 25 Janvier 2011 avait donné aux gens beaucoup d'espoir. Aujourd'hui, ils ont peur du régime, surtout qu'il revient avec davantage de brutalité. Les militants doivent réfléchir aux erreurs commises durant la révolution, voir comme nous avons tenu à rester accrochés à nos slogans grandioses, au lieu de diviser notre travail un peu plus afin de pouvoir coopérer avec les ouvriers, les paysans et les pêcheurs et s'ancrer davantage au sein d'autres populations. Ceci aurait pu permettre la création d'un Front de décence qui serait en mesure d'affronter les attaques de l'État sur les différentes communautés et groupes. Nous étions plutôt isolés, permettant ainsi aux militaires et à la police de nous appréhender l'un après l'autre.

Nous n'avons pas suffisamment de racines parmi les communautés. J'entends les gens dire : *« Vous parlez de justice sociale, vous avez de bons slogans. Mais on ne vous a pas vus avant, pour soutenir notre lutte. Pourtant nous menons cette lutte depuis longtemps »*.

Cependant, nous ne devons pas être paralysés par nos erreurs. Nous devons les inclure dans notre réflexion, apprendre à faire mieux et avancer ensuite. Nous devons rester optimistes car nous n'avons pas d'autres choix.

# L'exploitation du gaz de schiste et le mécontentement grandissant en Algérie

## UN ENTRETIEN AVEC MEHDI BSIKRI

En janvier 2015, des dizaines de milliers de personnes à travers l'Algérie ont participé à des manifestations et à des marches pour s'opposer à la fracture hydraulique (fracking) après l'annonce par le gouvernement, le 27 décembre 2014, que le forage du premier puits du gaz de schiste a été effectué près d'In Salah. Les protestations se sont étendues d'In Salah à Tamanrasset, en passant par Ouargla, Ghardaïa, Illizi, Adrar, Timimoune, Bordj Baji Mokhtar, Ain Beida, Oum El-Bouaghi et Alger.

L'ampleur de cette opposition du public, qui a duré plusieurs semaines, a pris de court le gouvernement et pose une menace pour les plans futurs du « fracking » par les multinationales, y compris Total et Shell. Un sit-in à Alger a été dispersé par les forces de sécurité et une dizaine de protestataires ont été arrêtés. Le mécontentement vis-à-vis de la fracturation hydraulique est en ébullition depuis quelque temps, mais ces manifestations sont les premières à atteindre cette ampleur. Cela reflète un profond malaise quant à l'exclusion persistante du peuple algérien de la prise de décisions politiques et publiques. La marginalisation socio-économique, dont souffrent de longue date les habitants du Sahara, est vécue fatalement, par ceux-ci, depuis des lustres, bien que cette région, si riche en pétrole et gaz, fournisse la majeure partie des ressources et des revenus du pays.

Le choc initial d'indignation a ciblé le gouvernement et les compagnies pétrolières actives au Bassin d'Ahnet : Total, Sonatrach et Partex. Il y a eu une grande frustration des citoyens par rapport au fait que Total a été interdit de recherche de gaz de schiste en France, au moment où elle est encouragée par le gouvernement français à forer en Algérie. BP et Statoil peuvent également être affectées, du fait que la ville-oasis, In Salah, abrite leur joint-venture avec Sonatrach, en l'occurrence l'un des plus grands projets gaziers en Algérie.

Le grand mouvement de manifestations revendique l'arrêt de toutes les opérations de recherches de gaz de schiste et un débat national sur cette question. Ce dernier est une demande qui a été déjà avancée avant les amendements apportés à la loi sur les hydrocarbures en janvier 2013, ouvrant la voie à l'exploitation des hydrocarbures non-conventionnels sur le territoire algérien.



Selon l'Energy Information Administration des États-Unis (EIA), l'Algérie occupe le troisième rang mondial en termes de réserves récupérables de gaz de schiste, après la Chine et l'Argentine. Des entreprises multinationales comme ENI, Shell, Total, GDF Suez et Exxon Mobil ont déjà eu des entretiens avec Sonatrach, l'entreprise pétrolière nationale, à propos de l'extraction du gaz de schiste, en dépit de l'impact écologique néfaste que pourraient avoir ces opérations au Sahara.

Des associations en Algérie, comme le Collectif national pour les libertés citoyennes, Barakat, le Collectif national pour un moratoire sur le gaz de schiste et le Collectif euro maghrébin anti-gaz de schiste, ont contesté ces plans de fracturations. Ces groupes ont fait des recherches autour des problèmes associés à l'extraction et la production du gaz de schiste, et se sont opposés aux plans des multinationales à travers les médias et dans le cadre d'événements internationaux comme les éditions 2013 et 2015 du Forum social mondial à Tunis. Mehdi Bsikri, un journaliste et un militant anti-gaz de schiste a aimablement accepté de répondre à nos questions. L'entretien a été réalisé en octobre 2013.

**Hamza :** Pourquoi des pays comme l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie veulent-ils prendre la voie de l'exploitation du gaz ou du pétrole de schiste ?

**Mehdi :** En ce qui concerne l'Algérie, les responsables étatiques, notamment le Premier ministre et le ministre de l'Energie et des Mines, avancent des arguments qui n'ont pas été débattus dans la sphère publique. Ils disent que l'Algérie possède la troisième réserve de gaz de schiste dans le monde. Ils se réfèrent à un rapport de l'agence américaine de l'énergie. Ils appuient également leurs argumentations sur une probabilité de raréfaction des hydrocarbures en Algérie, et seul le gaz de schiste pourrait remplacer les énergies conventionnelles. Cependant, des observateurs indiquent, à leur tour, que le gouvernement algérien, otage d'une vision restreinte d'un régime en manque de légitimité, ne veut en réalité qu'une nouvelle rente pour se pérenniser.

**Hamza :** Au moment où cette exploitation est interdite en France, y a-t-il des pressions de la part des capitales occidentales et multinationales sur les pays du Maghreb pour sécuriser un accès durable à l'énergie ?

**Mehdi :** La société civile a contraint des gouvernements occidentaux à interdire la fracturation hydraulique, unique procédé pour extraire le gaz de schiste. Mais ces gouvernements ne se privent pas de se diriger vers des pays du Sud, comme l'Algérie, pour l'exploiter. Des journées de marketing sont organisées pour faire la promotion du gaz de schiste, comme ce fut le cas au Hilton en novembre 2012 et en septembre 2013. Les multinationales incitent les pays du Sud à exploiter le gaz de schiste, tout en occultant les retombées négatives sur les économies et l'environnement. Car de toute manière, s'il y a catastrophe, elles partiront sans payer de dommages ou d'indemnités, puisque les sociétés nationales comme Sonatrach se chargeront du transport et des finances.

**Hamza :** L'agence américaine de l'énergie estime que l'Algérie a des réserves très importantes. Est-ce vrai ? Est-ce que l'exploitation a bien commencé ?





**Mehdi** : Le dernier rapport de l'agence américaine de l'Energie date de 2004, selon le professeur Chems-Edinne Chitour, directeur du laboratoire des Energies fossiles à l'école polytechnique. En plus, nous ne connaissons pas dans quelle zone et dans quel bassin ont été effectués les travaux d'estimations.

L'exploitation n'a pas encore commencé. Aujourd'hui, Total et Schlumberger opèrent des travaux d'exploration dans la région d'In Salah, bassin de l'Ahnet 1 et de l'Ahnet 2.

**Hamza** : Quels sont les risques que courent nos pays sur le plan environnemental et économique ?

**Mehdi** : L'Algérie possède environ 60 000 milliards de mètres cubes d'eau douce et à faible salinité. Le recours à plus de 500 produits chimiques dans le procédé de fracturation hydraulique menace sérieusement les nappes phréatiques et les nappes albiennes, puisque les puits qui seront forés traversent les couches d'eau et, de plus, les bassins hydriques algériens sont interconnectés. Donc, si vous polluez à In Salah, les produits chimiques qui pénétreront dans l'eau se disperseront même jusqu'à Ouargla ou Biskra. De ce fait, un autre risque plane : les régions agricoles dans le Sud seront anéanties, comme les palmeraies. Cette situation entraînerait un autre risque, celui de l'exode rural et la paupérisation des populations qui iront vers d'autres lieux.

Le risque sur l'économie nationale est immense. L'exploitation de gaz de schiste ne garantit aucune rentabilité. Actuellement, le marché mondial du gaz est dominé par les contrats spot, marché libre, alors que l'Algérie a toujours misé sur les contrats à long terme. De ce fait, investir des milliards de dollars, produire des quantités ne dépassant pas les 40% des réserves, et vendre à des prix qui varient entre 3 et 5 dollars le BTU, entraînerait le pays vers la faillite.

**Hamza** : Pourquoi ne pas se diriger plutôt vers les énergies renouvelables surtout qu'il y a un grand potentiel ?

**Mehdi** : Le régime algérien n'a pas de vision à long terme et pas de vision à court terme. Il dirige le pays d'une manière archaïque et obsolète. Il n'y pas de plan de développement d'énergies renouvelables, ni de perspectives ni de prospectives. Les rares déclarations sur les énergies propres ne sont que du populisme. L'essentiel pour le système est de se pérenniser quel qu'en soit le prix.

**Hamza** : Que font les sociétés civiles de ces pays pour défier et contester ces plans ? Est-ce le fait accompli ?

**Mehdi** : Non, il y'a pas de fait accompli. Notre obligation n'est pas le résultat. Notre obligation est de ne pas nous taire. La société civile algérienne focalise son combat sur les libertés. Ce qui est très noble. Mais comme le sujet d'exploitation de gaz de schiste est technique, il y a une sorte de désintéressement, ou plutôt il n'y pas encore une réelle prise de conscience. L'absence de débat public maintient également le flou. Le CNLC a tout fait pour mettre le débat dans la sphère publique. Nous avons réalisé quelques points positifs, grâce à l'activation de notre réseau média. Ceci pour la petite expérience.



# Le défi pour l'Équateur : Les droits de la Terre-Mère ou bien la poursuite de la colonisation de la Nature

PAR ALBERTO ACOSTA

L'accumulation du matériel, c'est-à-dire la compilation mécanique et interminable des biens, est considérée comme du progrès, mais elle n'a aucun avenir. Si nous voulons empêcher l'effondrement de la capacité d'absorption et de la résilience de la Terre, nous devons arrêter de voir les écosystèmes comme étant seulement des ressources pour la croissance économique ou comme simplement des objets pour les politiques de développement. Bien évidemment, il faut admettre que l'humanité existe en communauté, voire en relation avec les autres êtres humains et en tant que partie prenante de la Nature, sans entrer dans un rapport de domination.

**C**eci nous amène à accepter que la Nature, en tant que construction sociale, doit faire l'objet d'une réinterprétation et d'une révision complète si nous ne voulons pas compromettre la vie humaine sur la planète. Toute réflexion doit commencer par la reconnaissance que l'humanité ne peut exister en dehors de la Nature et que cette dernière a des limites biophysiques.

## Une relation complexe avec la Nature

Le capitalisme tente d'élargir les marges de manœuvre en commercialisant de plus en plus la Nature. Les marchés de carbone et les services environnementaux sont des exemples de l'expansion la plus récente dans l'objectif d'entretenir l'accumulation du capital. L'air, le climat et même la Terre sont en train d'être colonisés, transformés en marchandises et privatisés. Que le serpent continue de se dévorer la queue en mettant en danger sa propre vie et l'existence de l'humanité ne semble plus avoir d'importance.

Cet exercice néolibéral extrême transforme les capacités de la Terre-Mère en affaires commerciales. L'atmosphère est de plus en plus transformée en une nouvelle marchandise, conçue, réglementée et gérée par les mêmes acteurs qui sont responsables de la crise écologique du climat et qui reçoivent aujourd'hui des subventions gouver-



© GUILLERMO GRANJA

Le Président équatorien, Rafael Correa, levant sa main recouverte de pétrole pour montrer la pollution dans l'Amazonie.

nementales, en guise de récompense. Rappelons que ce processus de privatisation du climat a été initié durant l'ère néolibérale et soutenu par la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et les traités complémentaires. Bref, ces instruments de ce qu'on appelle « l'économie verte » n'empêchent pas la destruction de la Nature.

### L'Amérique latine comme un grand exportateur de la Nature

On raconte que l'explorateur allemand Alexander Von Humboldt, séduit par la géographie, la flore et la faune de l'Équateur, voyait ses habitants comme des mendiants assis sur un sac plein d'or. En quelque sorte, Alexander Von Humboldt a confirmé la poursuite de la colonisation de la nature dans l'ère postcoloniale.

Notre continent, comme l'Afrique et l'Asie, a été intégré au marché mondial en tant que fournisseur de ressources primaires, il y a plus de 500 ans. De cette région provenaient l'or, l'argent et les pierres précieuses qui ont financé l'expansion de l'Empire espagnol et l'émergence du capitalisme en Europe centrale. Depuis, ces territoires américains, particulièrement ceux du Sud, ont assumé une position de soumis et de subordonnés dans le contexte international, en se spécialisant dans l'extraction des ressources naturelles pour le marché mondial.

Bien que nous sachions qu'il est impossible de continuer sur l'actuelle voie prédatrice, l'esprit de domination reste à être surmonté. L'illusion d'un extractivisme puissant, exprimé par la métaphore de Humboldt, persiste. Afin de défendre la loi minière, qui était inconstitutionnelle, le Président équatorien a utilisé cette même métaphore en



© ANDREAS KAY

Le Parc national de Yasuni en Equateur.

2009 : « *Nous ne reviendrons pas sur la loi minière car un développement responsable du secteur minier est essentiel au progrès du pays. Nous ne pouvons pas nous asseoir comme des mendiants sur un sac d'or* ».

### Défendre les droits de la Nature en Équateur

Au niveau mondial, l'Équateur est un pays pionnier dans la reconnaissance des droits de la Nature et la promotion de cette notion comme une réponse majeure à l'actuelle crise de civilisation. Pourtant, en dépit des développements constitutionnels de 2008, plusieurs lois soutenues par le gouvernement se trouvent en contradiction avec les principes constitutionnels dans le domaine des droits environnementaux, et particulièrement les droits de la Nature.

Il convient toutefois de souligner la confirmation d'un premier système judiciaire pour la Nature aux Galápagos ainsi que l'acceptation d'une action constitutionnelle pour la protection des droits, inspirée par les droits de la Nature, contre le gouvernement provincial de Loja en 2011, pour avoir pollué la rivière Vilcabamba.

Il ne serait pas facile de cristalliser les transformations des droits de la Terre-Mère en Équateur, malgré les dispositions constitutionnelles, et nous savons aussi que leur reconnaissance serait encore plus complexe à l'échelle mondiale. Les droits de la Nature touchent aux privilèges des cercles du pouvoir, qui mettraient tout en œuvre afin d'interrompre ce processus de reconnaissance des droits de la Nature. Pourtant, il nous appartient d'envisager une civilisation en dehors de l'interminable exploitation capitaliste de la Nature.





# Le changement climatique et la lutte des classes

## LA DÉCLARATION DU NATIONAL UNION OF METAL WORKERS OF SOUTH AFRICA (NUMSA - SYNDICAT NATIONAL SUD-AFRICAIN DE LA MÉTALLURGIE) EN 2012.

### Nous notons que :

- 1- Depuis le dernier congrès, un travail considérable a été effectué au sein du syndicat national sud-africain de la métallurgie (NUMSA) pour faire du changement climatique un enjeu syndical.
- 2- En août 2011, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a adopté des principes pour guider la fédération et ses affiliations dans leur engagement sur la question du changement climatique. Les affirmations ci-dessous font partie intégrante de ces principes :
  - 2.1- L'accumulation capitaliste est la cause sous-jacente des émissions excessives de gaz à effet de serre, et par conséquent du réchauffement global et du changement climatique.
  - 2.2- Une nouvelle voie de développement à faibles émissions de carbone devra offrir des emplois décents et qui éliminera le chômage est nécessaire.
  - 2.3- Tous les Sud-africains ont droit à une énergie propre, saine et abordable.
  - 2.4- Une transition juste vers une économie résiliente à faibles émissions de carbone est exigée.
  - 2.5- La solidarité africaine est essentielle dans la lutte pour l'atténuation des émissions et l'adaptation au changement climatique.
  - 2.6- Un accord international ambitieux et juridiquement contraignant, conçu pour limiter l'augmentation de la température globale à un maximum de 1.5°C, est essentiel.
  - 2.7- Les pays développés doivent payer leur dette climatique.
  - 2.8- Le transfert de technologies aux pays en voie de développement ne doit pas être entravé par les droits de propriété intellectuelle.
  - 2.9- La position du gouvernement sud-africain dans les processus de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) doit bien représenter les intérêts du peuple.
- 3- Le gouvernement sud-africain dispose d'une politique sur le changement climatique sous la forme d'un Livre Blanc contenant les stratégies nationales d'adaptation au changement climatique, adopté en octobre 2011.





© REUTERS/ROGAN WARD.

Membres de NUMSA, le syndicat national sud-africain de la métallurgie, marchant à travers le quartier d'affaires au centre de Durban, le 12 septembre 2013.

- 4- La politique du gouvernement sud-africain sur le changement climatique appelle à :
- 4.1- l'obtention de résultats en termes de réduction d'émissions dans chaque secteur et sous-secteur de l'économie, d'ici 2013.
  - 4.2- des budgets carbone, d'ici 2013, pour les secteurs ou sous-secteurs responsables de grandes émissions des gaz à effet de serre.
  - 4.3- des plans d'atténuation contraignants pour les entreprises et les secteurs (ou sous-secteurs) économiques pour lesquels les réductions nécessaires des émissions ont été établies.
  - 4.4- des stratégies d'atténuation sectorielles et de développement à faibles émissions de carbone.
  - 4.5- des plans sectoriels pour une résilience dans l'emploi (SJRPCs), qui exploreraient la synergie entre les stratégies d'atténuation et d'adaptation, et le potentiel d'une création nette et durable d'emplois dans chaque secteur.

### Nous réalisons que :

- 1- La manière dont nous nous détournons des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables est au centre de la question du changement climatique.
- 2- Le changement climatique ne peut pas être résolu séparément de la résolution de la crise capitaliste, qui est une guerre de classes globale.
- 3- Le changement climatique ne peut pas être arrêté sans dépasser le capitalisme.



- 4- Les négociations climatiques entreprises sous l'égide du CCNUCC sont en défaillance car elles ne laissent aucune place pour le dialogue et parce que le capital et le travail sont toujours positionnés l'un contre l'autre.
- 5- Les solutions pour le changement climatique et le réchauffement global ne viendront pas des gouvernements.
- 6- Seule la classe ouvrière mondiale est en mesure de se battre pour une atténuation et une adaptation au changement climatique. On ne peut pas attendre nos gouvernements pour faire ce travail.
- 7- Bien qu'il y ait un risque que les différentes sections de la classe ouvrière soient dressées les unes contre les autres, le changement climatique pourrait être une importante lutte unificatrice.

### Par conséquent, nous avons décidé que :

- 1- Il est nécessaire que nos combats établissent une liaison entre les luttes pour le changement climatique et les luttes anticapitalistes globales.
- 2- En tant que NUMSA, nous approuvons les 15 principes adoptés par le Comité central exécutif du COSATU, comme base pour un engagement dans les pourparlers sur le changement climatique.
- 3- Mettre fin aux guerres (particulièrement celles menées par les Etats-Unis qui ont une empreinte de carbone très élevée, et qui sont exemptées de calculs d'émissions) doit être un élément essentiel dans nos efforts pour combattre le réchauffement global.
- 4- La nationalisation et la socialisation des hydrocarbures comme le charbon sont des points centraux de la lutte contre le changement climatique. Ceci permettra un contrôle politique des industries et assurera que les revenus économiques de ces combustibles fossiles restent dans le pays.
- 5- Pour éviter qu'une «transition juste» ne devienne un autre concept capitaliste, la voie vers une économie à faibles émissions de carbone doit être basée sur la propriété (qui est démocratique, sociale et contrôlée par les travailleurs) des moyens essentiels de production et de subsistance. Il est impératif d'avoir une planification collective à long terme, des richesses, de la production et de la façon de répondre aux besoins.
- 6- La planification collective et démocratique est nécessaire, afin de mettre en œuvre des interventions d'une portée considérable, aux proportions nécessaires et au rythme requis. Ceci doit être fait d'une manière qui éviterait aux travailleurs d'assumer tous les coûts de la transition.



- 7- Etant un syndicat, nous devons rejeter les solutions axées sur le marché et nous devons maintenir qu'il n'est pas possible de posséder la nature car nous faisons partie de celle-ci. NUMSA et COSATU doivent demander au gouvernement de revoir les Mécanismes de développement propres (MDP) et les autres éléments du commerce de carbone, promus par les institutions financières globales en Afrique du Sud.
- 8- Il est essentiel de développer des voies qui éviteraient les « solutions » qui dressent les travailleurs dans une partie du monde contre les travailleurs d'autres parties.
- 9- La question de la reproduction ainsi que celle de la terre sont centrales pour la lutte contre le réchauffement climatique. Les luttes des femmes sont donc essentielles, tout comme la lutte des travailleurs du secteur informel qui sont les plus vulnérables parmi tous les travailleurs.
- 10- L'alliance avec d'autres organisations, particulièrement la société civile et les communautés rurales, est cruciale dans nos efforts autour du changement climatique.
- 11- Une auto-éducation concertée sur le changement climatique pour nos membres est nécessaires.
- 12- NUMSA sera proactif dans le développement de plans d'atténuation, de budgets carbone, de plans sectoriels pour une résilience dans l'emploi (SJRP), d'atténuation sectorielle et de stratégies de développement à faibles émissions de carbone, avancés par le Livre Blanc, et des stratégies nationales d'adaptation au changement climatique.



# Déclaration de Margarita sur le Changement Climatique

Réunion préparatoire à la Pré COP Sociale du 15 au 18 juillet 2014

*Ile de Margarita, Vénézuëla*

## Changeons le système, pas le climat

Nous, femmes et hommes représentants des organisations et mouvements sociaux réunis sur l'île de Margarita du 15 au 18 juillet 2014, engagés en faveur du *buen vivir* («bien vivre», en français), du vivre en harmonie avec les écosystèmes de la planète comme voie pour faire face à l'actuelle crise environnementale et au changement climatique (qui en est l'une de ses illustrations les plus flagrantes) ; préoccupé-e-s par la dimension sociale trop longtemps ignorée de cette crise mais remplis d'espoir et de foi quant à la puissance créatrice des peuples, moteur indispensable au changement du système ; nous saluons et souhaitons la bienvenue aux processus sociaux qui se vivent et se construisent au sein de différents pays, communautés et modèles de société.

**Puisqu'il** existe une dimension sociale au changement climatique et un droit inaliénable des peuples à être les protagonistes de la construction de leurs propres destins ;  
**Puisque** chaque pays vit dans un contexte historique particulier au sein d'un monde complexe, composé d'expériences et de visions diverses à partir desquelles naissent des initiatives transformatrices ;

**Puisque** la crise climatique est le résultat de systèmes de développement insoutenables et incompatibles avec le bonheur des peuples ;

**Puisque** le thème de l'environnement est un sujet politique et qu'il est du devoir des gouvernements et de la communauté internationale d'écouter les voix des peuples ;

**Puisque** ce sont les peuples qui subissent les conséquences du changement climatique, qui vivent et comprennent ses dimensions sociales. Puisque ce sont aussi eux qui ont la force morale et la capacité créatrice nécessaire pour changer de cap et aller vers des systèmes justes et soutenables qui rendent possible un bonheur durable respectueux des cycles de la nature ;

**Puisque** les pays en voie de développement sont confrontés à différents types de problèmes et souffrent davantage des conséquences liées au changement climatique que les pays développés ;



## NOUS DÉCLARONS, Égalité intergénérationnelle et droits des générations futures

« Allons vers l'avenir, ramenons-le à nous et commençons à le semer ici »,  
Hugo CHAVEZ

1. « *L'homme et la femme se sont transformés en de monstrueux consommateurs, qui sont en train de consommer toutes les ressources que la terre nous a données* ». Carmona Genesis, 11 ans, représentante élue des Mouvements écologistes des enfants du Venezuela.
2. Nous devons partager nos expériences à travers le monde pour comprendre et construire de véritables solutions. Etre solidaires avec nos camarades d'autres parties du monde, c'est comprendre leur contexte, leur lutte pour la vie, la souveraineté et l'identité.
3. Le changement dépend de la capacité de notre génération à produire une contre-culture, afin de transformer le modèle de consommation en celui du bien vivre, celui de sociétés coopératives globales. Nous devons générer une contre-culture révolutionnaire. Le rôle des jeunes est d'ouvrir le chemin et de créer des brèches dans un système qui n'est pas durable.
4. La jeunesse doit être politisée et participer aux décisions. Le plus important est que la jeunesse ait la volonté et la capacité de transformer les choses. Nous devons changer le système et commencer à mobiliser nos meilleures forces. Il ne s'agit pas uniquement d'un sujet environnemental ; il s'agit d'un sujet profondément social, éthique, politique et culturel.
5. Nous devons changer notre perception du pouvoir et encourager des espaces divers et participatifs, ouverts à la pensée interculturelle. Nous devons passer du discours à l'action transformatrice.
6. Le monde a besoin de corrections avant que les dommages soient irréversibles. Nous dénonçons le manque de volonté politique des pays les plus riches.
7. L'éducation doit ressembler à la société dont nous rêvons. Elle doit être révolutionnaire, elle doit transformer la réalité. Si elle n'est pas capable de la transformer, elle ne sert à rien. La pierre angulaire des transformations est l'éducation et la communication.
8. Le thème de l'environnement doit être un pilier du parcours de l'étudiant. Il faut repenser la manière dont l'environnement et le changement climatique sont enseignés. Nous devons ouvrir de nouveaux espaces où il est possible de discuter des causes profondes de la crise environnementale. Les jeunes doivent encourager ces changements. Le système hégémonique craint d'avoir une population éduquée parce que cela remettrait en question les structures du pouvoir.





© BALAZS GARDI.

Des personnes qui retournent à leurs villages, en traversant les eaux des inondations à Bihar en Inde en septembre 2008.

9. Le colonialisme continue à opérer. Le changement climatique intervient dans un contexte historique où un groupe de pays a fondé son développement sur des pratiques qui ont généré la crise environnementale actuelle, y compris le changement climatique, alors que d'autres souffrent des pires conséquences de cette crise. Les pays développés, responsables du changement climatique, tentent de faire dévier le débat vers des solutions technologiques ou de marché, se soustrayant à leurs responsabilités historiques.
10. Les luttes du Sud doivent être soutenues par les pays du Nord. Les pays riches doivent s'engager à chercher une solution au changement climatique, la jeunesse du Nord doit faire pression sur ses gouvernements. Il ne reste pas beaucoup de temps, alors le Nord dans son ensemble doit assumer sa responsabilité historique et les jeunes doivent faire pression pour que le changement se produise.
11. Nous avons besoin de revendiquer la notion de solidarité et de comprendre les différences entre les pays, leurs différents contextes historiques, le droit au bien vivre ainsi que les responsabilités qu'implique le développement. La transition ne peut se limiter à la réduction des émissions ; il faut que ce soit une transition équitable qui assure que les peuples du Sud ne seront pas affectés.
12. Nous devons créer nos propres rêves, oublier le rêve pervers du développementalisme, et trouver en nous l'inspiration. Nous devons partager une nouvelle histoire à partir de nos expériences.



## BIEN VIVRE

### Ethique climatique : responsabilités différenciées et capacités respectives

13. Il est nécessaire de mettre en place un modèle alternatif de développement fondé sur les principes du vivre en harmonie avec la nature, et qui prenne en compte les limites absolues et les limites de viabilité écologique, tout comme la capacité de la Terre-Mère. Un modèle qui soit juste, équitable, qui construise des économies durables (nous écartant des modèles énergétiques basés sur les combustibles fossiles et les énergies dangereuses), et où seront garantis et reconnus le respect de la Terre-Mère, les droits des femmes, des enfants, des adolescents ainsi que les différents genres, les pauvres, les groupes minoritaires vulnérables, et les peuples autochtones. Un modèle qui soit juste, équitable et qui encourage la cohabitation pacifique de nos peuples. De plus, nous voulons une société qui privilégie les droits de la Terre-Mère aux mesures politiques néolibérales, à la mondialisation économique et à la patriarcalisation, car sans la Terre-Mère, la vie n'existe pas.
14. Les principaux responsables de la crise climatique sont les systèmes politiques et économiques qui commercialisent et réifient la nature et la vie, en appauvrissant la spiritualité de l'humanité, en imposant le consumérisme et le développementalisme, en générant des régimes inégaux insoutenables qui exploitent les ressources. Cette crise mondiale est exacerbée par les pratiques d'exploitation et de consommation des pays développés et des élites des pays en développement. Nous exigeons que les leaders du Nord cessent leurs pratiques perverses destructrices de la planète, et que les leaders du Sud ne suivent pas les modèles de développement existants dans le Nord, responsables de cette crise de civilisation. Nous les exhortons à construire une voie alternative afin de construire des sociétés et des économies justes, équitables et viables. Pour cela, il faut que les pays développés remplissent leurs obligations morales et légales, en portant une attention particulière aux pays et communautés vulnérables et marginalisées, en éliminant les barrières qui empêchent d'atteindre l'objectif de préserver la vie sur la Terre et de sauver l'espèce humaine. C'est pourquoi nous les exhortons à remplir leurs obligations en matière de contribution financière et de transfert de technologies sûres et appropriées localement, libres des barrières comme les droits à la propriété intellectuelle ; à renforcer les capacités ; et à suivre les principes inscrits dans la Convention sur le changement climatique et déclarés lors du Sommet de la Terre à Rio, notamment le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, ainsi que les principes de précaution et d'égalité des genres.
15. Conformément aux résultats scientifiques, pour ne pas dépasser une hausse de 1,5 degré de la température, il faudrait laisser dans le sous-sol 80% des réserves connues de combustibles fossiles. Pour cela, il est nécessaire que les pays développés réduisent immédiatement la consommation et l'extraction de combustibles fossiles. Il faut aussi qu'ils reconnaissent les droits des pays en voie de développement qui dépendent de l'extraction de ces combustibles fossiles comme source de revenus. Les pays en développement ont besoin de temps pour mettre en place une transition juste qui réduise leur dépendance vis-à-vis de cette activité, et les pays développés



doivent apporter leur soutien, sans condition, aux pays en développement afin de mener à bien cette transition si urgente.

16. Nous demandons le changement des modèles de production et de consommation, en tenant compte des responsabilités historiques des émissions des nations et des multinationales, ainsi que de leur nature cumulative, reconnaissant ainsi que l'espace atmosphérique du carbone est limité et doit être partagé équitablement entre les pays et leurs peuples.
17. L'inégalité historique de la surconsommation du budget des émissions mondiales, géré par les multinationales et les systèmes économiques dominants, a contribué à générer des inégalités en termes de capacité d'action des pays. Certains indicateurs clefs servant à mesurer cette disparité seraient : les émissions nationales de gaz à effet de serre par habitant depuis 1850, la distribution et le montant de la richesse et des revenus nationaux, ou encore les ressources technologiques qu'un pays possède. Ces indicateurs peuvent être utilisés pour déterminer la juste part de l'effort qui correspond à chaque pays (budget des émissions), si les limites de la Terre sont respectées, si les responsabilités historiques sont reconnues, tout comme les besoins de développement durable, les dommages et pertes d'origine climatique, ainsi que le besoin de transfert technologique et de soutien financier.
18. Nous demandons la mise en place d'un Tribunal de Justice, d'Éthique et de Morale du Changement Climatique, où l'humanité dans son ensemble pourrait dénoncer les délits liés à ce sujet.
19. Nous rejetons toute tentative de mise en œuvre ou de promotion de solutions ou réponses dangereuses et contraires à l'éthique du changement climatique, ainsi que les solutions à travers lesquelles les pays riches industrialisés et les multinationales poursuivent comme objectif final celui d'utiliser le changement climatique comme un moyen de générer des profits. Certaines de ces fausses réponses, comme les marchés carbone, ont causé de graves dommages sur nos forêts et nos terres. La mise en place du programme de Réduction des Emissions de Carbone dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD) et la production d'agro-carburants sont déjà en train de donner lieu à des processus d'accaparement et de fragmentation des terres.

### Impact social du changement climatique

20. La thématique environnementale est un sujet politique lié au pouvoir, c'est pour cela qu'il est nécessaire que les capacités des peuples et des mouvements sociaux soient renforcées et qu'ils participent aux prises de décisions qui les concernent.
21. La gestion des risques doit être ancrée dans le social et le local, et inclure des systèmes nationaux, locaux et communautaires d'alerte, de prévention et de gestion des risques comme partie intégrante des processus d'adaptation.



22. La planification doit être participative, se diriger vers un habitat (urbain ou rural) construit et géré par toutes et tous, et qui réponde aux nécessités des individus qui l'habitent dans leurs contextes spécifiques d'action.
23. Il est nécessaire d'apporter des changements structurels aux modèles dominants de production, de distribution et de consommation afin qu'ils s'opposent à la marchandisation de la nature comme solution au changement climatique.
24. Nous exigeons la réparation des dettes historiques et rejetons les propositions de financement qui ne génèrent aucune transformation effective vers une solution durable.
25. Il faut promouvoir la pratique du bien vivre : se sentir bien, vivre pleinement, être en équilibre et en harmonie avec les autres et respecter les cycles de la vie et de la Terre-Mère.
26. Nous devons favoriser la gestion participative du territoire, en promouvant le dialogue social, en assurant la participation des femmes aux prises de décisions et la mise en œuvre de mécanismes d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique.
27. Il est nécessaire de préserver les technologies ancestrales et de promouvoir la formation et le soutien aux technologues populaires capables de créer de nouvelles technologies contribuant à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.
28. Les communautés doivent avoir accès à l'information sur les négociations relatives au changement climatique à travers des stratégies élaborées dans ce but.
29. Nous devons inclure la thématique du changement climatique dans les parcours éducatifs de tous niveaux et pour toutes les disciplines, en centrant l'éducation sur les causes structurelles du changement climatique.
30. Il est nécessaire de concevoir des stratégies qui garantissent la sécurité sociale des travailleurs et leur dialogue avec les gouvernements en ce qui concerne la transition vers un nouveau modèle économique qui réponde à la problématique du changement climatique.
31. Il faut générer des formes de pénalisation et des mécanismes de sanction et de réparation face aux délits à l'encontre de la nature. Il est nécessaire de comprendre les atteintes aux droits de l'Homme non seulement comme un problème d'utilisation d'armes, mais également comme une conséquence d'autres formes d'agression comme la contamination de la terre par l'usage d'agro-toxiques et la restriction de l'accès à l'eau.
32. Il est nécessaire de promouvoir l'agriculture familiale de petite échelle, sans agro-toxiques, comme modèle économique alternatif garantissant une alimentation saine aux peuples.



## Participation sociale à la prise de décision

33. Nous devons nous organiser afin d'assurer le maintien de la vie sur la planète à travers un grand mouvement social mondial. Un changement d'attitude allant vers la prise de conscience du pouvoir que détient le peuple lorsqu'il est uni est nécessaire. En tant que peuples organisés, nous pouvons stimuler la transformation du système.
34. Nous devons assurer le respect de la Convention, principalement en ce qui concerne la participation des organisations et mouvements sociaux.
35. Les espaces existants doivent s'élargir et de nouveaux espaces de participation amples et permanents doivent être créés afin que les organisations et mouvements sociaux contribuent, via leurs propositions, à l'orientation des décisions au sein des processus de négociation de la Convention.
36. Il est nécessaire d'établir des mécanismes d'information et de pleine participation citoyenne, à échelle nationale, qui permettent de connaître et d'inclure la vision qu'ont les peuples de la problématique climatique, et qui promeuvent la transparence dans la diffusion d'information sur l'état des négociations au sein de la Convention.
37. Les mécanismes d'accréditation et de financement pour la participation doivent être revus et améliorés afin qu'ils ne se convertissent pas en barrières qui empêchent la participation effective des organisations et mouvements sociaux aux processus de négociation de la Convention.
38. La transparence et l'accès à une information pertinente et adéquate lors de ces processus, associés à la participation des organisations et mouvements sociaux à la Convention doivent être garantis.
39. Il est important de considérer la diversité des formes d'organisations sociales comme base pour l'élargissement de leur participation à la Convention.
40. Nous devons proposer la création d'un comité de haut niveau pour la restructuration des mécanismes de participation à la Convention. Celui-ci doit inclure des mouvements sociaux et organisations non gouvernementales et compter sur la participation de pays disposant d'une expérience significative dans le domaine.
41. Nous rejetons l'ingérence des multinationales dans les décisions de l'organisation des Nations unies (ONU) au détriment des droits des peuples et de la souveraineté des États.
42. Des processus de consultation citoyenne qui orientent les prises de décisions de chaque gouvernement dans le cadre de la Convention, tels que des référendums consultatifs nationaux, doivent être mis en place afin de peser directement sur l'accord climatique.





43. Nous exigeons de la part de l'ONU la diffusion publique et l'accès aux sessions, réunions et négociations, avec traduction dans les langues et dialectes des peuples.
44. Doivent être garanties les conditions matérielles telles que le temps, l'espace et les ressources nécessaires à la mobilisation et à la participation d'organisations et de mouvements sociaux aux processus de négociations sur le changement climatique, et autres sujets liés au sein de l'ONU.
45. Il est nécessaire de promouvoir la valorisation des connaissances ancestrales des peuples, avec le même niveau d'importance que celui accordé aux connaissances scientifiques, comme base de la prise de décision et d'action face au changement climatique au sein de l'ONU et des gouvernements.
46. Nous exigeons que l'usage du langage spécialisé et la profusion d'acronymes au sein des forums de l'ONU ne constituent pas un mécanisme d'exclusion qui empêche la compréhension du processus des négociations climatiques par les peuples du monde.
47. Des synergies doivent être créées entre les gouvernements et les mouvements sociaux et organisations non gouvernementales afin de promouvoir la présence de ces dernières aux sessions de travail, ainsi que l'incidence coordonnée de la prise de décisions sur le processus de négociation.

### **Lutter contre le changement climatique : action directe pour la transformation**

48. Les causes structurelles du changement climatique sont liées au système hégémonique capitaliste actuel. Pour combattre le changement climatique il est nécessaire de changer le système.
49. Le changement de ce système passe par une transformation de nos systèmes économiques, politiques, sociaux et culturels, à une échelle locale, nationale, régionale et mondiale.
50. L'éducation est un droit pour les peuples, un processus continu de formation intégrale, juste, gratuite et transversale est nécessaire. C'est un des moteurs fondamentaux pour la transformation et la construction, dans la diversité, d'hommes et de femmes nouveaux, ainsi que pour le bien vivre, le respect de la vie et celui de la Terre-Mère.
51. L'éducation doit mettre l'accent sur la réflexion, la valorisation, la création, la sensibilisation, la conscientisation, le vivre ensemble, la participation et l'action. Quand nous parlons d'éducation pour affronter le changement climatique, nous évoquons ses causes principales et les responsabilités historiques et actuelles. Nous faisons aussi référence à la pauvreté, à l'inégalité et à la vulnérabilité des peuples, notamment celle des peuples autochtones et d'autres groupes historiquement exclus et discriminés.



52. La participation sociale est un moteur fondamental du changement. Il est nécessaire de favoriser l'intégration des mouvements sociaux et d'inclure les peuples et leurs organisations dans la prise de décision à tous les niveaux.
53. N'importe quel mécanisme de transformation doit inclure les principes de respect de la vie, des droits de l'Homme, de souveraineté des peuples, de solidarité, de transition juste, tout comme la reconnaissance des limites écologiques et des droits de la Terre-Mère. Ce mécanisme doit aussi considérer le principe de responsabilités communes mais différenciées, l'ancestralité des peuples autochtones, les différentes formes et niveaux de vulnérabilité des pays et des peuples, tout particulièrement celle des peuples autochtones et d'autres groupes d'individus historiquement exclus et discriminés.
54. Nous rejetons la mise en œuvre de fausses solutions au changement climatique telles que : les marchés carbone et d'autres formes de privatisation et de marchandisation de la vie, la géo-ingénierie et la production d'agro-combustibles. Nous nous opposons également aux mesures qui promeuvent l'agro-business et nuisent à la production d'aliments agroécologiques (comme l'utilisation de graines génétiquement modifiées, d'agro-toxiques, d'engrais chimiques), ainsi qu'à toute autre mesure qui mettrait en danger la priorité du droit au bien vivre, à la santé et à l'éradication de la pauvreté, consacrés dans la Convention. Nous rejetons aussi l'économie verte, les droits de propriété intellectuelle, les grands barrages, les monocultures ainsi que l'énergie nucléaire.
55. Il est nécessaire de connaître et de prendre en compte les effets extraterritoriaux des solutions pour lutter contre le changement climatique.
56. Nous proposons les actions suivantes pour changer le système :
- Transformer les relations de pouvoir et les processus de prise de décision pour la construction d'un pouvoir populaire anti-patriarcal.
  - Transformer les systèmes de production alimentaire en systèmes de production agroécologiques qui garantissent la souveraineté et la sécurité alimentaire, tout en valorisant les connaissances, les innovations et les pratiques ancestrales et traditionnelles.
  - Transformer les systèmes de production d'énergie, en éradiquant les énergies sales, en respectant le droit des peuples à lutter contre la pauvreté et en ayant comme principe celui d'une transition juste.
  - Transformer les modèles de consommation d'énergie à travers des processus de formation et de réglementation pour les grands consommateurs, ainsi que le renforcement des capacités des peuples, afin de s'orienter vers des systèmes de production d'énergies renouvelables gérés par les communautés.
  - Mettre en œuvre des systèmes de gouvernance et de planification participative des territoires et des villes qui assurent un accès durable et équitable à la terre et aux services urbains, ainsi qu'à d'autres moyens pour faire face aux impacts du changement climatique.



- Passer d'un système linéaire gaspilleur d'énergie et de matériel à un système cyclique avec comme principal objectif celui de mettre fin à l'exploitation insoutenable de la nature, ainsi que la promotion de la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets.
- Assurer le financement des pays développés aux pays en voie de développement pour mettre en place ces transformations, ainsi que pour compenser et réhabiliter les impacts du changement climatique. Le financement ne doit pas être conditionné et la gestion des ressources fournies doit être confiée aux peuples.
- Créer des mécanismes accessibles aux peuples pour la protection des populations déplacées et des défenseurs des droits environnementaux.

### Responsabilité Nord-Sud :

#### Engagements du Nord pour renforcer les actions dans le Sud

57. Le financement des actions d'atténuation et d'adaptation de la part des pays développés dans les pays en voie de développement est une obligation morale et juridique de la Convention, et ce au nom de leurs responsabilités historiques. Le financement doit être fiable, prévisible, suffisant et approprié.
58. Toutes les obligations des pays du Nord en lien avec la provision de financements, le transfert de technologie et l'appui pour la compensation des pertes et dommages doivent être juridiquement contraignantes.
59. Les mécanismes de financement ne doivent pas répondre à la logique de l'offre et de la demande des marchés, mais au respect des responsabilités. Il est nécessaire de garantir le fait qu'ils encouragent le développement et arrivent aux communautés les plus vulnérables.
60. Le transfert de technologie des pays du Nord vers le Sud doit encourager des processus d'appropriation, d'innovation et de développement technologique endogènes. Dans ce sens, il est essentiel de considérer certains mécanismes spécifiques afin d'éliminer les barrières générés par les droits de propriété intellectuelle. Il est également nécessaire de promouvoir le transfert de technologie et la coopération Sud-Sud, tout autant que la valorisation des savoirs des peuples ancestraux, des anciens et anciennes.
61. L'adaptation va au-delà de la construction de l'infrastructure. L'injustice, la marginalisation et l'exclusion sociale ont une incidence sur la vulnérabilité et la possibilité de s'adapter. Ces aspects doivent être considérés dans les programmes d'adaptation au changement climatique et dans les mécanismes de financement.
62. Les dommages et pertes occasionnés par le changement climatique doivent être considérés à partir d'une perspective de justice et de droits humains. Les gouvernements du Sud doivent recevoir du Nord les fonds nécessaires pour compenser



ces dommages et pertes. Les schémas de solidarité Sud-Sud, comme l'expérience du Venezuela en ce qui concerne l'aide aux pays des Caraïbes et aux programmes de grande ampleur de construction de logements, sont un exemple de solidarité face aux dommages et pertes générés par le changement climatique.

63. Le secteur militaire est un des principaux consommateurs de combustibles fossiles et un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre de la planète. Cela doit être inclus dans les débats globaux sur le changement climatique. Le secteur militaire doit être responsable et rendre des comptes.
64. En tant que société civile, notre tâche est de travailler pour faire en sorte de transformer nos sociétés et les systèmes de production et de consommation actuels qui sont les causes du changement climatique. Pour cela, il faut générer de nouveaux paradigmes de développement déterminés par les peuples. Une partie de ce travail doit avoir une incidence sur les gouvernements nationaux et les accords internationaux comme la Convention Cadre des Nations unies sur le changement climatique.

*Vendredi, 18 Juillet 2014*

Traduction de l'espagnol au français par Clémence Tavernier, Jonathan Rock, et Marie-Joe Martin, traducteurs bénévoles pour Ritimo.



# A la conférence de Cocoyoc, le Sud liait écologie et égalité

PAR AURÉLIEN BERNIER

En 1974, à Cocoyoc, au Mexique, un colloque de l'Organisation des Nations unies (ONU) formulait une critique radicale du « développement », du modèle libre-échangiste et des rapports Nord-Sud. Ses conclusions furent vite enterrées...

**P**rogrammées à quelques mois d'intervalle, deux rencontres internationales sur l'écologie occupent les calendriers diplomatiques : la conférence de Durban (Afrique du Sud) sur le changement climatique, du 28 novembre au 9 décembre 2011, et le sommet de la Terre à Rio, du 20 au 22 juin 2012. Sur fond de crise économique, peu se risquent à parier sur une avancée positive des négociations lors de ces rendez-vous.

Après les sommets de Copenhague (2009) et de Cancún (2010), le thème du changement climatique et de la réduction des gaz à effet de serre est rangé au rayon des préoccupations accessoires. Quant aux sommets de la Terre, qui ont lieu tous les dix ans, celui de Stockholm, en 1972, avait suscité l'espoir d'une action concertée pour protéger la planète ; celui de Nairobi, en 1982, a constaté l'échec complet de la « communauté internationale », et ceux de Rio en 1992 et Johannesburg en 2002 ont salué la récupération de l'écologie par les multinationales. A n'en pas douter, un concert de louanges adressées au capitalisme « vert » rythmera l'édition 2012, laquelle sera à nouveau accueillie par le Brésil.

Pourtant, des trésors oubliés dorment dans les archives de l'Organisation des Nations unies (ONU). Ainsi, la déclaration la plus radicale sur l'environnement issue de cette institution est gommée de l'histoire officielle. Rédigée en octobre 1974 dans la ville mexicaine de Cocoyoc, elle dessinait les contours d'un nouvel ordre international aux antipodes de celui qui nous est imposé actuellement.

Tout commence en 1971 dans la ville suisse de Founex, près de Genève, où l'ONU réunit des personnalités chargées de préparer le sommet de la Terre de Stockholm : venus de pays du Nord et du Sud, ces experts sont sélectionnés pour leurs compétences en matière d'environnement, d'économie, de sciences sociales, de développement. Ils ne disposent d'aucun mandat de leur gouvernement et produisent un rapport non officiel, qui permettra pourtant d'orienter les négociations entre Etats.





Le « rapport Founex », synthèse des premiers travaux, estime que « *la pauvreté est la pire des pollutions* » et qu'il faut la combattre en priorité. Influencés par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Gatt), les membres du « groupe Founex » défendent le droit à l'industrialisation des pays pauvres et pensent que le libre-échange est une bonne stratégie pour y parvenir. Quelques mois plus tard, le sommet de Stockholm puise dans ces réflexions. Les Etats concluent qu'il faut articuler les questions d'écologie avec les problèmes de développement et posent les bases d'un droit international de l'environnement, tout en prenant soin de confirmer le bien-fondé du libre-échange. Mécontents de ce compromis, certains pays du Sud réclament l'instauration d'un « nouvel ordre économique international » pour mettre un terme à l'hégémonie des puissances occidentales.

### Objecteurs de croissance avant la lettre

Du 8 au 12 octobre 1974, un nouveau colloque de l'ONU réunit à Cocoyoc des experts internationaux pour débattre « *de l'utilisation des ressources, de l'environnement et des stratégies de développement* ». L'événement est coordonné par l'homme d'affaires canadien Maurice Strong, directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUÉ), et par l'économiste et diplomate sri-lankais Gamani Corea, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Du côté des rapporteurs, on trouve Barbara Ward — une économiste britannique — pour les questions de ressources naturelles et Johan Galtung — un politologue et sociologue norvégien ouvertement anticapitaliste et antiaméricain — pour les questions de développement.

Parmi les intellectuels rassemblés à Cocoyoc, beaucoup affichent un penchant pour le socialisme. Corea fait partie, en tant que secrétaire permanent au ministère de la planification et des affaires économiques du Sri Lanka, d'un gouvernement qui nationalise les compagnies pétrolières, les banques, les assurances, les écoles... et se rapproche du bloc communiste. La coprésidence de la réunion mexicaine échoit à deux personnalités issues de pays en développement. Le premier, le docteur Wilbert K. Chagula, est ministre des affaires économiques et de la planification du développement de la Tanzanie, présidée par l'ancien instituteur Julius Nyerere — lequel, à partir de 1967, nationalise les principales industries et les sociétés de services, augmente les impôts pour financer des politiques sociales et lance une grande réforme agraire. Le second, Rodolfo Stavenhagen, un sociologue mexicain, chef du projet de recherche sur la réforme agraire dans son pays, a orienté ses travaux sur la lutte des classes dans le monde agricole.

Le Mexique, justement, qui accueille la conférence, est présidé depuis 1970 par M. Luis Echeverría Alvarez, qui nationalise les mines et l'énergie, redistribue des terres aux paysans et met en œuvre une politique sociale progressiste (bien que non révolutionnaire). Il affiche sa proximité avec le régime de Salvador Allende, au Chili, et avec Cuba<sup>1</sup>. Le président Echeverría participe en personne au séminaire de Cocoyoc.

1 On découvrira plus tard sa proximité avec la Central Intelligence Agency (CIA). Lire Jean-François Boyer, « Et le Mexique cessa d'être indépendant », *Le Monde diplomatique*, mars 2011.



La déclaration finale, datée du 23 octobre 1974, est un réquisitoire contre les politiques occidentales. Son premier paragraphe souligne l'échec des Nations unies, dont la Charte, élaborée en 1945, a produit un ordre international injuste. « *Les affamés, les sans-abri et les illettrés sont plus nombreux aujourd'hui que lorsque les Nations unies ont été créées.* » Les rapports de forces issus de « *cinq siècles de contrôle colonial qui ont massivement concentré le pouvoir économique entre les mains d'un petit groupe de nations* » n'ont pas été modifiés. Pour les rapporteurs, le problème n'est pas lié à un manque de richesses produites, mais à leur « *mauvaise répartition et [à leur] mauvais usage* ».

Dans un registre que ne renieraient pas les objecteurs de croissance des années 2000, la déclaration de Cocoyoc remet ouvertement en cause la dictature de l'augmentation du produit intérieur brut : « *Un processus de croissance qui bénéficie seulement à une très petite minorité et qui maintient ou accroît les disparités entre pays et à l'intérieur des pays n'est pas du développement. C'est de l'exploitation. (...) Par conséquent, nous rejetons l'idée de la croissance d'abord et d'une juste répartition des bénéfices ensuite* ».

Le modèle de développement défendu à Cocoyoc ne se focalise pas sur les questions économiques. Il met en avant l'importance des modes de vie, des valeurs, de l'émancipation des peuples, des droits individuels et collectifs. Il inclut « *le droit de travailler, ce qui ne signifie pas seulement le droit d'avoir un travail, mais celui d'y trouver un accomplissement personnel, le droit de ne pas être aliéné à travers des procédés de production qui utilisent les hommes comme des outils* ».

Les mythes de l'économie de marché sont balayés. « *Les solutions à ces problèmes ne peuvent pas provenir de l'autorégulation par les mécanismes de marché, y lit-on. Les marchés classiques donnent un accès aux ressources à ceux qui peuvent payer plutôt qu'à ceux qui en ont besoin ; ils stimulent une demande artificielle et génèrent des déchets dans le processus de production. Certaines ressources sont même sous-utilisées.* »

A rebours des discours dominants du Gatt, on impute la dégradation de l'environnement aux relations économiques inéquitables et au prix dérisoire des matières premières sur les marchés. Les experts pensent que les pays du Sud doivent créer des alliances sur le modèle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) afin d'exiger des prix décents pour toutes les matières premières. En parallèle, ils recommandent de mettre en place une gestion internationale des « *biens communs* », grâce à l'édification d'un système juridique solide. L'objectif est de permettre l'autonomie des nations sans tomber dans l'autarcie. Pour y parvenir, les rapporteurs ne réclament pas une « aide » des pays riches, mais que ceux-ci payent au juste prix les matières premières.

### Favoriser l'indépendance économique

Au lieu de culpabiliser l'individu — registre en vogue ces dernières années —, la déclaration de Cocoyoc affirme que « *chacun a le droit de comprendre pleinement la nature*



*du système dont il fait partie comme producteur, consommateur, et surtout comme l'un des milliards d'habitants de la planète. Il a le droit de savoir qui tire les bénéfices de son travail, qui tire les bénéfices de ce qu'il achète et vend, et la façon dont cela enrichit ou dégrade l'héritage planétaire ».* L'éducation à l'environnement doit trouver sa place dans un projet éducatif plus large, qui ne gomme pas les rapports de domination mais, à l'inverse, les explicite.

Enfin, contrairement au « rapport Founex » préparatoire à la conférence de Stockholm, qui défendait le libre-échange et le rôle d'arbitre commercial tenu par le Gatt, la déclaration de Cocoyoc affirme la place centrale des Nations unies et du principe « un pays, une voix ». *« Nous croyons fermement que, puisque les sujets du développement, de l'environnement et de l'utilisation des ressources sont des problèmes globaux essentiels et qui concernent le bien-être de toute l'humanité, les gouvernements devraient utiliser pleinement les mécanismes des Nations unies pour les résoudre et que le système des Nations unies devrait être rénové et renforcé pour faire face à ses nouvelles responsabilités. »*

La déclaration de Cocoyoc impressionne par les perspectives politiques qu'elle dessine. Elle définit le sous-développement non comme un « retard » de développement, mais comme le produit du développement des pays riches. L'expansion du capitalisme passe en effet par la mainmise des multinationales sur les matières premières des pays du Sud, de sorte qu'il y aura toujours des exploiters et des exploités. C'est l'économie de marché qui est contestée et, en creux, le libre-échange. L'appel à la rupture ne souffre aucune ambiguïté. Il ne s'agit pas simplement d'aménager le système, mais d'en sortir : *« L'autonomie au niveau national implique aussi un détachement temporaire du système économique actuel. Il est impossible de développer l'autonomie au travers de la participation pleine et entière à un système qui perpétue la dépendance économique. »* Ainsi les Etats doivent-ils, selon la déclaration, refuser la soumission à une dépendance extérieure, organiser une autonomie collective et coopérer, notamment pour gérer les biens communs.

La déclaration lance donc un appel à la construction d'un socialisme écologique par des Etats souverains, dans une perspective internationaliste. Avec humour, les auteurs vont jusqu'à proposer d'offrir leurs services aux pays riches pour les aider à sortir de leur surconsommation et de leur mal-vivre. *« Cela ne sert à rien de produire et de consommer de plus en plus s'il en résulte une augmentation de la prise d'antidépresseurs et des séjours en hôpital psychiatrique »*, soulignent-ils.

Immédiatement après la publication du texte, les présidents de la conférence reçoivent un long télégramme du secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, qui rejette l'intégralité de la déclaration. Les grandes puissances économiques vont reprendre les choses en main, et la crise économique de 1973 offrira l'occasion de rediscipliner ou de marginaliser des Etats trop critiques, lesquels s'enfoncent dans la misère en voyant le prix de leurs importations grimper en flèche. Pour la suite des négociations sur le « nouvel ordre économique international », les pays riches multiplient les lieux de discussions pour



diluer l'influence de l'ONU, où le Sud est majoritaire. En décembre 1975, la conférence sur la coopération économique internationale qui se tient à Paris ne réunit que vingt-sept Etats : huit pays riches, les principaux membres de l'Opep, mais aucun des pays qui contestent les fondements du capitalisme ou la division internationale du travail — laquelle n'a pas encore trouvé son nom de « mondialisation ». Certains grands pays du Sud font le jeu des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon en revendiquant une plus grande place dans l'économie mondiale, sans pour autant vouloir en changer les règles.

### Des prescriptions oubliées

Ainsi, malgré la signature d'un traité d'amitié, de paix et de coopération avec l'Union soviétique le 9 août 1971, l'Inde dirigée par Indira Gandhi poursuit une politique économique ambiguë, sorte de « troisième voie » entre le socialisme et le capitalisme ; au Brésil, la dictature militaire en place obtient un taux de croissance record grâce à un afflux de capitaux occidentaux. Au début des années 1980, la contre-révolution néolibérale emporte définitivement ce qu'il restait des revendications de Cocoyoc.

Aujourd'hui, une recherche sur le site des Nations unies ne donne accès qu'à quelques lignes évoquant le symposium d'octobre 1974. On y trouve une courte citation de la déclaration finale : *« La voie à suivre ne passe pas par le désespoir, par la fin du monde, ou par un optimisme béat devant les solutions technologiques successives. Elle passe au contraire par une appréciation méticuleuse, sans passion, des "limites extérieures" [la préservation d'un environnement équilibré], par une recherche collective des moyens d'atteindre les "limites intérieures" des droits fondamentaux [la satisfaction des besoins humains fondamentaux], par l'édification de structures sociales exprimant ces droits et par tout le patient travail consistant à élaborer des techniques et des styles de développement qui améliorent et préservent notre patrimoine planétaire »*. Pouvait-on évoquer les travaux de Cocoyoc tout en effaçant de façon aussi systématique la subversion et les perspectives politiques du texte d'origine ?



## GLOSSAIRE

- **L'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques** sont deux réponses politiques principales au changement climatique. Les deux sont nécessaires car même si les émissions sont réduites de façon spectaculaire, on a besoin de l'adaptation pour le changement climatique qui a été déjà amorcé. Ces réponses seront modelées par la lutte entre les puissants et les opprimés.
- **L'atténuation aux changements climatiques** consiste à réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de ralentir les changements climatiques et les rendre moins sévères. Les mesures d'atténuation peuvent aller du changement des ampoules électriques à l'abandon des combustibles fossiles dans le sol.
- **L'adaptation aux changements climatiques** consiste à modifier nos maisons, nos villes, nos réseaux de transport, notre agriculture, nos industries et des sociétés entières pour faire face à un climat qui change et afin de réduire les risques de désastres. Par exemple : des digues sur le littoral d'Alexandrie ou bien des mesures pour réduire les quantités d'eau utilisées dans l'agriculture irriguée.
- **Buen Vivir** : ce concept et cette éthique, qui ont été intégrés aux constitutions de l'Équateur et de la Bolivie, veulent à peu près dire « le bien vivre » ou « vivre dans l'abondance ». Il vient des traditions ancestrales autochtones des régions andines et amazoniennes de l'Amérique du Sud. Il envisage les relations entre les êtres humains et la nature dans des termes holistiques, relationnels et harmonieux. La communauté est considérée comme l'axe fondamental de la reproduction de la vie, basée sur des principes de réciprocité et de complémentarité. « Le bien vivre » est un projet politique qui souligne les décisions consensuelles par opposition à la règle de la majorité (où un groupe impose ses décisions à un autre) et qui donne la priorité aux besoins de la communauté avant ceux de l'individu. *Buen Vivir* est en opposition avec le concept de « vivre mieux » qui fait partie de la logique capitaliste. « Vivre mieux » est lié à l'idée d'un progrès illimité, à plus de consommation et d'accumulation, à une compétition parmi les gens pour posséder davantage en laissant les autres dans la pauvreté et l'exploitation.
- **Les combustibles (ou carburants) fossiles** sont des combustibles constituées d'hydrocarbures comme le pétrole, le gaz et le charbon. Ils se sont formés au cours des périodes géologiques antérieures, à partir des restes d'organismes vivants. Les combustibles fossiles ne sont pas des ressources renouvelables, causent la pollution et engendrent des gaz à effet de serre.
- **Le commerce (ou les échanges) de carbone** est un pilier central du Protocole de Kyoto, du système européen d'échange de quotas d'émissions et d'autres accords sur le changement climatique. Le commerce de carbone consiste à acheter et à vendre des autorisations qui permettent l'émission d'une tonne de CO<sub>2</sub>. Si les émissions d'une entreprise ou d'un pays sont inférieures à leurs quotas, ils peuvent vendre le surplus. S'ils excèdent leurs limites légales, ils doivent acheter des permis additionnels sur le marché. Cela signifie que les pays riches peuvent éviter de réduire leurs émissions de carbone et compenser leur pollution en payant des pays pauvres pour ne pas polluer. Le système des échanges de carbone est controversé et a été critiqué pour son inefficacité, détournant l'attention des causes profondes et faisant porter aux pauvres la grande partie du fardeau.
- **La Conférence des parties (en anglais « Conference of the parties », COP)** est l'organe de décision suprême de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La tâche principale de la COP est de passer en revue les inventaires et projections d'émissions soumis par les États (les parties) qui ont signé l'accord. Les COP se tiennent annuellement, celle de 2015 sera à Paris en décembre et celle de 2016 sera à Marrakech (Maroc) en novembre.
- **La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)**, en anglais « United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) », est un accord international environnemental, négocié au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Son objectif est de « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêcherait de dangereuses interférences anthropiques avec le système climatique ». La convention est actuellement la seule tribune internationale des politiques climatiques, ayant une large base de légitimité, en partie grâce à une adhésion quasi-universelle.
- **La démocratie énergétique et la justice énergétique** signifient la construction d'un futur où l'énergie est distribuée équitablement, contrôlée et gérée démocratiquement. Les sources d'énergie et les systèmes de transmission doivent être en équilibre avec l'environnement et les besoins des futures générations.
- **Desertec** est une proposition pour un vaste réseau de centrales solaires au Sahara s'étendant sur toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), avec des milliers de miroirs qui captent et concentrent l'énergie de la lumière solaire sur une machine à vapeur. Des millions de litres d'eau sont nécessaires pour nettoyer la poussière du désert accumulée sur les panneaux et miroirs. Avancés par la Fondation Desertec et





l'Initiative industrielle Desertec (deux entités différentes mais apparentées), ces projets ont connu des hauts et des bas ces dernières années. L'Initiative industrielle a promu une provision de 400 milliards d'euros qui fournirait environ 20% de l'électricité de l'Europe en 2050, grâce à un vaste réseau de parcs solaires et éoliens. Ces générateurs seraient connectés à l'Europe continentale par des lignes spéciales de transmission directe à haute tension.

- **La dette climatique ou écologique** est basée sur l'idée que l'atmosphère de la planète est la propriété collective de tous les humains. Cela signifie que ses avantages devraient être partagés équitablement entre tous et que la responsabilité de protéger cette atmosphère est collective aussi. Comme les pays développés ont réduit la capacité de l'atmosphère à absorber les gaz à effet de serre et à ralentir le réchauffement climatique, du fait de leurs émissions excessives de carbone, ils doivent verser des dommages et intérêts aux pays en voie de développement qui souffrent des conséquences de ce phénomène. La dette payée pourrait être utilisée pour aider les pays en voie de développement à améliorer leur résistance au changement climatique.
- **L'économie verte** : les promoteurs de cette économie s'efforcent d'identifier les fonctions spécifiques des écosystèmes et de la biodiversité qui pourraient être tarifées et ramenées au marché mondial comme du « capital naturel ». L'objectif n'est pas seulement de privatiser des biens matériels qui proviennent de la nature, comme le bois des forêts, mais aussi de privatiser les fonctions et les processus de la nature, de les designer en tant que des services environnementaux sur lesquels on met des prix pour les intégrer au marché.
- **Les énergies renouvelables** comprennent chaque ressource énergétique qui est naturellement régénérée à court terme et qui est dérivée directement du soleil (comme l'énergie thermique, photochimique et photoélectrique), ou indirectement (l'éolien, l'énergie hydraulique et l'énergie photosynthétique stockée dans la biomasse), ou qui est tirée d'autres mouvements et mécanismes naturels de l'environnement (l'énergie géothermique et l'énergie marémotrice). Les énergies renouvelables n'incluent pas les ressources d'énergie dérivées des combustibles fossiles et des déchets de sources fossiles ou de sources inorganiques.
- **L'extractivisme** est un mode de production en vigueur depuis 500 ans dans lequel l'exploitation minière, les combustibles fossiles et la monoculture dominant et façonnent les sociétés et les économies. Des pays (généralement ceux du Sud) extraient des matières premières et les exportent. De grandes entreprises hiérarchisées (des multinationales et des entreprises publiques) deviennent de plus en plus puissantes et engendrent des profits énormes aux dépens de la démocratie et des droits des peuples.
- **La fracture hydraulique ou fracking** est utilisée pour extraire du gaz et du pétrole des roches de schistes. Elle consiste à forer et à injecter un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques à haute pression dans le sous-sol afin de fracturer les roches autour des combustibles fossiles. Cette technique est très controversée car elle utilise d'énormes quantités d'eau, pourrait polluer les eaux souterraines avec les produits chimiques toxiques et carcinogènes et pourrait même causer des séismes.
- **Les gaz à effet de serre** sont des gaz qui causent le changement climatique ou le réchauffement global quand leurs proportions dans l'atmosphère augmentent. Parmi ceux-ci, on peut citer le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et le méthane (CH<sub>4</sub>).
- **La justice climatique** : consiste généralement à reconnaître la responsabilité historique de l'Occident industrialisé dans l'avènement du réchauffement climatique et ne perd pas de vue les vulnérabilités disproportionnées dont souffrent quelques pays et communautés. La réponse aux changements climatiques doit prendre en compte les questions de classe, de race, du genre, de l'histoire des dominations coloniales et de l'exploitation capitaliste qui perdure. La justice climatique signifie une rupture avec le statu quo (*business as usual*) qui protège les élites politiques mondiales, les multinationales et les régimes militaires. Son objectif est d'instaurer une transformation sociale et écologique et un processus d'adaptation radicaux.
- **La justice environnementale** a comme objectif un environnement sain et sauf pour tous, et pas seulement pour les puissants et les riches. Elle est généralement centrée autour des besoins des communautés, en obligeant le secteur des combustibles fossiles et autres grandes industries à rendre des comptes. Elle reconnaît qu'on ne pourrait pas séparer les effets de la destruction de l'environnement de leur impact sur les peuples. La justice environnementale veut dire qu'on ne permet pas que les pauvres et les populations opprimées soient les victimes d'une pollution toxique et d'une destruction environnementale massive.
- **Le Mécanisme du développement propre (MDP)** fait partie du système d'échanges de carbone créé par le Protocole de Kyoto. Des projets qui réduisent théoriquement les émissions de carbone dans les pays en voie de développement peuvent bénéficier du MDP. Ces compensations MDP peuvent être alors vendues aux pays riches, dégageant ainsi des fonds pour le projet de « développement propre ». Cependant, un grand nombre de réductions sont juste théoriques et sont aussi douteuses.
- **Néocolonial(e)** : Ce terme a été utilisé pour décrire la manière dont les pays industrialisés continuent de dominer leurs anciennes colonies après les luttes d'indépendance. Il ne s'agit pas seulement d'un contrôle politique mais essentiellement de stratégies économiques, sociales et culturelles, destinées à maintenir le contrôle de ces colonies. Ces stratégies incluent l'usage de la dette extérieure, des politiques de commerce et d'investissement et l'extraction de matières premières.

- **La Réduction des Emissions imputables à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD)** est un mécanisme des Nations unies conçu pour mettre une valeur financière sur le carbone stocké par les forêts qui ont une capacité à le séquestrer. Une fois que la valeur du stockage potentiel du carbone de telle forêt est estimée, des crédits de carbone sont émis et vendus aux pays riches et aux grandes entreprises qui les utilisent pour compenser, ou acheter et vendre, des autorisations (permis) pour des activités polluantes dans les marchés de carbone.

- **La Terre-Mère (Pachamama)** : ce concept vient de la vision du monde des communautés autochtones de l'Amérique latine (quechua et aymara), *Pacha* : la terre, le monde, le cosmos et *Mama* : mère. Il est souvent traduit comme 'la Terre-Mère'.

Pour les peuples autochtones des pays andins, le concept Pachamama signifie un autre genre de relation avec la terre. Ils croient que les gens appartiennent à la terre au lieu de la posséder. Ceci implique que les droits de propriétés ne suivent pas les mêmes schémas que ceux du système juridique occidental. La Terre-Mère implique le respect, l'équilibre et l'harmonie entre les êtres humains et la terre.

- **Une transition juste** est un engagement pour un avenir juste, pour un recyclage professionnel et pour de nouveaux emplois pour les travailleurs des secteurs qui ont contribué au changement climatique, y compris l'extraction des combustibles fossiles, la production électrique et l'exploitation minière. La transition pour un avenir sain et sauf a pour principe de ne pas aller à l'encontre des travailleurs.



## PRÉSENTATION DES AUTEURS

### Prologue et Chapitre 10

**Hamza Hamouchene** est écrivain, chercheur et militant algérien. Il est le fondateur d'Algeria Solidarity Campaign (ASC) et le président d'Environmental Justice North Africa (EJNA). Il travaille sur les questions environnementales, climatiques et énergétiques en Afrique du Nord. Ces écrits ont été publiés dans *The Guardian*, *Huffington Post*, *Jadaliyya*, *Nawaat*, *El Watan*, *Maghreb Emergent*, *Counterpunch*, *New Internationalist*, *OpenDemocracy* et *Pambazuka*.

### Prologue et Chapitre 2

**Mika Minio-Paluello** travaille pour la Collective Platform qui fusionne l'art, la recherche et les campagnes politiques. Elle soutient les communautés et les mouvements sociaux qui sont au devant de la résistance aux sociétés pétrolières et gazières et du changement climatique. Mika est aussi le co-auteur du livre : *The Oil Road : Journeys from the Caspian Sea to the City of London* (2012).

### Chapitre 1

Article collectif publié sur *The Lancet*, une revue scientifique médicale britannique. **Abbas El-Zein**, l'auteur principal, est un écrivain et un universitaire australo-libanais. Il est actuellement professeur agrégé à l'université de Sydney.

### Chapitre 3

**Sunita Narain** est écologiste et militante politique indienne très réputée. Elle est la directrice générale du Centre for Science and Environment (Delhi) et l'éditrice du magazine *Down to Earth*. En 1991, elle a coécrit un texte de référence, sous le titre « *L'effet de serre dans un monde inégal, un exemple de colonialisme environnemental* ».

### Chapitre 4

**Pia Ranada** est une journaliste philippine et un reporter multimédia pour Rappler, couvrant l'environnement, l'agriculture et le patrimoine culturel. Elle a obtenu son diplôme de l'université d'Ateneo de Manille et elle est auteure de livres pour enfants.

### Chapitre 5

**Walden Bello** est universitaire et militant philippin qui est actuellement membre du Congrès des Philippines en tant que représentant du parti Akbayan, de tendance socialiste-démocrate. Il a écrit plusieurs livres, y compris *La Fabrique de la Famine*, *la Demondialisation* et *Capitalism's last stand*.

### Chapitre 6 et 12

**Khadija Sharife** est journaliste d'investigation sud-africaine, universitaire invitée au Centre for Civil Society et également une associée de recherche au Réseau de justice fiscale en Afrique du Sud. Ses écrits sont apparus dans des publications comme *Forbes*, *The Economist*, *Al Jazeera*, *Foreign Policy*, *BBC* et *London Review of Books*.

### Chapitre 7 et 16

**Alberto Acosta** est économiste équatorien, professeur et chercheur de la faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), dont le siège est à Quito, Équateur. Il est ancien ministre de l'Énergie et des Mines, ainsi qu'un ancien membre et ancien président de l'Assemblée constituante équatorienne. Acosta a joué un rôle important en proposant l'initiative Yasuni-ITT qui a pour but de laisser le pétrole du Parc national Yasuni dans le sol.

### Chapitre 8

**Vandana Shiva** est militante écologiste, écrivain et féministe indienne. Son livre « *Staying Alive* », publié en 1988, a contribué à redéfinir les perceptions des femmes du Tiers-monde. Elle est la fondatrice de Navdanya, un mouvement national qui promeut une souveraineté sur les semences et un rejet des brevets d'entreprises sur celles-ci et sur l'agriculture biologique.

### Chapitre 9 et 13

**Pablo Solón** est le directeur exécutif de Focus on the Global South. Il est ancien Ambassadeur de l'Etat plurinational de Bolivie pour les Nations unies et a contribué à organiser la Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique à Cochabamba en 2010.

### Chapitre 11

**M. Jawad** est militant d'ATTAC Maroc, membre du réseau CADTM, ancien secrétaire général adjoint de la même organisation. Il est également membre de l'association pour un contrat mondial sur l'eau (ACME) Maroc.

### Chapitre 12

**Khadija Sharife** est journaliste d'investigation sud-africaine, universitaire invitée au Centre for Civil Society et également une associée de recherche au Réseau de justice fiscale en Afrique du Sud. Ses écrits sont apparus dans des publications comme *Forbes*, *The Economist*, *Al Jazeera*, *Foreign Policy*, *BBC* et *London Review of Books*.

**Patrick Bond** est économiste politique basé en Afrique du Sud. Il travaille sur les communautés urbaines et avec les mouvements de justice globale. Bond enseigne l'économie politique et les politiques éco-sociales et dirige The Centre for Civil Society à l'université de Kwa-Zulu-Natal en Afrique du Sud. Il a contribué à la mise en place du Groupe de Durban pour la justice climatique.

### Chapitre 14

**Mahienour El-Massry** est avocate de droits humains et militante politique égyptienne d'Alexandrie. Elle a joué un rôle important dans la révolution égyptienne qui a débuté en janvier 2011 et elle a soutenu, pendant de nombreuses années, les ouvriers d'usines qui luttèrent pour leurs droits, ainsi que des communautés du Delta du Nil qui affrontent toujours les montées du niveau de la mer.

**Chapitre 15**

**Mehdi Bsikri** est journaliste algérien travaillant pour le quotidien francophone El Watan. Il est aussi membre du Collectif national pour les libertés citoyennes (CNLC) et un membre-fondateur de Barakat, du groupe pro-démocratique. Il a participé activement à l'opposition contre l'extraction du gaz de schiste en Algérie.

**Chapitre 17**

**National Union of Metalworkers of South Africa (NUMSA)** est le plus grand syndicat de la métallurgie en Afrique du Sud avec autour de 340 milles membres. Il a été une filiale active du Congress of South African Trade Unions (Cosatu), la plus grande

fédération de syndicats en Afrique du Sud, avant d'être expulsé en novembre 2014 pour sa décision de ne pas soutenir The African National Congress (ANC) aux élections générales. NUMSA a joué un rôle important dans la lutte anti-apartheid et conteste les politiques néolibérales des gouvernements sud-africains.

**Chapitre 19**

**Aurélien Bernier** est journaliste et militant français. Il collabore avec *Le Monde Diplomatique* et il est l'auteur de : « *Le Climat, otage de la finance* » (Mille et une nuits, 2008) et « *Comment la mondialisation a tué l'écologie* » (Mille et une nuits, Paris, 2012) et « *La gauche radicale et ses tabous* » (édition du Seuil, 2014).



## **Ritimo**

21 ter, rue voltaire – 75011 Paris

Tel : +33 (0)1 44 64 74 16

[www.ritimo.org](http://www.ritimo.org)

[www.coredem.info](http://www.coredem.info)

**Paris, novembre 2015**

**Edité par Hamza Hamouchene et Mika Minio-Paluello**

**Traduit par Hamza Hamouchene**

Publié par :

**RITIMO dans le cadre de la COREDEM**

**Environmental Justice North Africa (EJNA)**

**Platform London**

Mise en page

**Guillaume Seyral**

**Nous remercions tous les auteurs pour nous avoir permis de republier leurs articles. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des auteur(e)s.**

**Nous remercions également Sophie Gergaud du Cedidelp pour la relecture des articles.**

## **Droits de reproduction**

Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution.

Vous pouvez reproduire, distribuer et communiquer nos articles et documents au public en respectant les conditions suivantes :

Paternité. Vous devez citer le nom des auteurs (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou qu'ils approuvent votre utilisation des articles). Pas d'utilisation commerciale. Vous n'avez pas le droit d'utiliser les articles et documents à des fins commerciales. Pas de modification. Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter les articles et documents. A chaque réutilisation ou distribution d'un article ou document, vous devez faire apparaître clairement au public les conditions contractuelles de sa mise à disposition.



Le changement climatique aura des effets dévastateurs sur l'Afrique du Nord. Il y aura des morts et des millions de personnes seront forcées de migrer. Le désert ne cesse de s'étendre. Les récoltes sont mauvaises et les pêcheurs sont en train de perdre leurs moyens de subsistance. Les pluies deviendront de plus en plus irrégulières, les ressources en eau diminueront et les tempêtes seront plus violentes. Les étés seront très chauds et les hivers très froids. La sécheresse contraint déjà les villageois à abandonner leurs foyers et l'élévation du niveau de la mer détruit déjà les terres fertiles. La chute de la production alimentaire et le tarissement des ressources en eau menaceront même les mégapoles comme le Caire, Casablanca et Alger. Les prochaines vingt années vont transformer fondamentalement la région.

Ceci n'est pas un fait naturel. Le changement climatique est une guerre de classes, une guerre érigée par les riches contre les classes ouvrières, les petits paysans et les pauvres. Ces derniers portent le fardeau à la place des privilégiés. La violence du changement climatique est causée par le choix de l'exploitation continue des combustibles fossiles, une décision prise par les multinationales et les gouvernements occidentaux avec leurs élites et militaires locaux. C'est le résultat de plus d'un siècle de capitalisme et de colonialisme. Mais ces décisions sont constamment renouvelées à Bruxelles, Washington DC et Dubaï et plus localement à Héliopolis, Lazoghly et Kattameya, Ben Aknoun, Hydra et La Marsa.

Laissant le choix des décisions destinées à faire face au changement climatique à cette élite insolente et immorale serait une voie vers la disparition de la planète. La lutte pour une justice climatique doit être profondément démocratique. Elle doit impliquer les communautés les plus touchées et doit être en mesure de répondre aux besoins vitaux de tous. Cette lutte est une démarche pour bâtir un futur où chacun de nous doit avoir suffisamment d'énergie et un environnement sain et sauvegardé pour les futures générations. Ce futur désiré serait en harmonie avec les demandes légitimes des soulèvements des populations en Afrique du Nord : souveraineté et dignité nationale, le pain, la liberté et la justice sociale.

Ceci sera la lutte globale qui marquera le 21ème siècle.